DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13694

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 5-LUNDI 6 FÉVRIER 1989

Crosse en l'air! M. Gorbatchev à Pékin en mai

21 M. 1216

The Court of

t theme the call

3. Carre

La company

- 4-15

A détecter les toxico

M. Mikhail Gorbatchev se rendra à Pékin à la mi-mai pour le premier « sommet » sino-soviétique depuis trente ans. La date a été confirmée samedi 4 février par M. Deng Xiaoping à M. Chevardnadze. Recevent à Shanghai le chef de la diplomatie soviétique, le vieux maître de la Chine a rappelé les beaux jours de l'amitié entre les deux grands du com-munisme dans les années cinquante. Poursuivant sa politique de « réforme » et d'« ouverture > - en fait de remise en cause de la politique maoiste, M. Deng, agé de quatre-vingtquatre ans, entend laisser sa griffe sur cette normalisation.

Longuement préparé, précédé de la visite à Moscou en janvier du ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, le séjour à Pékin de M. Chevardnadze s'est déroulé dans l'atmosphère la meillaure possible. Cette première visite depuis plus d'un quart de siècle d'un ministre soviétique des affaires étrangeres confirme la normalisation des relations entre deux voisins qui, en 1969, étaient au bord de la guerre. Sa mission accomplie, M. Chevardnadze se rend à Islamabad pour une déficate négosiation sur l'Afghanistan.

entendu, à MM. Gorbetchev et Deng de célébrer ces retrouvalues Leur nouvelle alliance he sera plus fondée sur des relations de suzerain à vassal -Pékin a été très ferme à ce sujet. - mais sur le principe de l'éga-

Les deux parties y trouvent leur compte. M. Deng peut faire valoir que les « trois obstacles » qui s'opposaient, selon les Chinois, à cette normalisation retrait des Soviétiques d'Afghanistan et des Vietnamiens au , réduction de la présence militaire soviétique le long de la frontière chinoise - sont levés ; M. Chevardnadze a précisé que les troupes soviétiques et chinoises qui se font face allaient être réduites. De son côté, M. Gorbatchev n'aura plus à se préoccuper du vieux front asiatique. Ce qui lui permettra de poursuivre la réduction des dépenses militaires et de faire valoir les ambitions de l'URSS comme puissance asiatique.

enant plus compte de leurs intérêts communs que de ce qui les sépare, Chinois et Soviétiques souhaitent accélérer le développement de la coopération économique. lis sont déterminés à se dégager d'une crise cambodgienne qui n'a que trop duré et à voir se rétablir en Asie une stabilité que leur longue rivalité avait mise à mal. ils pourront, par ailleurs, jouer de leur nouvelle amitié dans la subtile diplomatie triangulaire qu'ils mènent avec les États-Unis.

Deux grands protagonistes du conflit sino-soviétique, Mao Zedong et Brejnev, étant non saulement morts, mais désavoués jour après jour par leurs successeurs respectifs, il est désormals possible d'enterrer la hache de guerre sans que personne perde la face. A un moment où les réformes engagées pour donner de l'efficacité à un communisme vieillissant rencontrent de sérieuses difficultés. Pékin comme Moscou ont besoin de toutes leurs ressources pour prouver la supériorité de leur



La visite de M. Dumas à Téhéran

à la reconstruction de l'Iran

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, se rend en Iran les 5 et 6 février. Ce voyage officiel est une * première ». Aucun membre d'un gouvernement français n'avait, avant lui, été accueilli à Téhéran depuis l'avènement de la République islamique, qui fête en ce moment son dixième anniversaire. M. Dumas manifestera l'intérêt de la France pour la reconstruction de l'économie iranienne. (Lire page 4 l'article de Jean-Pierre Langellier.)



Hostiles aux propositions de M. Bonnemaison

La France veut participer | Les syndicats pénitentiaires relancent l'agitation

Après la remise du rapport Bonnemaison au garde des sceaux, les principaux syndicats de surveillants de prison appellent à une reprise de leur mouvement - blocage des écrous, des transserements et des extractions - le lundi 6 février. Au ministère de la justice on est, cette fois, décidé à sanctionner tout manquement à la loi. M. Bonnemaison estime qu' « il faut lire le rapport avant de juger et surtout d'appeler à l'aventure ».

en fin de matinée du 3 février, le rapport Bonnemaison - une centaine de pages denses assorties d'une annexe de cent propositions - a été condamné sans appel par les princi-paux responsables des syndicats des personnels pénitenciaires qui armoncaient aussitôt qu'ils allaient tout mettre en œuvre pour bloquer, « dès hundi 7 heures et pour une période indéterminée », le fonctionnement des prisons et, par voie de consé-quence, celui de la justice.

La base, bien sûr, n'a pas été consultée, pas plus qu'elle n'a eu le temps de prendre connaissance du rapport. Qu'importe. Les surveillants sont repartis pour un mouvement qu'on annonce plus dur encore qu'aux mois de septembre-octobre

Cela n'a pas traîné. Rendu public derniers. Il a suffi de savoir que le décrocher le fameux «1/5» - la parité avec la police pour la retraite – et qu'il propose la suppression d'une partie du programme Chalandon de construction de nouvelles prisons pour remettre le feu aux poudres. AGATHE LOGEART.

(Lire la sulte page 8.)

Voir aussi page 8: « France, ta justice fout le camp » par Jacques Vialette (FO) « Débattre de manière responsable » par Gilbert Bonnemaison

PC-PS: accord dans la désunion

Le PCF et le PS présenteront des listes communes dans 80 % des villes de plus de vingt mille habitants, mais il y aura des « primaires » dans plu-sieurs municipalités-phares de l'union de la gauche. PAGE 6

Pont aérien pour Kaboul

L'ONU va ravitailler la capitale afghane. PAGE 3

Sécheresse et pollution

M. Lalonde met en place une « cellule de surveillance ».

PAGE 8

La mort de John Cassavetes

Le grand indépendant du cinéma américain. PAGE 10

Télévision et violence

Cinq chaînes élaborent un « code de bonne conduite ». PAGE 7

RÉGIONS Le contrat de plan de l'Alsace PAGE 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

Le renversement de la dictature Stroessner

Au Paraguay, d'un général à l'autre jectiles ont écrêté des toits

Au Paraguay, trente-cinq ans de règne absolu s'achèvent. Les premiers moments d'euphorie passés, reste une interrogation : la démocratie « tangible » promise par le nouvel homme fort du pays, le général Andres Rodriguez, est-elle possible? Pour l'insouvernement provisoire * présentable » a été formé.

ASUNCION de notre envoyé spécial

Le général Stroessner, donc, est tombé! Ce cri vengeur dans la rue, ces insultes contre sa personne, n'étaient rien qu'un petit

AFFAIRISMES

informés, conscients, responsables.

Loup Motchane.

Également au sommaire :

Par Claude Julien

air d'allégresse, vendredi matin 3 février, qui s'est envolé dans la soirée. Après trente-cinq ans de despotisme indolent et une nuit de combats au canon et au mortier, c'est ce qui frappe le plus à Asun-cion : la tranquillité des gens ; la mesure, dans le triomphe, de l'opposition ; et la componction de la presse, qui a commence par titrer que « la cavalerie s'est souspéciale que le nouveau président, général Rodriguez, avait pris ses fonctions. Quant au tyran, que Dieu le garde et fasse · respecter ses droits de l'homme » ailleurs

qu'ici! Vendredi matin, des gens ont crié, nous dit-on : « Vive la liberté! » M. Aldo Zucolillo,

directeur d'un journal interdit par le régime, raconte que des cen-taines de jeunes sont venus pousser ce cri sous ses fenêtres; il affirme aussi qu'un peu partout on a fait le V de la victoire. Célébration modeste et vite terminée. Asuncion a fini par s'endormir comme tous les autres soirs, à l'exception de ce jeudi 2 février où les blindés du général Rodriguez se sont promenés devant des ants distraits avant de commencer à tirer. Il faut regarder les façades cri-

blées par les balles ou détruites par les obus pour se convaincre qu'il y a eu vraiment bataille, et que le dictateur s'est battu avant de se rendre. Près du quartier général de la police - l'un des objectifs des insurgés, - les pro-

d'immeubles et pulvérisé des vitres. La caserne qui abritait la garde présidentielle, à deux pas de la résidence du chef de l'Etat, a beaucoup souffert. C'est là que le général Stroessner s'était réfugié après avoir sui

le domicile de sa maîtresse, où un commando avait essayé de l'enlever. Il était en compagnie de son fils Gustavo, âgé de quarante-six et promu récemment colonel. Les soldats d'élite chargés de sa protection ont résisté tant qu'ils ont pu, comme en témoignent des arbres calcinés, des grilles tordues, des murs défoncés.

CHARLES VANHECKE. (Lire la suite page 5.)

Les polémiques autour de Pechiney et de la Société générale

Mauvaises affaires pour la démocratie LE MONDE diplomatique samment avancé pour tenter d'en chie. En d'autres temps, cela suf-déchiffrer les effets. Ou plutôt, firait à enclencher la spirale qui La dernière livraison du Février 1989

baromètre de la SOFRES (publié par le « Figaro Magazine du 4 février) traduit une légère baisse de la cote de confiance dont bénéficient le président de la République (58 %, - 2 points) et le premier ministre (55 %, - 1 point), confirmant ainsi que l'opinion ne leur tient pas rigueur du développement des affaires . Pechiney et Société générale.

par Olivier Duhamel

Les affaires » occupent les médias, la justice, les hommes politiques et, au moins par brèves allusions, nombre de conversa-tions. Et le feuilleton devrait continuer; celui de Pechiney, puisque le ou les initiateurs sont toujours recherchés, celui de la Société générale, puisque la COB ouvre enfin une enquête. Comme tous les feuilletons politicomédiatiques, personne ne sait quand ni comment il se terminera. Mais le feuilleton est suffi-

pour commencer, les non-effets. Quoi de plus surprenant

que l'absence de conséquence électorale des « affaires ». On s'attendait qu'elles nuisent aux socialistes, entretiennent l'abstentionnisme, profitent aux partis extrêmes, lepéniste et communiste. L'élection de Bernard Tapie à Marseille dément tous ces pronostics : le candidat soutenu par les socialistes l'emporte contre le sortant URC, le PC ne progresse pas, le Front national chute, et, alors que ces deux partis récusaient le duel final, la participation progresse notable-ment au second tour. De surcroît. c'est un homme d'affaires qui l'emporte en pleine tourmente affairiste.

Deuxième surprise, François Mitterrand n'est pas touché, du moins pas dans l'opinion publique. Certes, des responsables de l'opposition croient enfin venu le moment de sa e giscardisation », des médiacrates de tous horizons poursendent à nouveau la monar-

Grévy n'était pas élu du peuple, et les sondages n'existaient pas sous

la IIIº République. Aujourd'hui, 62 % des Français récusent le délit d'amitié : « Si un ami personnel du président de la République s'était enrichi illégalement dans l'affaire Pechiney, cela ne mettrait pas en cause François Mitterrand, on n'est pas responsable des délits commis par ses amis . : 28 % seulement estiment que - cela mettrait en cause François Mitterrand, il doit être très attentif au choix de ses amis », et cette réponse ne l'emporte que chez les sympathisants du RPR et du Front national (enquête Figaro-SOFRES réalisée du 27 au 31 janvier). Etonnant résultat, où les uns verront la persistance d'une inébranlable tontonmania et les autres l'attachement aux principes élémentaires de l'Etat de droit.

Ainsi les · affaires » ne produisent-elles aucun des effets politiciens escomptés.

(Lire la suite page 7.)

A L'ETRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marror, 6 der.; Turnisia, 700 ph.; Alfermagne, 2.50 DM; Actricite, 20 ests.; Belgique, 40 fr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 225 D DM; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 \$; Actilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 pr.; Carneda, 1,95 B; Carneda, 1,95 B

7

En vente chez votre marchand de journaux

Ces airs offusqués... Ces protestations indignées... Com-

ment ? La politique et l'argent ? Pouah! Ges nez pincés...

Au milieu de scandales récurrents, quelle attitude doit

adopter le citoyen? Claude Julien rappelle que la démo-

cratie est une « création continue » et qu'elle requiert

l'attention soutenue, la volonté constante de citoyens

Que peuvent-ils faire devant les « affaires » qui éclatent

NICARAGUA : Le sandinisme dans ses derniers retranchements ? Par Stéphane Rillaerts.

• ISRAEL : Les rêves brisés de Dimona, ville de « pion-

● TECHNOLOGIE : Le miracle n'a pas eu lieu, par Jean-

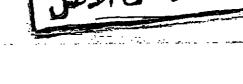
CINÉMA SOVIÉTIQUE : Quand tombent les derniers tabous, par Marcel Martin.

• LITTERATURE : « La Peur d'Onathbabon », une nou-

à Paris, à Tokyo, à New-York? Ils peuvent tout.

niers ., par Florence Beauge.

velle inédite, de Satyajit Ray.



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, teur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

> Dorée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

> > Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société Société civile
- Les rédacteurs du Monde -, Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant. et Hubert Beuve-Méry, fondateur

> Administrateur général : Rédacteur en chef: Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales



rél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél. : (1) 42-47-98-72

141	PLANCE	E OUT	SUISSE	AUTRES PAYS voic
3	365 F	399 F	504 F	780 F
6	726 F	762 F	972 F	1 400 F
, mats	1 030 F	1 089 F	1 494 F	2840 F
1=	1 300 F	1 390 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement. à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE:

Pour tous renseignements: tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

6 mois 9 mois

Prénom

Adresse

Code postal: Localité :.

Pays:

Dates

Khomeiny rentre à Téhéran

Il y a dix ans

OMBIEN sont-ils, la février 1979, à acclamer l'ayatollah Khomeiny de retour en Iran après un exil force de près de quinze ans? Le chiffre de trois millions de personnes avance par certains ne parait guere exagéré. Sur les quelque 30 kilomètres qui séparent l'aéroport de Mehrabad, où l'avion venant de Paris a atterri à 9 heures du matin, du cimetière de Behechte Zahra, où l'ayatollah doit prononcer son premier discours en terre franienne, une foule dense a envahi la chaussée, emportant tout sur son passage. L'important service d'ordre mis en place par les religieux est rapidement submergé. Le « guide de la révolution » - que ses proches qualifient désormais d'imam - gagnera finalement Behechte Zahra en hélicoptère.

Impassible, comme à son habitude, assis sur une chaise de bois blanc placée sur une estrade de sortune qu'on a dressée au milieu du « cimetière des martyrs ». l'imam savoure son triomphe avec une discrétion que certains interpréteront à tort comme étant de l'indifférence. Il a toutes les raisons d'être comblé : il vient d'être plébiscité, et est plus que jamais détermine à imposer à l'Iran la République islamique qui lui tient tellement à cœur. Cette même foule qui vient de lui réserver un accueil triomphal était déjà descendue dans la rue voilà à peine quinze jours pour clamer son allégresse à l'annonce du départ du chah, aux cris de - La dynastie des Pahlavi est morte . . Le chah ne reviendra plus -. L'imam, quant à lui, est accueilli comme un envoyé de l'au-delà, aux cris de . L'ame de Hussein revient .. Les portes du paradis se sont ouvertes =. · C'est maintenant l'heure du martyre ». Quelques jours avant le départ du chah, un phénomène d'autosuggestion collective avait fait voir à des centaines de milliers d'Iraniens montés sur les toits de Téhéran les traits de Khomeiny se dessiner sur la face de la Lune... Interrogé au sujet de ce miracle, l'ayatollah Taleghani, en homme sage, avait répondu : • Je ne sais pas. Continuez à regarder et vos désirs seront exaucės. •

L'imam n'aime pas le mot « démocratie »

Certes, les désirs des Iraniens sont désormais exaucés. Mais si tout le monde ou presque semblait souhaiter le retour de Khomeiny, il n'y a point d'unanimité sur la forme et la nature du régime qui doit se substituer à la monarchie des Pahlavi. Depuis son arrivée à Neauphle-le-Château en octobre 1978, Khomeiny n'a cessé de répêter qu'il souhaite l'installation à Téhéran d'une République islamique - conforme aux lois de l'islam ». Pour lui, nul besoin d'un référendum populaire pour entériner ce qui constitue l'évidence même. - Le peuple a déjà voté », aime-t-il répéter aux différents représentants de l'opposition qui défilaient à Neauphle-le-Château, se référant aux manifestations qui se déroulent depuis plus d'un an en Iran contre le régime du chah.

En novembre, M. Karim Sandjabi, le chef du Front national (mossadéghiste) traditionnellement attaché à l'idée d'une monarchie constitutionnelle, s'est, à l'issue d'une rencontre avec l'imam, aligné ouvertement sur les positions dures de celui-ci en préconisant « l'abolition du régime monarchique illégal ». En octobre, M. Mehdi Bazargan, le leader du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), l'aile pro-islamique du Front national, s'était montré plus réticent, affirmant qu'un changement - était possible et souhaitable dans le cadre constitutionnel ». Modéré par tempérament, velléitaire diront certains, M. Bazargan est connu

régime « par étapes » afin d'éviter tout soubresaut et d'épargner au pays les aléas d'un changement révolutionnaire. Il ne condamne pas toutefois ouvertement la stratégie révolutionnaire prônée par l'imam, ce qui équivaut à un acquiescement tacite des projets islamiques de ce dernier.

C'est donc au nom de l'ensemble de l'opposition que l'imam s'exprime sans

la « populace », condamne les méthodes - plébiscitaires - de Khomeiny, qu'il qualisie d'. homme jaloux et ignare.. et assirme, sans rire, qu'il sera arrêter les ministres de M. Bazargan si ces derniers tentent de s'installer dans leurs bureaux. En fait, le pouvoir se trouve déjà effectivement entre les mains des religieux, qui contrôlent la rue et neutralisent méthodiquement les différents leviers de l'appareil de l'Etat, lequel ressemble de plus en plus



hésitation et sur un ton ferme qui ne souffre aucune contradiction, du haut de son estrade de Behechte Zahra. • C'est moi, dit-il, qui vais désormais nommer un gouvernement, car la dynastie régnante est illégale, et ce gouvernement qui se dit légal est illégal. Je frapperai à la figure du gouvernement actuel et traduirai en justice devant les tribunaux que je formerai. Je ne permettrai jamais que le chah revienne. » Le ton contraste avec celui utilisé avec ambiguïté à Neauphle-le-Château et qui laissait parfois entendre que la révolution islamique pourraît revêtir un aspect démocratique. L'imam s'empressera d'ailleurs au début de mai de préciser à Qom qu'il n'aime pas le mot de « démocratie », qui, pour lui, a une connotation « occidentale ».

D'ores et déjà le gouvernement de M. Bakhtiar, de plus en plus isolé dans son somptueux bureau du palais de la présidence du conseil, est condamné. Le conseil de régence, créé deux jours avant le départ du chah, s'est disloqué et le conseil des ministres n'est plus qu'un cabinet de fantômes. Tout s'écroule autour de lui, mais M. Bakhtiar s'accroche au pouvoir avec l'énergie du désespoir. Il a tout fait, fin janvier, pour ajourner l'arrivée de l'imam afin de consolider les assises de son régime. Il a même négocié avec M. Mehdi Bazargan ainsi qu'avec d'autres dirigeants religieux conservateurs de Téhéran, une formule de compromis qui lui permettrait de demeurer au pouvoir « même avec Khomeiny à Téhéran . Pour cela, il était disposé à aller à Canossa (Neauphle-le-Château) pour faire acte d'allégeance à l'imam. Ce dernier, conseillé par Bani-Sadr et Ghotbzadeh avait tué dans l'œuf ces tractations en proclamant qu'aucun accord n'était possible avec - Bakhtiar l'usurpateur ..

L'imam est décidé à battre le fer tant qu'il est encore chaud : le 5 février, il annonce la constitution d'un . gouvernement provisoire » sous la présidence de M. Bazargan, avec pour mission de mettre en place une République islamique. Bien que l'étau se resserre autour de lui, M. Bakhtiar, avec un entêtement qui frise l'inconscience, réagit comme s'il détenzit

à un bateau en perdition. Paradoxalement, les ultras de l'armée, sur laquelle compte précisément M. Bakhtiar pour se maintenir au pouvoir, déclencheront le processus qui précipitera la chute du régime.

Les «Trois Glorieuses »

Souhaitant châtier les homafars (soldans les rues de la capitale avant de se rendre à l'école Alavi pour faire acte d'allégeance à l'imam, les djavidan (Immortels), les unités d'élite de la garde impériale - le dernier carré des fidèles du chah, - avaient organisé, le 9 février en début de soirée, une expédition punitive contre la caserne de Douchane Tappeh, de l'armée de l'air. Ce sut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. En réalité, l'armée, assaiblie par les épurations successives, démoralisée par le départ du chah, et minée par la stratégie de la fraternisation mise au point par les religieux, n'est qu'un tigre en papier. Elle s'effondrera comme un château de cartes, au cours de ce qu'il a été convenu d'appeler les « Trois Glorieuses » de la révolution iranienne qui, les 10, 11 et 12 février, marqueront la fin de la dynastie Pahlavi. C'est ainsi que, en quelques heures folles et sanglantes - il v eut plus de six cents tués et quelque trois mille blessés au cours des affrontements, - le problème de la transition a été réglé par les armes avec une rapidité que nul n'avait prévue. Dans le courant de l'après-midi du 12 février, M. Bazargan s'installe dans le palais de la présidence du conseil évacué précipitamment deux jours auparavant par M. Bakhtiar et son cabinet fantomatique.

Rien ne s'oppose désormais - théoriquement du moins - à la mise en place des institutions de la République islamique. Mais la coalition hétéroclite qui a fait la révolution porte, elle, les germes de profondes contradictions qui se manifesteront au fil des ans dans une lutte interminable pour le pouvoir. La composition même du gouvernement de M. Bazargan constitue une anomalie. Présenté comme un cabinet de coalition dont l'objectif est de créer les

il ne comprend, dans un pays en proie à la fièvre révolutionnaire, que des personnalités pour la plupart proches du MLI et du Front national, pour lesquelles la vertu essentielle est la modération. Les radicutx de gauche - fedayin et moudjahidines. qui ont pourtant joué un rôle décisif au cours des . Trois Glorieuses .. sont absents, ainsi que, ce qui est encore plus étrange, les représentants des religieux, qui constituent le fer de lance de la révolution islamique.

Mais les religieux demeurent toutpuissants dans le pays et forment pour ainsi dire un « gouvernement parallèle » englobant les comités révolutionnaires, les tribunzux islamiques et les gardiens de la révolution. Son autorité battue en brèche, M. Bazargan menace de démissionner vers la fin de février. L'imam Khomeinv se retire à Qom le 1º mars pour lui laisser le champ libre. Mais la dualité du pouvoir ne prend pas fin pour autant. L'Iran a de nouveau deux gouvernements, dont le plus puissant est sans conteste celui qui siège officieusement à Qom sous la présidence de l'imam. Vers la mi-mars, M. Bazargan croit remporter une première mais fragile victoire contre les activistes islamistes en obtenant de l'imam la suspension de tous les procès et exécutions sommaires commencées avec la mise à mort, le 16 février, du général Nassiri, l'ancien chef de la SAVAK. Les procès reprennent cependant avec la même procédure expéditive après la proclamation de la République islamique le 2 avril, à l'issue d'un référendum-plébiscite qui a été boycotté par les forces de gauche.

Les divergences s'accentuent au sein de l'équipe dirigeante. Le 14 avril, l'ayatollah Taleghani, connu pour ses vues progressistes, se retire de la vie publique pour protester contre les abus commis par les comités islamiques. Sandjabi quitte le gouvernement pour marquer son désaccord. Fin octobre, M. Bazargan avoue que son gouvernement « ressemble à un couteau sans lame ». Il est critiqué sans répit ni ménagement pour son « incompétence » et son · réformisme ·, accusé de chercher à restaurer les structures de l'ancien régime et de ne pas appliquer les décisions du Conseil de la révolution. On le soupconne d'être favorable à un rapprochement avec les Etats-Unis. Sa rencontre, le 1st novembre, à Alger, avec Zbigniew Brzezinski (le conseiller de Jimmy Carter), considéré à Téhéran comme « le plus farouche des défenseurs de l'ancien souverain », sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase. L'occupation, le 4 novembre, de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran par un groupe d'étudiants islamiques, semble avant tout dirigée contre M. Bazargan, qui, pris violemment à partie par les étudiants de la ligne de Khomeiny, présente deux jours plus tard sa démission à l'imam, lequel charge le Conseil de la révolution de prendre en main les affaires de l'Etat.

Le départ de M. Bazargan n'a rien réglé, et les contradictions de son gouvernement se retrouvent au sein du Conseil de la révolution présidé par M. Bani Sadr, dont l'autorité en tant que chef de l'Etat sera constamment battue en brèche par le tout-puissant parti républicain islamique de l'ayatollah Behechti. Avec le départ de M. Bani Sadr et des Moudjahidins de M. Massoud Radjavi, mis hors la loi en juin 1981, et enfin des communistes du Toudeh, dont les rangs ont été décimés en février 1983, la révolution, qui, en février 1979, avait soulevé tant d'espoirs, est désormais confisquée entièrement par les religieux. La lutte pour le pouvoir se déroulera désormais au sein du sérail isla-

pour être partisan d'un changement du	vraiment le pouvoir. Il dit ne pas craindre	fondements d'une République islamique	JEAN GUEYRAS.
4	'GRAND JURY"		e
CHARL PASC		animé par Jean-Pierre DEFRAIN avec André PASSERON et Edwy PLENNEL (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Paul JOLY (RTL)	en direct sur

- 14.

Etranger

Le retrait de l'armée rouge d'Afghanistan

L'ONU va organiser un pont aérien pour ravitailler Kaboul

Le bureau de l'ONU chargé de la coordination des secours à destination de l'Afghanistan commenceta, d'ici à quelques jours, à envoyer par voie aérienne des vivres et des médicaments à Kaboul, ont amoncé, vendredi 3 février, des responsables des Nations unies à Genève et à New-York tandis que se poursuivait le retrait des troupes de l'armée rouge. « Cette mesure fait partie de l'opération Salsam, a souligné M^{sse} Nadia Younes, porte-parole de l'ONU

execution .

The Marie and the Control of the Con

And the second second Prince no re-

Production Village Co.

M Pasters Total

With the last of t

建筑

A Patronic Comment

A Company of the Comp

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

Francis San Carrier

With the second of the second

(1) 中型: 1 mm

BERTHADEN CONTRACTOR

The second second

ا پايلام را ا

3000

4. ハモニ

19

January of

described.

ن تا **در**ا

- ; :

Marie de la companya de la companya

ENTAGE CO

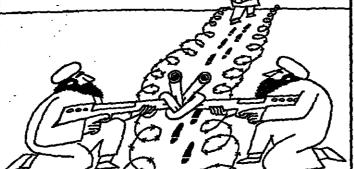
AND INCHES

à Genève. Il s'agit d'aider l'Afghanistan à assurer sa reconstruction. » Un accord de principe a été conclu avec les groupes de résistants afghans pour que ces derniers ne fassent pas feu sur les appareils délivrant des secours à la capitale afghane. En contrepartie, les Nations unies out promis d'acheminer davantage de ces secours dans les régions contrôlées par la résistance. Entre-temps, une longue colonne de chars et de causions militaires soviétiques a quitté

Kaboul et emprunté la route de Salang à destination de la frontière avec l'URSS. Selon des sources soviétiques et afghanes, il ne resterait plus que I 500 soldats de l'armée rouge en Afghanistan après le passage de ce convoi. Près de 25 000 soldats soviétiques – 24 443 exactement – ont été d'un autre côté, déjà rapatriés par avions a indiqué vendredi le quotidien de l'armée soviétique Krassala Zvezda. Ce quotidien indique que la situation à

Kandahar, principale ville du Sud, évacuée par les troupes soviétiques en août dernier, est « alar-mante ». Selon le journal, la résistance bombarde l'aéroport et les avions qui apportent des munitions aux assiégés doivent éviter les missiles lancés par les rebelles. Enfin, une commission d'enquête de l'ONU a accusé vendredi l'Union soviétique d'avoir semé de nouvelles mines lors du début de sou retrait d'Afgha-nistau l'été dernier. ~ (AFP, AP.)

Ismat Muslim, seigneur de la guerre armé par les Soviétiques Ces temps-ci, il habite l'une des arrive. Accolade, whisky, nous par-



KABOUL de notre envoyé spécial

Ismat Muslim est le chef d'une armée de plusieurs milliers d'hommes (entre 6000 et 10000, selon les estimations), paissamment équipés: blindés, artillerie, missiles. Les Achekzays sont une tribu dont les racines s'étendent de la région de Karachi (Pakistan) jusqu'en Union soviétique, en longeant l'Iran. Ismat Muslim est le chef de la famille des Ziei et le guide de 50 000 Achek-zays. A Kaboul, il est connu comme le loup blanc. Personne ne peut se vanter de l'avoir jamais offensé, car il est trop puissant.

maisons qu'il possède dans la capitale. Devant le portail avengle de sa résidence, les gardes disposent d'une grande guérite. A l'intérieur, d'autres se chaussent auprès d'un radiateur électrique. Un transistor diffuse de la musique sirupeuse. Quatre fusils d'assaut Kalachnikov sont suspendus à une patère, un berger allemand veille. Ismat Muslim a beaucoup d'amis, mais il est méliant; à Kaboul, il est protégé par trois cents « gardes du corps », mobilisables dans l'heure, armés inson'aux dents.

Dans la maison au sol recouvert de tapis Boukhara rouges, tout le monde se lève quand Ismat Muslim

lons d'abord du temps et des blessures du maître de céans, qui sont nombreuses. Il fut autrefois un seigneur de la guerre anti-communiste. Il revendiqua, au sein de la résis-tance alghane, une place digne de son rang et de sa puissance, mais ne l'obtint pas. Alors, Ismat Muslim, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, décida de soutenir l'autre côté, le gouvernement procommuniste partisan de l'intervention sovietique.

Grâce au gouvernement du président Najibullah, grâce aussi aux - Chouravis - (les Russes), il s'est construit une redoutable armée privée. Si Kandahar, la deuxième ville du pays, n'est pas encore tombée, c'est grâce, on à cause, de lui.

Un seul camp:

Seigneur, « traître », « collaborateur ., opportuniste ou homme d'honneur? L'histoire seule tranchera. Mais demain, lorsque Kaboul sera la proie de la poudre et du sang, où sera Ismat Muslim? - Si les moudjahidins tuent des femmes et des enfants, je me battrai contre eux : si les forces gouvernementales tuent des femmes et des enfants, je me battrai contre elles. »

Selon de bonnes sources, depuis quelques jours, Ismat Muslim, prévoyant, fait rentrer ses hommes sur Kaboul, par centaines, par milliers. Il tue sans scrupules les moudjahidins mais sur la route qu'il contrôle, celle qui relie Spinboldak (frontière pakistanaise) à Kandahar, personne ne peut nier qu'il a toujours laissé passer les blessés de la résistance afghane. S'il le voulait, il ferait

*tomber > vite fait la garnison de

Et le gouvernement de Kaboul Il ne connaît qu'un camp, le sien : il se bat - pour l'Afghanistan -. Aujourd'hui, il défend Najibullah, cet homme - propre et droit -, mais il n'a - rien à voir avec le gouvernement .. Il est . au milieu .. II v a deux ans, les forces gouvernemen tales se sont battues au canon, - en plein Kaboul, contre l'armée

ll hait Gulbuddin Hekmatyar, le chef du Hezh-l-Islami (tendance Gulbuddin), le groupe fondamentaliste le plus intransigeant de la résistance. Tant pis pour l'image : quand il parle de Gulbuddin, il y a dans les yeux d'Ismat Muslim la férocité joyeuse des cavaliers de Kessel. Il a appris, dit-il, à l'école, à l'armée, à connaître Gulbuddin, « cet espion international, ce faux musulman, ce Khomeiny . Régulièrement, leurs troupes s'entre-tuent, là-bas, du côté

de Kandahar. Mais Ismat Muslim aime et respecte Abdul Kaq, commandant prestigieux du Hezb-I-Islami (tendance Khales). Il y a deux mois, ils se sont rencontrés et se sont mis d'accord pour ne pas s'attaquer l'un l'autre. Abdul Haq, dit Ismat Mus-lim, ne posera pas de bombes dans le bazar, dans la ville. Il est comme lui, il - respecte la vie humaine -.

Plus tard, devant ce superbe portrait de lui-même en uniforme de général, apporté par quelques serviteurs, il parle du roi (« Nous sommes de la même famille »), puis de l'avenir : « J'essaierai de séparer les deux camps, comme je l'ai tou-jours fait. Ismat Muslim, un homme d'honneur? Un Afghan,

LAURENT ZECCHINI.

Les soldats sur le départ : petites affaires et nervosité

KABOUL de notre envoyé spécial

La route qui mêne à la frontière soviétique, par le tramel de Salang, part d'un embranche-ment sur la voie circulaire qui borde les fau-bourgs de la capitale. « Salang : 120 kilomètres », précise un panneau. Depuis deux jours, rendent à cet endroit pour assister au départ des convois soviétiques. Vendredi 3 février, Kaboul est recouverte par un manteau de neige de près de 20 centimètres d'épaisseur. Dans la nuit plusieurs centaines de véhicules, camions et blindés, se sont succédé, sens interruption. Avec deux confrères, Jean-François Leven, de l'Express; et Patrick Robert, de l'agence photo Sygma, nous nous trouvons à cet endroit.

De part et d'autre de la clôture métallique qui entoure un camp soviétique, un attroupe-ment s'est formé. Une quinzaine de soldats soviétiques, à l'intérieur, parient avec une vingtaine de jeunes Afghans, à l'extérieur. Les soldats, comme c'est courant, sont en train de vendre des pièces détachées en tout geme, pro-venant du matériel militaire soviétique. Brusquement, l'un d'eux, qui porte un kalachnikov, se met à hurier en armant son fusil. Nous recu-lons vers le taxi. Il ouvre alors le feu. Quatre ou cinq balles s'enfoncent dans la neige, à quelques mètres devant nous. Nous montons en catastrophe dans le taxi. Le soldat, toujours vociférant, tire encore une fois, et cette demière balle atteint Jean-François Leven, à travers la

Une heure après, Leven sera accueilli à l'hôpital de la Croix-Rouge, où il sera opéré.

Notre confrère sera tiré d'affaire dans quelques jours. Il devait être évacué samedi après-midi, par l'avion spécial alfrete par les ambassades de Grande-Bretagne et de France, qui rapatrient çais, M. Raymond Petit, attendra cependant lundi avant de regagner Paris.

L'incident ressemble fort à une simple bavure. Dans les derniers jours de leur présence à Kaboul, les soldats soviétiques se sont efforcés de « faire le maximum » d'argent en vendant tout et rien. Leur nervosité s'est accrue. Le matin même, dans la principale rue de Kaboul, deux jeunes Afghans siphonnaient l'essence du réservoir d'un blindé soviétique, sous l'œil attentif de l'équipage. L'affaire faite, une liasse d'afghanis changes de main.

Diplomatie

La fin de la visite du président de la République en Inde

M. Mitterrand a donné le coup d'envoi de l'« année de la France » à Bombay

Le voyage de trois jours de expériences déjà réalisées au dix-M. Mitterrand en Inde s'est huitième siècle? Ca coûte cher, mais aux contribuables français, acheré vendredi 3 février, à Bombay, par un spectacle grandiose qui a marqué le coup d'entoi de « l'année de la France en Inde ». Auparavant, le prési-deut de la République avait reçu, à bord du ravitailleur la Marne, mortillé au large de Bombay, la communauté française de la ville et une délégation du CNPF en visite dans le pays. Sur le chemin du retour, il a fait escale à Doubai, où il a effectué une promenade en boutre.

BOMBAY de natre envoyé spécial

Le spectacle inaugural de «l'année de la France en Inde», vendredi 3 février à Bombay, en présence de MM. François Mitterrand et Rajiv Gandhi, premier ministre indien, se voulait et s'annonçait grandiose. Il le fut, en effet, au moins par la débauche des moyens mis en œuvre : îmages synthétiques et vidéo à tous les étages, lasers qui scient le ciel, éclaboussures et cielée de implèses trois cents den giclées de inmières, trois cents dan-seurs, feux d'artifices grand siècle pour le vingt et unième qui s'annonce, musique électronique et celle de Ravi Shankar, le tout sur la plage de Chowpatty, face à la baie de Bombay, devant une foule innombrable évaluée à un million de per-

Il le fat aussi par son coût : 10 millions de francs ont été dépensés pour cette journée de lancement, soit le quart du budget alloné à l'année de la France en Inde. M. Mitterrand, au cours de la conférence de presse qui a précédé, s'en est expliqué. Dix millions de francs pour une journée de bonheur dans un pays pauvre? « Cest selon, charun peut apprécier, a t-il dit. C'est un éternel débat. Fallait-il se contenter d'amener (à Bonabay) des qui sont auxsi ceux qui contribuent le plus au monde à l'aide au développement. S'ils ont accepté cette charge supplémentaire, croyez-moi, ils le font de bon cœur. Pourtant, en France comme ailleurs, on n'aime pas payer des impôts. L'opinion de chacun est libre. »

La fête gigantesque a offert à chacun, pour une heure, tout ce qui est possible. Le «futurisme de la science-fiction», comme dit M. Mitterrand. Des grands principes «liberté, égalité, fraternité» sur écran vidéo. L'émotion et un sym-bole insistant : un petit Indien et une enfant blonde qui se tenaient la main. En fond de scène, face à la mer d'Oman, les temps modernes et marchands : TGV, Airbus-320, Ariane et le reste.

La France - du vin, du fromage et du Moulin-Rouge » chercherait-elle à modifier son image? La question a été posé par un journaliste indien. M. Mitterrand lui a répondu : « La France, c'est aussi Voltaire, Rousseau, Victor Hugo, Montesquieu, Descartes. Ce sont de bons vins, ceux-là. La France a besoin de démontrer qu'au plan technologique elle a rattrapé les retards qu'elle avait pu prendre. On aurait pu inssaller des étals avec du vin et du fromage. On pouvoit aussi ajouter des lasers. » Le laser, en effet, s'accommode mieux que le fromage des buildings du front de mer de Bombay, capitale commerciale et financière de l'Inde.

La coopération macléaire

Malgré de sérieuses difficultés sur le nucléaire et les télécommunications, domaines dans lesquels la France fondait quelque espoir de contrats. M. Mitterrand se félicite des résultats de la coopération économique avec l'Inde. En dépit de la concurrence soviétique sur le mar-

ché de deux centrales nucléaires, le président français estime qu'il y a moven de répondre aux demandes de l'Inde - et affirme que la France « est prête à s'engager à une coopé ration dans ce domaine ».

Il remarque cependant que la France a l' - intention d'être très exigeante sur les conditions et les garanties .. Compte tenu des . conséquences dommageables » du cléaire « dans certains pays ».

Bien que la société Alcatel soit menacée de perdre l'immense mar-ché des télécommunications qu'elle convoitait, M. Mitterrand juge que le « dialogue » sur ce sujet s'est « bien déroulé » et que « si les Indiens le souhaitent, on peut aller plus loin et plus vite». Il insiste aussi sur le contrat conclu par la société Mérieux pour la construction d'une usine de production de vaccins et sur l'accord cadre de coopération biotechnologique signé mardi le février à New-Delhi.

Enfin, M. Mitterrand a évoqué un contrat signé jeudi à Paris entre Peugeot et la société indienne Main-dra pour la production en Inde de dix mille camionnettes par an. Son voyage a été dominé une nouvelle fois par la conviction, réexprimée, qu'il est nécessaire de réduire le · fossé - entre pays riches et pays

Au cours de sa conférence de presse. M. Mitterrand a souligné que sur ce terrain l'Inde est un partensire « particulièrement néces saire - et que M. Gandhi et lui-même avaient discuté, sans plus de précision, de propositions très concrètes, en ce domaine. Il a rappelé que de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement avaient été invités à participer, le 14 juillet, aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, au moment même où seront réunis à Paris les sept pays les plus industrialisés. • Ce n'est pas pour rien, a-t-il dit, que je les ai conviés. C'est pour parler de

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les discussions sur une convention internationale

Les Douze pourraient prendre une initiative contre les armes chimiques

Alors que se poursuivent, à Genève, les discussions sur la mise an point d'une convention interdisant l'usage, la fabrication et le stockage des armes chimiques, les Douze pourraient bientôt adopter une réglementation visant à mieux contrôler les exportations de produits douteux.

(Communautés européennes)

Les Douze pourraient bientôt adopter un règlement restreignant

sévèrement l'exportation de produits

susceptibles d'entrer dans la composition de gaz de combat et autres

armes chimiques : M. Hans-Dietrich

la controverse surgie à propos de l'usine de Rabta, en Libye, a plaide

dans ce sens dans une lettre adressée

à M. Jacques Delors. Le président de la Commission vient de lui répon-

dre qu'il partageait ses préoccupa-

tions et qu'une telle réglementation

répondrait parfaitement aux objec-

tifs retenus par la récente confé-

rence de Paris sur les armes chimi-

fois être en mesure d'agir vite.

ques. La Communauté devrait cette

En 1984, c'est-à-dire au beau milieu de la guerre du Golfe, la Commission avait déjà présenté aux

Etats membres une proposition visant à soumettre à autorisation et

à interdire, dans les cas douteux,

l'exportation de produits chimiques ponvant être utilisés pour la fabrica-tion d'armes. Le conseil des minis-

tres de la CEE, à l'époque, ne l'avait

pas approuvée. Mais, observe

M. Delors dans la lettre adressée à M. Genscher, la proposition est res-

tée sur la table. Il suffit donc de

l'actualiser et notamment de revoir

la liste des produits visés; la propo-

sition ainsi corrigée pourrait être

soumise à l'approbation des minis-tres des affaires étrangères des

Douze des leur réunion du

Genscher, sans doute traumatisé par

de notre correspondant

Après l'échec de la tentative de

1984, les Etats membres avaient arrangement visant à limiter l'exportation de produits chimiques suspects. Mais la portée et la durée de cet arrangement plus ou moins occulte paraissent bien mal

sa mise en vigueur. connues: certains fonctionnaires affirment ne pas en connaître l'exis-tence. L'initiative de M. Genscher permettrait de disposer d'une réglementation communautaire en bonne et due forme, opposable à tous. PHILIPPE LEMAITRE.

M. Roland Dumas doit prendre la parole,

mardi, devant la conférence ; il avait laissé enten-

dre qu'un accord pourrait être scellé à la fin de

1990, mais le sentiment des experts est qu'il fau-

dra plusieurs années pour finaliser techniquement

le texte et recueillir les signatures nécessaires à

Cion Resident de la principal NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS Un entretien avec : Emile Munch
Une recherche sur
pionnier de l'air Une recherche sur curio.

Une recherche sur curio.

Pionnier de l'air.

Première carte

Première Première LE MONDE DES PHILATELISTES POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

La France veut participer à la reconstruction de l'économie iranienne

M. Dumas, qui devait arriver le dimanche 5 février à Tébéran pour une visite de deux jours. s'entretiendra avec plusieurs mes clés du régime. Outre M. Ali Akbar Velayati - son collègue et son hôte, - il rencontrera M. Ali Khamenei, président de la République, M. Hachemi Rafsandjani, président du parlement, M. Mir Hussein Moussavi, premier ministre, et M. Gholamreza Agazadeh, ministre du pétrole.

Cette visite, brève mais chargée, couronne, en bonne logique, la normalisation franco-iranienne induite par le dénouement de l'affaire des otages (4 mai 1988) et scellée par le rétablissement. après onze mois de rupture, des relations diplomatiques (16 mai) Mais M. Dumas souhaite maintenant qu'un « nouveau chapitre » s'ouvre entre Paris et Téhéran. Hélas, le passé resurgit parfois de manière inopportune. En se rappellant cette semaine au bon souvenir de chacun, le terroriste libanais Anis Naccache, a suscité, à Paris comme à Téhéran, quelques silences embarrassés (le Monde du 3 février).

Du fond de sa cellule de Fresnes, où il purge une peine de prison à perpétuité pour avoir tenté d'assassiner en 1980, en compagnie de quatre complices, condamnés eux aussi, l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, Anis Naccache prétend que la France s'était engagée à libérer ces « cinq soldats de l'islam » – dont lui-même – pour prix de l'élargissement des otages détenus au Liban. Il cite notamment la phrase où M. Mitterrand évoquait en décembre 1986, en pleine - cohabitation -, l'éventualité d'un tel échange « si tous les otages français sont libérés d'un seul mouvement, d'un seul coup, cela répondrait à une démarche formelle du gouvernement ».

Les informations fournies, côté français, lors du passage de relais. en mai 1988, entre MM. Chirac et Rocard contredisent les allégations de Naccache. Aucune promesse autre que l'engagement public de renouer les liens diplomatiques, souligna-t-on à l'époque, n'avait été faite à l'Iran, Depuis lors, les dirigeants de Téhéran se sont d'ailleurs abstenus de toute allusion à une telle promesse. Français et Iraniens se sont bien gardés de commenter l'appel de Naccache, Leur mutisme officiel donne à penser que ce baroud d'honneur d'un homme sans doute conscient d'avoir été sacrifié par l'Iran sur l'autel de la réconciliation avec la France, ne devrait en rien compromettre le rendez-vous de Téhé-

Les autres dossiers politiques bilatéraux ne figureront qu'au second plan du vovage. La France s'inquiète du récent regain de répression contre les opposants de tout bord, et M. Dumas devrait le dire à ses interlocuteurs. Selon Amnesty international, plus de mille prisonniers politiques auraient été fusillés ou pendus en lran au cours des six derniers mois. Le Parti socialiste. - indigné . a demandé au chef de la diplomatie française de protester auprès de ses hôtes, tandis que Jean-Paul Kauffmann le priait d'intervenir en faveur de la vingtaine d'otages occidentaux encore détenus au Liban.

M. Dumas devrait aussi s'enquérir à nouveau du sort d'Annie Esbert, cette jeune infirmière disparue en Iran en juillet 1988 alors qu'elle servait comme secouriste dans les rangs du mouvement des Moudjahidines du peuple. Tout en lui laissant entendre que la jeune femme avait sans doute été tuée sur le front, M. Velayati a promis à son homologue français de se renseigner, et lui doit donc une réponse. Les entretiens de Téhéran porteront aussi sur le conflit israélo-arabe, sur l'Afghanistan, d'où M. Velayati revient, et sur les negociations irano-irakiennes, dans l'impasse depuis de longs

Un marché prometteur

Mais les principaux objectifs de M. Dumas sont d'ordre financier, économique et commercial. Il s'agit en premier lieu de relancer les discussions pour le règlement du contentieux francoiranien. Celui-ci oppose, depuis dix ans. la France à l'Iran au suiet du prêt de 1 milliard de dollars consenti en 1974 par le chah en contrepartie de l'entrée de son pays dans le capital du consortium européen Eurodif, Renoncant à ses ambitions nucléaires, la République islamique avait cessé d'acquitter ses obligations. Depuis trois ans, ce contentieux avait dégénéré en un vaste imbroglio politico-juridique.

Un début d'entente a permis à la France de rembourser à l'Iran. l'an dernier, 630 millions de dollars, en deux acomptes et par anticipation des échéances à venir. Il reste à s'entendre, d'une part, sur le remboursement du reliquat. maioré des intérêts, d'autre part sur le montant des « compensations . dues par l'Iran aux entreprises françaises lésées lors de la rupture des contrats. Ces indemnités seraient comprises entre 6 et 8 milliards de francs. Ce litige pourrait, estime-t-on à Paris, être assez vite réglé.

L'apurement du passé permet-trait d'envisager l'avenir avec plus d'audace. Avec quelque retard sur certains de ses partenaires occidentaux, la France tente, maintenant que la guerre du Golfe est finie, de participer à la reconstruction de l'Iran et de reprendre sa place sur l'un des seuls marchés prometteurs de la région. Loin derrière les gros fournisseurs de l'Iran - l'Allemagne fédérale, le Japon, l'Italie et la Grande-Bretagne, - la France ne pourvoit qu'à 1,2 % des importations iraniennes (contre 6 % avant la guerre). Les dirigeants iraniens attendent qu'elle réinvestisse chez

Malgré les faiblesses de son économie – une inflation annuelle avoisinant 50 %, un déficit ali-mentaire de 30 %, un appareil productif tournant au raienti. l'Iran offre un vaste potentiel aux investisseurs étrangers. Ses réserves pétrolières, gazières et minières sont énormes. Il a un besoin pressant de techniques, de biens de consommation et de capitaux (entre 70 et 100 milliards de dollars). Il dispose d'un bel atout : sa capacité de crédit, pratiquement intacte. Initialement faible, sa dette s'est allégée pendant les années de guerre : 20 milliards de dollars en 1980, 4,6 milliards seulement l'an dernier.

Rien d'étonnant si les entreprises françaises regardent de nouveau vers Téhéran. Le mois dernier, Peugeot y a fait un retour en force en signant un accord de coopération industrielle avec la firme nationale Iran Khodro, qui approchera 10 milliards de francs sur dix ans. La firme française fournira des moteurs de 504 et des « kits » de 405 assemblés sur place. D'autres négociations sont en cours. Elles sont le fait d'Airbus (avec Iran Air) et d'Aisthom, pour la livraison de centrales électriques. Dans ce dernier pénuries, à l'origine de coupures de courant quotidiennes.

Je viens en fran avec l'espoir de relancer notre coopération », a déclaré M. Dumas, vendredi 3, au journal Teheran Times. Voilà sans doute pourquoi il a emmené avec lui une importante délégation d'hommes d'affaires représentant une dizaine de sociétés françaises: firmes automobiles (Peugeot, Renault), électriques (Télémécanique), pétrolières (Elf, Total), pharmaceutique (Rhône-Poulenc, Sanofi) et agroalimentaire (Interagra, Sucre et denrées). Sur le chemin du retour. M. Dumas fera lundi après-midi une visite de quelques heures au Koweit. Il s'y entretiendra avec son homologue et peut-être avec l'émir, Cheik Jaber Al-Ahmad Al-Sabah.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

POLOGNE

M. Jerzy Urban explique à la « Pravda » les décisions du PC polonais sur Solidarité

MOSCOU

عُكذا من الأصل

de notre correspondant

Un - choix difficile », titre la Pravda, mais à lire, vendredi 3 février, cette interview du porteparole du gouvernement polonais les Soviétiques auront immédiatement compris qu'il n'y avait en réalité pas de choix du tout. - Pour le Parti ouvrier unifié de Pologne, c'est, hisdivirer unité de rologne, c'est, nis-toriquement parlant, une question d'être ou de ne pas être », déclare en effet M. Urban pour expliquer la décision du POUP de s'orienter vers le « pluralisme politique » et de rendre un statut légal à Solidarité.

Cette décision, dit-il encore, est la conclusion tirée des réalités polonaises du début de l'année 1989 », non pas donc une option parmi d'autres mais la seule issue possible pour un régime que guettait la paralysie. Ces deux dernières années, et l'année passée en particulier, explique d'abord M. Urban, nous avons commis des erreurs de politique économique qui ont dégradé les dispositions de l'opinion publique tant à l'égard du gouvernement que du pouvoir comme un

On ne pouvait, autrement dit, plus se contenter de changer les hommes car les réalités, c'était

« deux vagues de grève » et la renaissance du mythe de Solidarité · dont · plus de trois cents organisations illégales ont été creées dans les entreprises, y compris les grandes -. Il est alors « devenu visible, poursuit le porte-parole, que l'influence du POUP diminue (...), que les [actuelles] formes d'exercice du pouvoir sont tombées en désuétude [et que] les cadres actifs du parti d'aujourd'hui ont peu de partisans parmi les jeunes ». La nomination d'un nouveau premier ministre, enfin, s'est accompagnée du lancement de « réformes économiques radicales » qui » obligent à changer le système

politique ». Et puis bien sur, ajoute M. Urban, « les progrès en URSS de la re-structuration et de la transparence exercent une influence sur le POUP. sur les milieux politiques de notre pays ainsi que sur l'opposition elle-même [dont] l'antisoviétisme, pour ce qui est de son courant modéré au moins, a diminué ». Question de la Pravda : « Il est clair que tous les membres du parti n'ont pas pleinement compris la nécessité de ce

brusque tournant (...). • Réponse de M. Urban : • La lutte entre points de vue différents sera désormais permanente », puisque le parti

L'évêque de Bialystok demande « la vérité » sur la mort du Père Suchowolec

L'évêque de Bialystok. Mgr Edward Kisiel, a qualifié de * tragique et mystérieuse » la mort du Père Stanislaw Suchowolec, sympathisant actif du syndicat interdit Solidarité, qui a été enterré vendredi 3 février à Bialystok, dans le nord-est de la Pologne, en présence de dix mille à vingt mille personnes.

A l'issue des obsèques, Mgr Kiesel a évoqué les - rumeurs - qui circulent en Pologne sur la mort du Père Suchowolec, lundi dernier. Officiellement, le Père Suchowole trente et un ans, a succombé à une asphyxie consécutive au manyais fonctionnement d'un réchaud électrique.

ques polonais, le prêtre a été assas-siné par des fonctionnaires de la police politique, comme l'avait été, en octobre 1984, le Père Jerzy Popieluszko, très connu, lui aussi,

• BULGARIE: expulsion de

militants des droits de l'homme

Les autorités bulgares ont

demandé à un couple, membre de

l'Association indépendante pour la

défense des droits de l'homme, de

quitter le pays avec ses deux

enfants, a-t-on indiqué vendredi 3 février à Vienne de source dissi-

dente bulgare. Mª Seyneb Yous

soussenov, membre de la direction

du mouvement dissident, et son mari Youssouf, qui appartiennent à la minorité ethnique turque, devront

quitter les pays dans les vingt-quatre heures. Le président de l'association,

M. Ilia Minev, et le secrétaire, M. Petar Manolov, ainsi que son épouse, poursuivent leur grève de la faim commencée à la mi-janvier. — (AFP.)

pour son engagement auprès de Solidarité. - Que ces fonctionnaires na soient pas étonnés, a lancé Mgr Kisiel à propos de ces accusa-tions, car c'est le prix qu'ils doivent payer pour ce qui s'est produit dans le passé. Et ils auront encore à le payer longiemns. payer longtemps. - « Il faut trouver la vérité », a-t-il ajouté.

Le Père Suchowolec est le second prêtre trouvé mort en dix jours. Les circonstances de la mort du Père Niedzielak, à Varsovie, n'out pas ncore été éclaircies.

Mgr Kisiel a souligné que des bruits se répandaient un peu partout en Pologne sur l'existence d'une conjuration contre les prêtres de premier plan de Solidarité n'assistait aux obsèques, mais les emblèmes du syndicat étaient très nombreux dans l'assistance. -(AFP, Reuter,)

est partagé pour moitié sur la question de la relégalisation de Solidarité en faveur de laquelle, globalement, se prononce la majo-rité de la société ».

Au sein de l'appareil du parti et de l'Etat, la résistance [au retour de Solidarité] est actuellement assez grande -, indique encore le porte-parole, mais le commité central, souligne-t-il aussitôt, a nettement déclaré que le POUP était en faveur du pluralisme politique ». Concrè-tement parlant, une nouvelle loi sur les associations doit être promulguée et quand celles-ci se seront ins-crites dans le tissu d'Etat, qu'elles assumeront les responsabilités du assumeront les responsabilités du pays, s'exprimeront en tant qu'opposition, feront partie du Parlement, elles pourraient, si nous nous entendons avec elles sur les plus importantes questions de fond, passer à des positions plus actives dans le domaine des activités politiques, à une sorte, disons, de parti ».

« Mais tout cela sur la base du socialisme? *, demande la Pravda. Et comment donc, d'expliquer M. Urban, puisque * nous fixons des limites qu'on ne peut pas fran-chir (...): l'alliance avec l'URSS. de caracière indissoluble des liens de la Pologne avec la commu sa rosogne avec sa communauté socialiste, la reconnaissance de la priorité de la propriété socialisée des moyens de production et du rôle d'avant-garde du POUP qui va être modifié ».

On notera que M. Urban ne parle déjà plus là du - rôle dirigeant du parti - et, après avoir regretté que le POUP et lui-même aient commis l'erreur d'avoir traité M. Walesa - avec dédain -, il déclare que k POUP est - prêt à renoncer à une partie de ses sièges à la Diète - oui, dit-il, à renoncer à la majorité absolue qu'il ne détiendrait plus qu'avec les partis paysan et démocrate.

Or si ces deux formations, domes tiquées par quarante ans de socia-lisme, sont des alliées très sûres du POUP, le fait est qu'on y avait décelé des velléités d'indépendance du temps de Solidarité, et qu'à leur donner un rôle pivot au Parlement on pourrait bien les conduire à se prendre pour de vrais partis. - // y a beaucoup en commun dans les processus de changements de nos deux pays, conclut M. Urban. Nous nous rendons compte qu'une époque don née du socialisme s'est achevée. Nous prenons part ensemble au voyage dans l'inconnu (...).

BERNARD GUETTA

V.D

IRLANDE DU NORD

Une entrevue secrète entre catholiques et protestants a eu lieu en RFA

LONDRES

de notre correspondant

La révélation, jeudi 2 février par la BBC, que des pourparlers avaient eu lieu à l'automne dernier en Allemagne fédérale entre dirigeants catholiques et protestants d'Irlande du Nord a suscité une vague de démentis partiels et de commen-taires indignés des intéressés. La BBC, qui s'est peut-être avancée quant à l'importance historique qu'elle a aussitôt attribuée à l'évènement, avait au moins raison sur les faits eux-mêmes : des responsables politiques des deux communautés se sont bien rencontrés en octobre à l'Angerhof, une petite auberge de dix chambres proche de Duisbourg,

en RFA Les partis représentés étaient les suivants : les deux formations unio-nistes (favorables au maintien de l'union avec la Grande-Bretagne), pour les protestants, et le Parti social-démocrate travailliste (SDLP), pour les catholiques. Il y avait aussi un délégué de la minuscule entité centriste, qui continue à s'appeler l'Alliance. Les chefs n'étaient pas là, mais avaient envoyé leurs fidèles lieutenants, c'est-à-dire probablement la future génération des leaders catholiques et protes-tants d'Irlande du Nord. L'intérêt principal de cette rencontre de Duisbourg est en effet d'avoir rassemblé, l'espace de quelques jours en RFA, des responsables nord-irlandais net-tement plus jeunes que ceux que l'on voit d'habitude sur le devant de la

M. Molyneaux, chef septuagénaire du Parti unioniste « officiel » (de loin le plus important), avait délégué M. Jack Allen. Le pasteur Paisley, le toujours tonitruant mais quelque peu vieillissant leader des unionistes démocrates avait envoyé son adjoint, M. Robinson, qui n'a pas quarante ans. Le leader incon-testé des catholiques modérés, M. John Hume, avait demandé à un de ses amis politiones. M. Currie, de représenter le SDLP. L'Alliance, enfin, qui n'est guère en Irlande du Nord qu'un groupus-cule plus symbolique que prophétique, était présente en la personne de M. Mawhinney.

Ces quatre - ambassadeurs - des deux communautés se sont longuement parié. Mais personne n'arrive à démêler ce qu'ils se sont réellement dit, tant les passions, et les invec-tives rituelles de propagande, caractéristiques de la guerre civile larvée que connaît le l'Irlande du Nord depuis vingt ans, se sont déchaînées dès que la nouvelle fut ébruitée.

> Un accord en voe ?

La BBC avait cru pouvoir affir-mer qu'un accord était en vue, qui aurait consisté à mettre au placard l'accord de 1985 entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande, qui donne à cette dernière un certain droit de regard sur les affaires intérieures du Nord. Cela aurait apaisé les protestants, qui détestent ce texte, jugé • abominable », sûrement » papiste » et peut-être « démoniaque » par le pasteur Paisley. Les protesteurs semblaient prêts à jouer honnêtement le jeu d'un partage du pouvoir avec les catholiques en Irlande du Nord. Des formules auraient permis une repré-sentation équitable des deux communautés dans un parlement local, lequel aurait pu à son tour jouir d'une véritable autonomie par rap-port à Loudres, au sein du d'évolution pour l'avenir...

Vaste programme, comme on voit, qui signifiait à très long terme (d'ici à vingt ans?) la réunification de l'Irlande, sous une forme fédérale, les droits de la minorité protestante étant protégés. C'est bien cela que chacun avait en tête, à Duis-bourg. Mais le reconnaître publiquement équivant pour les dirigeants protestants, en particulier pour M. Robinson, à un suicide politique. Le fait que le pasteur Paisley ait été tenu au courant par son adjoint, et n'ait rien dit pendant quatre mois est à relever. Le pasteur le plus célè-bre d'Irlande crie très fort en public mais il a un sens politique plus fin, lorsque tout se passe à huis clos.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Un rapport accablant pour l'Iran est présenté à la commission des droits de l'homme de l'ONU

Plus de mille personnes ont été exécutées au cours des six derniers mois en Iran, où les procès de prison-niers politiques « durent quelques minutes et finissent avant que les passe », assure un rapport des Nations unies préparé pour la com-mission des droits de l'homme de l'ONU, actuellement réunie à

Selon ce document, rendu public vendredi 3 février et préparé par M. Reynaldo Galindo Pohl (Equa-teur), le nombre de personnes passées par les armes ou pendues entre juillet et décembre se chiffre proba-blement par milliers, dépassant lar-gement la liste de près de mille cent noms de suppliciés publiée en annexe du rapport.

annexe du rapport.

La plupart des victimes appartenaient à des mouvements d'opposition de gauche, et notamment aux Moudjahidines du peuple de M. Massoud Radjavi, aux Fedayins M. Massoud Raujavi, aux reusyins du peuple (marxistes) ainsi qu'au parti communiste Toudeh. Onze religieux au moins ont, en outre, été exécutés. Le rapport de M. Pohl relève qu'un grand nombre d'Ira-niens victimes de cette vague d'exé-cutions aussessions des princes de pricutions purgeaient des peines de pri-son depuis plusieurs années et que d'autres, anciens détenus, ont été de nouveau arrêtés. « Il semble des lors improbable que ces personnes aient pu prendre part à des actes de vio-lence contre le gouvernement », note

Le représentant spécial de l'ONU continue de recevoir des témoignages sur des arrestations arbitraires, des cas de mauvais traite-

ments et de torture, le confinement des prisonniers politiques - privés de l'assistance d'un avocat et habituellement seuls fors des procès, l'absence de témoins. Le rapport indique encore que, à ce jour, la d'aucune condamnation de responsables pour abus de pouvoir, bien que autorités iraniennes se soient engagées à ouvrir des enquêtes à ce sujet et à sanctionner les coupables. (AFP, Reuter.)

• LIBAN : visite de Deniau, vice-président de la commis sion des affaires étrangères de l'Assemblée, est arrivé vendredi 3 février au Liban, où il a été chargé par le gouvernement français d'une mission exploratoire, « pour voir, a-til déclaré avant son départ, s'il est possible d'aider, du côté français, à l'indépendance et à la liberté du uban ». Au cours de sa visite de cinq jours, M. Deniau doit rancontrer le responsebles des deux gouverne-ments rivaux — chrétien et musul-man — du Liban. — (Corresp.)

■ GAZA : un adolescent palestinien tué. — Un joune Palestinien de quinze ans a été tué, samedi 4 février, d'une balle dans la poitrine par des militaires israéliens lors de la dispersion d'une manifestation dans le camp de réfugiés de Khan-Younis, dans la bande de Gaza, selon des sources palestiniennes. - (AFP.)

Dans «le Monde diplomatique» de février

Affairismes

Ces demiers mois, la chronique des scandales semble s'allonger sans fin, en France mais aussi en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Autriche, en Grèce, au Japon... « Partout - écrit Claude Julien - on vitupère un « affeirisme » qui est simplement l'écume nauséabonde d'un autre « affairisme » : celui qui favorise diverses formes d'enrichissement sens cause, par la manipulation, par la spéculation, par des opéra-tions qui permettent à quelquesuns d'accumuler une fortune sans créer de richesses nou-

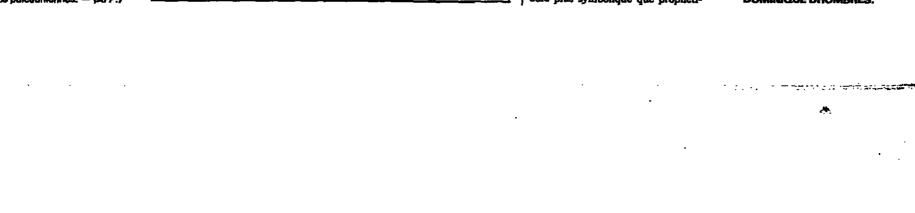
Et les citoyens dans tout cela ? Même dans les pays démocratiques, constate Christian de Brie, ils ont de moins en moins la possibilité de s'expri-mer car il s'est établi une sorte de « République sans le peu-

Demande-t-on aux électeurs de se prononcer, par exemple, sur la politique industrielle ? Rarement, et pourtant Philippe Lorino et Pierre Beckouche montrent que les choix dans ce partie, l'avenir économique du

D'autres auteurs analysent les principales zones de tension s le monde : Selig S. Harrison explique pourquoi on s'achemina vers « une paix manquée » en Afghanistan ; Sté-phane Rillaerts se demande sì, au Nicaragua, le sandinisme n'est pas acculé dans « ses derniers retranchements > ; Victoria Brittain et Philippe Leymarie révèlent la nouvelle stratégie de la République sud-africaine après les accords sur le retrait cubain de l'Angola; Florence Beaugé, dans un reportage en Israel, décrit les « rêves brisés » des habitants de Dimona, ville de « pionniers » ; Jean-Marie Kohler et José Tissier montrent qu'en Nouvelle-Calédonie « la réforme d'une colonie » est impossible ; Patrick Postal at Christophe Albaladéjo soulignent enfin la fragilité de la « transition démocratique » au Brésil.

Dans le même numéro : le grand écrivain Ismaîl Kadaré prône e la fin des chauviismes » dans les Balkans ; Marcel Martin passe en revue les plus récents films soviétiques, sortis à Moscou, qui transgressent « les derniers tabous »; Xavier Delacroix évoque les menaces qui pèsent sur le ser-vice international de la BBC; Alain Jouffroy plaide pour « une autre modernité en art »; et enfin, dans une nouvelle inédite. le grand cinéaste indien Satyajit Ray raconte e la peur d'Onath-





Amériques

BRÉSIL: touristes rançonnés, hold-up en tout genre à Rio-de-Janeiro

Tous les masques ne font pas forcément partie du carnaval

RIO-DE-JANEIRO

.....

Ala « Pravda,

is sur Solidariti

\$ N

¥16

atore.

11.0

暖 75岁日

4.79

4100

1000

erena Por er

4 ---

er in the

Albert

ALC: YES

had de .

e e

P. Salballania S

W 400 1

Man. The

SER PROPERTY OF THE PARTY OF TH

Market Land And description of the second

the state and set of the

And the second s

Particular Engineer Theorem

American April 19 (April 1997)

Printer of the Control of the Contro

All and the second seco

Property of the second

होस्यक्ष्य । १८६८ । सम्बद्धाः स्टब्स् अस्ति क्राह्मः ।

At the second

福祉 🕶

the second

Marine programme and the second

. . . .

5.20

3 - 1 -

Section 1

The second second second

LAND WIRD

Miles secrete

at the

40.00

42-11-00

es el profesions

ay vyi f

9

The Market of State

Acres 188 . Co

Girman .

in the second se

10.5

State of the state

West Land

AR THE F

the growing of

Pile years

 $\mathbb{Q}^{n,n}\operatorname{span}_{\mathbb{Q}^n\times \operatorname{span}_{\mathbb{Q}^n}}$

2 42 7 4

de notre correspondant

Ce n'est pas à Rio que le tourisme risque de se banaliser et de priver d'émotions les visiteurs qui embouteillent la ville à l'approche du camaval, dont le début officiel est le 4 février. L'aventure, ici, même à l'arrivée à l'aéroport ; elle se poursuit quelquefois à l'hôtel. Les « masques » que l'on rencontre ne sont pas forcément ceux qui animent les défilés et les bals, mais ils satisfont pleinement les amateurs d'exotisme pimenté.

Hôtel déralisé

Vendredi 27 janvier, une ving-

taine de Suisses débarquent au Galeao, l'aéroport international de Rio. L'agence qui a organisé leus voyage a mis un autobus à leur disposition. A peine ont-ils commencé à admirer les premiers gazomètres de la banliaue nord de la ville que le car s'arrête, bloqué sur l'autoroute par deux voitures. Des individos en descendent qui, visiblement, ne font pas partie des distractions prévues : ils portent des revolvers et annoncent aussitôt ce qui les intéresse - l'argent, les montres, les bijoux et les divers appareils qui accompagnent les touristes. En un tournemain, les Suisses perdent avec leur portefeuille leur placidité légendaire et leur enthousiasme de principe pour la Cidade Maravil-hosa, cette cité merveilleuse que Rio a longtemps été, et qu'elle reste, par certains côtés.

Entre Copacabana et Ipanema, l'hôtel Arpoador inn bénéficie d'une situation privilégiée : il donne sur la seule plage bordée par un chemin piétonnier, Que l'hôtel ait été dévalisé au début de la saison n'était jusqu'à dimanche dernier qu'un mauvais souvenir pour ses propriétaires, qui s'étaient empressés de l'oublier : ils n'avaient adopté aucune mesure de sécurité particulière.

Mais voilà qu'à un mois et demi d'intervalle, le même scénario s'est répété. A l'heure où les portiers de nuit ont sommeil et où les touristes sont couchés, un homme qui inspi rait confiance, car il était bien habillé, s'est fait ouvrir la porte et est entré avec ses « amis ». Il v avait là trois employés et une touriste israélienne qui s'apprêtait à monter dans sa chambre. Ce fut un jeu d'enfant que de les bâillonner avec du sparadrap et de les ligoter avec le fil du téléphone.

Les individus, en familiers des lieux, sont sliés droit à la salle des coffres et, en un peu plus d'un quart d'heure, ils en ont ouvert vingt-six, avec des outils rudimentaires - barres de fer, tournevis. ils ont rafié tout ce qu'ils trouvaient, y compris les billets d'avion et les passecorts. En cartant, ils ont souhaité « bon camavai » à leurs otages. Le leur, à coup sûr,

mengo. Les bandits, cette fois, ont voulu se distraire tout en travaillant. Ils ont joué à la roulette russe avec le portier et un touriste allemand. A deux reprises, ils ont fait tourner le barillet d'un revolver

Lundi soir, même opération

dans un hôtel du quartier de Fla-

autre client, un Italien, a donné les quelque 3 000 dollars qu'il avait sur lui guand il a vu sa fille traînée par les cheveux et menacée d'une batte dans le crâne. Butin : le contenu de douze coffres. Les voleurs sont partis le plus tranquillement du monde. Eux aussi étaient très bien habillés.

Attaques en plein jour

Il v a délà quelque temps que les

grands hôtels de tourisme sont la proie des bandes armées, qui opèrent le nuit et visent les coffres de sécurité. Ce qui est nouvesu, et ris que de devenir une habitude, selon les autorités, ce sont les attaques en plein jour, contre des autobus de pessagers fraichement débarqués, et riches de tous leurs dollars pas encore dépensés. Les premières victimes du genre ont été des Américains qui rajoignaient leur hôtel cinq-étailes, le Rio Palace. Les Suisses, eux, se dirigeaient vers l'hôtel Méridien. Les voleurs ne s'en prennent donc pas à n'importe qui, ils savent choisir leur cible at se renseignent avant

Les mêmes précautions sont prises dans les attaques quasi quotidiennes contre des immeubles. Si les fric-frac individuels continuent d'être pratiqués, la mode est de plus en plus aux pillages collectifs : une dizame d'individus, ou davantage, arrivent à l'heure où les bonnes vont chercher le pain et le lait, ils les neutralisent, se font conduire chez leurs patronnes, et coupe réglés. La méthode requiert

évidemment de l'organisation, du sang-froid, et ne ve pes sans risques, mais dévaliser vingt appartements au lieu d'un, n'est-ce pas un progrès ?

Au moment où les gangs s'en prennent au tourisme seisonnier, ils continuent leur labeur habituel. Vendredi demier, c'est tout un ensemble résidentiel, situé à Jacsrepagua, dans la banlieue quest de Rio, qui a été victime d'une véritable opération de commando. Quinze hommes ont vidé les unes résidence, pourtant considérée ∢ de sécurité maximum », avec ses barrières, son poste de garde, ses agents en uniforme qui se relayaient et qui ont été neutral sans la moindre difficulté. Le pillage a duré trois heures. La police n'a aucune piste, semble-t-il. comme dans les autres affaires.

Pour limiter les décâts. l'association des hóteliers met en garde les nouveaux arrivants : dans un prospectus rédigé en quatre langues, ceux-ci sont invités à se promener avec le moins d'argent possible, à rester en groupe, à ne pas converser avec des inconnus, et horreur! - à laisser à l'hôtei leur appareil photo. Les plus grands établissements ont des cardes muni de iumalles pour surveiller les parages, des agents déguisés en baigneurs pour déjouer les pickpockets, également en tenue de sport, qui font semblant de courir sur la plage. Entre deux coups d'œil méfiants sur son voisin, on peut, malaré tout, se faire bronzer.

notifiée le 31. Les trois journalistes

ont, selon nos informations, été laissés en liberté.

algériens a protesté, après une réu-nion extraordinaire le 28 janvier,

auprès de la Direction générale à la

prévention et à la sécurité (DGPS,

la nouvelle appellation de la Sécu-

rité militaire) et du ministère de

l'information, dont dépendent étroi-tement tous les quotidiens algériens,

en même temps qu'il saisissait la LADH du dossier Habib Rached-

leur confrère, les journalistes algé-riens ont tenté de se rassembler devant le ministère de l'information,

le mardi 31 janvier, mais ils ont été

dispersés par la police, qui avait pris position devant le ministère.

Publiée sur une page complète d'El Djoumhouria, dans son édition

du 19 janvier, l'enquête des deux

reporters est étayée de fac-similés de diverses pièces administratives offi-

diverses pièces administratives offi-cielles et de photographies d'immeu-bles et de propriétés. En présentant ce reportage, M. Habib Racheddine évoquait, dans un article à la « une » du journal, les risques de « licencie-ment ou de limogeage » en rappe-lant qu'il « ne suffit pas d'appeler à l'État de droit pour que celui-ci s'établisse ». M. Racheddine, encore directeur du quotidien, affir-

encore directeur du quotidien, affir-mait publier cette enquête car

· dans ce journal nous croyons que l'Etat de droit se peut exister que si

FREDERIC FRITSCHER.

la loi est au-dessus de tous .

Le Mouvement des journalistes

PARAGUAY: après le renversement de la dictature Stroessner

Circonspection à Washington

Prudence et attentisme. C'est avec la plus grande circonspection que les Etats-Unis ont acqueilli, vendredi 3 février, la nouvelle du coup d'Etat militaire qui a déposé Alfredo Stroessner, se contentant de souhaiter = une véritable démocratisation - du régime. Nous nous félicitons de toute évolution véritable vers une forme démocratique de gouvernement dans ce pays . a déclaré M. Redman, porte-parole du département d'Etat. En revanche, il s'est refusé à tout commentaire sur les informations selon lesquelles le général Rodriguez serait lié au trafic de la drogue et aux milieux de la contrebande. M. Redman s'est contenté de déclarer : « Il y a plusieurs informations de presse à propos du passé et des activités du général Rodriguez, et nous ne vou-

lons pas caractériser pour l'instant nos relations avec lui. •

Prudence également de la part de l'ensemble des dirigeants latinoaméricains réunis à Caracas à l'occasion de l'intronisation de M. Carlos Andres Perez, qui saluent toutefois au passage la possibilité d'un retour à la démocratie au Paraguay. Les présidents péruvien Garcia et nicaraguayen Ortega ont préséré réserver tout jugement - avant de voir l'évolution de la situation -.

Quant au Chili, où les autorités se sont déclarées prêtes à accorder au général Stroessner l'asile politique, les préparatifs - spéciaux - pour un tel acqueil sont termines, mais samedi aucune confirmation de l'arrivée imminente du dictateur déchu n'avait encore été apportée.

D'un général à l'autre

(Suite de la première page.)

Quel a été le nombre de morts? Les chiffres varient de vingt à trois cents, autant dire qu'on n'en sait rien. Combien de personnes ont été arrêtées ? Outre le dictateur et ses deux fils, six ministres, dit-on, mais on ignore lesquels. Certains personnages ne devraient pas normalement échapper aux représailles, tel le général Montanaro, ministre de l'intérieur, qui a prêté son visage de dogue à toutes les palinodies

Le gouvernement qui a été annoncé vendredi après-midi est présentables que celles qui entouraient Stroessner. Sans doute ne

Luis Maria Argana, nouveau ministre des relations extérieures, a été président de la Cour suprême. C'est parce qu'il n'était pas docile au potentat qu'il avait été révoqué. M. De Bernardi, nouveau ministre des finances, présidait la Compagnie nationale d'électricité et était vice-directeur du barrage d'Itaipu : C'est un technicien de réputation internationale. Les mêmes commentaires flatteurs sont faits à propos

est celle de Juan Ramon Chaves. Il s'agit d'une réhabilitation. M. Chaves, qui a quatre-vingt-six

la formation officielle - pendant un quart de siècle. Nombre de ses affiliés ont commis des turpitudes, pas lui. Il a toujours été considéré comme un vicillard vénérable et sans tache. Aussi, quand le général Stroessner a lancé ses inconditionnels, il y a deux ans, à l'assaut du parti pour défenestrer Chaves et tous ceux qui n'étaient pas des . godillots », il a fait violence à la majorité des militants. Le parti s'est scindé et a perdu ses meilleurs éléments. Le gangstérisme présidentiel a laissé des plaies inguérissables. Aujourd'hui, Chaves redevient président du Parti Colorado. Il entre également au gouvernement avec le titre de ministre sans portefeuille.

La signification de ce retour a été longuement expliquée : il s'agit de rétablir l'unité du - coloradisme», de redonner au parti ses vrais dirigeants. Vue de loin, la question peut paraître sans grand intérêt. Pas ici. L'opposition démocratique compte sur les colorados authentiques exempts des péchés reprochès à la camarilla sortante pour donner au pays de nouvelles institutions et rétablir les libertés.

Démocratie « tangible »

Le général Rodriguez se veut rassurant à cet égard. Après avoir prêté serment, il a dit son intention de faire de la démocratie une réalité tangible et d'assurer l'égalité entre tous les partis, ce qui sous-entend que les formations proscrites seraient légalisées. Il a affirmé sa volonté en politique étrangère de travailler avec les démocraties. Mais lui-même arrivé au pouvoir par un putsch at-il l'intention d'y rester? Officiellement, il est président de la République à titre « provisoire ». Il n'a pourtant rien dit d'éventuelles élections. Général grandi dans l'ombre de celui qui vient d'être chassé et devenu riche grace à lui, il est entré en dissidence quand il s'est senti menacé.

Alfredo Stroessner venait de lui demander de prendre sa retraite. Auparavant, par le jeu des promotions et des passages forcés dans le cadre de réserve, nombre de ses proches avaient été éliminés. Le dictateur, dit-on, voulait « faire le lit - de son fils Gustavo et lui donner le plus vite possible le grade de général pour lui laisser sa succession. La manœuvre exigeait la mise à l'écart du général Rodriguez, ainsi que de nombreux autres officiers. Le commandant du le corps d'armée s'est rebiffé. Il a mobilisé ses vieux sentiments colorados et ceux qu'il éprouve envers l'Eglise pour donner une armature politique et morale à sa

CHARLES VANHECKE.

du dictateur déchu.

Gouvernement plus présentable

Alfredo Stroessner a signé sa démission. Une démission irrévocable - précise le texte dactylographié sur lequel il a apposé son paraphe. Il a passé la journée de vendredi dans le régiment de blindés situé à 15 kilomètres du centre d'où, la veille, sont sortis les chars. Sa défaite est restée sans visage, les photographes n'ont pas été admis auprès de lui.

Au fil des heures, les radios ont répété : • Nous allons écouter maintenant son excellence le chef de l'Etat, commandant en chef des forces armées... v. C'est ainsi que, pendant trente-cinq ans, le général Stroessner a été présenté à ses compatriotes. Que la même formule ronflante soit utilisée pour son successeur, cela signifiet-il que le Paraguay a simplement changé de général ? Il ne faut pas se fier aux apparences, répondent dine. Dans un élan de solidarité avec les connaisseurs. Et de donner pour preuves les décisions qui ont suivi les proclamations répétées du nouveau président en faveur de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la religion catholique, apostolique et

> composé de personnalités plus s'agit-il pas de démocrates pur sang. Tous ont plus ou moins têté aux mamelles du régime. Mais ils ont un - curriculum - dit-on, une qualification; ce ne sont « ni des totalitaires ni des arrogants -.

d'autres nominations.

La plus significative de toutes ans, a présidé le Parti Colorado -

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 LM

pointé contre leurs tempes. Un **Afrique**

ALGER

de notre correspondant

Trois journalistes du quotidien régional El Djoumhouria (la République), publié à Oran en langue arabe, ont été inculpés mardi 31 jan-

vier de diffamation et d'outrage à corps constitués, à la suite de la publication par leur journal d'une

enquête sur l'attribution de loge-

ments et de terrains dans la wilaya

(département) de Mostaganem, mettant en cause une famille

influente de l'ouest du pays. Le

directeut d'El Djoumhouria, M. Habib Racheddine, a en outre

Sté limogé de son poste, le 20 jan-

vier, au lendemain de la parution de l'enquête réalisée par Mac Lella

Ghazar et Kheira Tarra. Les deux journalistes avaient été interrogées

éparément par la Sécurité militaire

M. Habib Racheddine avait parti-

M. Habib Racheodine avant participé, le 26 janvier à Alger, à une journée d'étude sur l'information organisée par le Mouvement des journalistes algériens (MJA, indépendant des instances officielles). l'Organisation des avocats et la

Ligne algérienne des droits de l'homme (LADH), avant d'être

arrêté dans la soirée par la Sécurité

militaire, qui ne le relâchait qu'au terme des quarante-huit heures légales de garde à vue. M. Rached-

dine, rentré dans sa famille le 28 au soir, était cependant de nouveau arrêté le 29 au matin et transféré à

Oran, où son inculpation lui était

des le 21 janvier.

AFRIQUE DU SUD

La militante contre l'apartheid était une espionne...

Johannesburg. - Olivia Forsyth, une jeune femme de vingthuit ans que l'on tenait jusqu'alors pour une militante anti-apartheid at un membre du Congrès national africain (ANC), déclare dans un entretien publié vendredi 3 février par la presse sud-africaine qu'elle était en réa-

« Avec l'autorisation de mes supérieurs, je suis maintenant libre de révéler que je suis un agent de renseignement attaché à la direction de la sécurité de la police sud-africaine, que j'y ai le grade de lieutenant et que je porte le matricule RS 407 s, indique la jeune femme.

Olivia Forsyth, dont les affirmations ont été confirmées par la polica de Pretoria, précise que ses activités d'espionnage ont commencé en 1981 et se sont poursuivies tout au long de son passage dans les mouvements gauchistes étudiants et les milieux anti-apartheid.

Plusieurs mois d'interrogatoire

En 1986, sous couvert d'un travail de recherche universitaire dans les Etats voisins de l'Afrique du Sud, elle a railié en

Angola les rangs de l'ANC, en se faisant passer pour une transfuge. Elle avait alors pour mission de recueillir des informations et de diffuser des fausses nouvelles au sein de l'organisation de Nelson Mandela.

Cette mission d'espionnage s'est capandant terminée par un bien qu'Olivia Forsyth affirme être initialement parve nue à faire croire à l'ANC qu'elle était bien une transfuge, elle a été soumise à plusieurs mois d'interrogatoire dans le camp de Quetro, occupé par l'organisation, en Angola. Sentant des soupçons peser sur elle, la jeune femme, qui détient la double nationalité sud-africaine et britannique, s'est alors réfugiée à l'ambassade de Grande-Bretagne.

Dans son interview, Olivia Forsyth brosse un portrait peu flatteur de l'ANC. Elle effirme que le mouvement est brutai envers ses propres membres, ne parvient pas à sumonter ses dissensions ethniques et fait preuve d'une grande inefficacité. En outre, il souhaiterait selon elle le maintien en détention de Nelson Mandela, ce qui servirait sa propagande en le posant en martyr. - (Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

La Vicaria de la Solidaridad se sent menacée

L'organisation catholique chilienne de défense des droits de l'homme Vicaria de la Solidanidad redoute que la police ne perquisitionne ses bureaux dans les jours à venir et n'emporte ses dossiers, ce qui pourrait entraîner des violations des droits de l'homme contre des personnes dont les noms y figurent.

Au terme d'une enquête de deux ans et demi, un tribunal a en effet ordonné la saisie des dossiers médicaux de la Vicaria, principale institution indépendante apportant assistance juridique, sociale et médicale, à des personnes ayant été, par exemple, blessées par la police au cours de manifestations de rue, ou agressées par des escedrons clandestins.

Salvador

M. Quayle en faveur d'un « consensus national »

Le vice-président américain, M. Dan Quayle, s'est prononcé en faveur d'un « consansus national » permettant de résoudre la guerre civile, vendredi 3 février, au cours d'une visite de huit heures à San Salvador. M. Quayle a également demandé à l'armée salvadoneme de s'engager à assurer le respect des droits de l'homme dans le pays. La veille, le président José Napoleon Duarte avait à nouveau rejeté, au cours d'une prestation télévisée, la proposition du Front Farebundo Marti pour la libération nationale (FMLN) de reporter les élections du 19 mars de six mois, en la qualifiant d'anti-constitutionnelle. De son côte, le FMLN s'est engagé mercredi à sus-pendre les attaques contre les instal-lations américaines. ~ (AFP, UPL)

SOMALIE

L'aide américaine reste subordonnée au respect des droits de l'homme

ALGÉRIE: après un article sur le népotisme

Inculpation de journalistes à Oran

laissé entendre, vendredi 3 février, à Washington, que la reprise de l'aide américaine à la Somalie dépendait de la réalisation effective des réformes promises par le premier ministre Mohammed Ali Samantar, en visite à Washington.

Raccompagnant M. Samantar. après un entretien au département d'Etat, il a indiqué que la discussion avait porté sur « l'importance de mettre à exécution les changements qui ont été ordonnés en Somalie pour le respect des droits de

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représen-tants a bloqué, l'été dernier, 55 mil-lions de dollars d'aide économique à la Somalie, en attendant des progrès en matière de droits de l'homme et la réconciliation avec les rebelles du

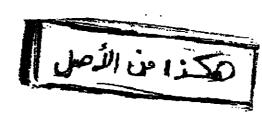
Washington. – Le secrétaire Mouvement national somalien d'Etat américain James Baker a (MNS).

Leissé entendre, vendredi 3 février, à M. Samantar avait annoncé aupa-

ravant la libération de tous les prisonniers politiques « sans exception ». Le nombre des prisonniers politiques est estimé à un millier par l'organisa-tion humanitaire Human Rights Watch, à cinq cents ou plus de sources proches du Congrès. Le premier ministre a rappelé qu'une délégation d'Amnesty International était attendue en Somalie et il a affirmé qu'elle pourrait y enquêter sans obstruction. Cette organisation avait

lier de civils désarmés l'an dernier. Le département d'Etat a estimé qu'il y avait - un début de progrès -dans les réformes annoncées par le gouvernement somalien. Le Congrès semble, lui, moins optimiste, et les élus qui ont rencontré M. Samantar ne l'ont pas trouvé convaincant.

publié un rapport accusant Mogadiscio de l'exécution d'un mil-



لكذا من الأصل

à Paris. Les délégations du PCF et du PS, qui avaient eu de multi-

ples rencontres depuis le 26 octobre dernier, et plus encore depuis la

signature du fameux « accord du 12 janvier » entre M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, ont donc mis un terme, pen avant l'heure fatidique du journal télévisé, à leur ultime séance de négociation. Elle devait être celle de la dernière chance pour l'union maximale, elle s'est révélée être celle d'une conciliation qui ne laisse guère de doute sur les intentions des partenaires.

du bureau politique, qui n'a pas un goût immodéré pour les flashes et les micros, a été déléguée pour Jire un communiqué, en forme de relevé de conclusions, des • discussions concernant l'application » du mode d'emploi municipal signé trois semaines avant. Un texte laconique, qui passe rapidement sur l'accord . dans la grande majorité des villes de plus de vingt mille habitants dirigées par un maire socialiste ou un maire communiste » et « dans la plus grande partie des villes tenues par la droite », pour mieux détailler les cas où la désunion l'a

çait à avoir celle des bons.

M™ Madeleine Vincent, membre

Je pense qu'on aurait pu mieux faire », a déclaré M. Marchais, en soulignant que · beaucoup d'efforts » restaient à accomplir - pour que l'accord soit appliqué intégralement -dans sa forme du 12 janvier, complétée par l'annexe du 3 février. Le secrétaire général du PCF a déploré les - entorses -, dont il a rendu responsable son partenaire socialiste. Il a réaffirmé que ce dernier avait formulé des demandes excessives, parfois démentielles, qui n'ont rien à voir avec la réalité ». A ce reproche, le dirigeant communiste en a ajouté un second : - La tendance [des socialistes] à mettre sur leurs listes des gens en désaccord avec le Parti communiste. - « C'est inacceptable », a dit M. Marchais, alors que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS et négociateur socialiste en chef, faisait la moue. « Le PS. a continué M. Marchais. soutient des candidats qui n'ont pas la confiance des communistes de leur ville et de leur départe-

emporté.

comme nous l'avons fait avec Pierre Juguin » D'un coup, une confirmation

était donnée, et une sentence était lâchée : le PCF a bien un problème avec Le Mans, et le maire communiste de cette ville - la seconde, par la taille, détenue par le parti - va en faire les frais. « Il se trouve malheureusement, a précisé M. Marchais, que notre maire, en très large concertation avec M. Jean-Claude Boulard, le député socialiste du Mans, a éprouvé le besoin de choisir les candidats qui lui plaisaient le mieux et d'éliminer ceux qui ne constituée sous la direction de Daniel Boulay -, membre du comité central, premier secrétaire de la fédération de la Sarthe et adjoint au maire du Mans.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire? >

Ainsi donc, le Mans était bien l'obstacle qui avait fait traîner en longueur, la veille, les négociations durant treize heures (le Monde du 4 février). Le climat n'avait pas été, du reste, à la franche camaraderie. En fin d'aprèsmidi, les négociateurs avaient vu

ment. Nous procéderons avec eux entrer, impromptu, M. Marchais, une dépêche de l'AFP à la main. Sans saluer personne, le secrétaire général du PCF s'assit de biais sur une table et lança aux socialistes :
- Comment ? Certains d'entre vous disent que ça pourrait durer jusqu'à demain? Mauroy m'avait dit qu'on finirait ce soir. J'ai annulé des réunions dans le Val-de-Marne pour être là. Qu'est-ce que c'est que cette histoire? -

Les communistes prenaient

plaisir à montrer leurs connaissances des différences de courants au sein du PS. Lorsou'il était question de la Seine-Maritime, ils lui plaisaient pas. Il y aura des s'adressaient plus particulière-exclusions, et une liste va être ment à M. Debarge, fabiusien. S'agissant du Mans, c'est à M. Alain Richard, rocardien comme M. Boulard, que Mme Vincent adressait ses remontrances. Expliquez-lui donc [à M. Boulard] qu'il devrait cesser de mon ter la tête à Jarry. » Cette deuxième personne du pluriel avait fait bondir le bouillant rapporteur général du budget, expert électoral de M. Michel Rocard depuis vingt ans. . J'ai vingt-cinq ans de socialisme, avait lancé Richard à l'ancien bras droit de Mm Jeannette Thorez-Vermeersch. Certains d'entre

au «vous»; j'aimerais savoir

Le Mans avait été l'occasion de bien des échanges aigres-doux et montées d'adrénaline. Les communistes ayant, par exemple, fait valoir qu'il s'agissait à leurs yeux d'un problème-clé, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, avait demandé si cela signifiait une remise en cause de l'accord global. M= Vincent avait alors dissipé l'inquiétude de son interlocuteur en répondant par un

Après une conversation téléphonique entre MM. Mauroy et Marchais, vendredi matin, une nouvelle rencontre avait été programmée pour l'après-midi. Le problème du Mans semblait avoir été mis de côté pour permettre aux négociations de continuer. Premier arrivé au siège du PCF, M, Michel Charzat, député de Paris, membre du secrétariat national du PS, se voyait contraint d'attendre ses camarades pendant une demi-heure, la rencontre ayant été repoussée in extremis. Il était fermement prévu, quoi qu'il arrive, de mettre cette fois les deux dirigeants suprêmes face à face pour le final.

M. Mauroy est donc venu se joindre à la troupe vers 17 h 30. Le premier secrétaire du PS a écouté sans mot dire une longue diatribe contre les socialistes. Le patron » du PS n'a pas été beaucoup plus prolixe devant les journalistes à la sortie, estimant que l'accord était « tout à fait satisfaisant » et mettant l'accent sur le fait que dans - plus de 80 % des villes de plus de vingt mille habitants » les socialistes et les communistes présenteront une liste commune au premier tour. Pour ne pas être en reste, il glissait, comme son homologue, que · les demandes venant du PC étalent parfois excessives ».

Enfin, le PCF a annoncé une réunion de son comité central pour mardi 7 février. M. Marchais y présentera le rapport introductif dans lequel il évoquera probablement la première décision déjà prise par les communistes: présenter des listes autonomes dans les vingt arrondissements de Paris.

L'union PC-PS en déshérence

A colline aura accouché d'un souriceau. Pas un résultat politique significatif n'est sorti de interminable marchandage auquel se sont livrés les socialistes et les communistes pour les élections municipales de mars prochain. Confirmation du « rassemblement à gauche » ? Certes, là où il est arithmétiquement indispensable à l'un ou à l'autre parti pour conserver ses positions. Nouvelle étape sur la nante de la désunion, oue les alliés d'autrefois descendent lentement depuis bientôt cinq ans ? Assurément, mais sans qu'aucune stratégie de rechange ne s'affirme de part ni d'autre devantage ou hier.

lci ou là, socialistes et communietes s'émancipent un peu plus de l'union, qui reste néanmoins la référence théorique. On a vu des communistes tenter hardiment de marginaliser leurs «partenaires» dens eurs bastions « révolutionnaires ». On a vu des socialistes, à Paris notamment - laboratoire de l'union rians les années 60. - calculer sans état d'âme ou'un accord avec le PCF risquerait de leur enlever plus de voix qu'il ne leur en apporterait. On voit, dans de nombreuses villes, les uns et les autres partir séparément à l'assaut des mairies de droite, contre lesquelles ils formulent, pourtant, les mêmes griefs et prétendent représenter les mêmes

S'il fallait des indices de la déshérence dans laquelle est tombée l'idée d'union de la gauche, sa rupture dans la capitale et le faible score que lui promettent les sondages à Marseille en seraient d'éclatants. Ce n'est pas tout. M. Mauroy a beau soutigner que l'accord PS-PCF sera appliqué dans 80 % des grandes villes, et comparer la cinquantaine de cas où il ne le sera pas à la quarantaine de « primaires » de 1983, la liste des lieux où les deux partis iront à la bataille séparément est éloquente : y figurent des villes «phares» du PCF, telle Amiens, voire Calais; d'anciennes glorieuses conquêtes des communistes, comme Saint-Etienne et Reims; d'importantes villes socialistes, comme Besancon, et certaines de celles que le PS espère prendre à la droite, notamment Quimper.

Et puis il y a Le Mans, qui n'a pas été pour rien au centre des demiers jours de discussion, et même des

demières heures. On v voit en effet un maire communiste, patron du PCF dans le département depuis la Hibération — ce qui est un gage d'orthodoxie, - affirmer son autonomie par rapport à la direction du colistiers en accord avec les responsables socialistes loceux. Les dirigeants socialistes ont été mis en demeure par M. Georges Marchais de trancher un conflit interne touchant à une règle fondamentale du PCF : le contrôle des élus par

L'atomisation du Parti communiste

Sans doute les communistes ontils tenté d'établir un parallèle avec la situation du PS à Marseille, mais ils ne pouvaient être duces de cet artifica, sachant qu'il était pour eux impossible d'imaginer une allience avec le maire socialiste dissident de cette ville.

La direction du PCF parle d'autant plus haut et fort qu'elle a pris le risque, avec l'affaire du Mans, de changer la nature de sa relation avec le PS. On a pu mesurer, à cette occasion, non seulement ce que représente le courant ⟨ reconstructeur >, mais la difficulté que rencontrent M. Marchais et son áquipe pour faire la synthèse des ogiques qui se font jour au sein du

Les dirigeants communistes avaient cru en avoir terminé avec l'opposition interne en excluant le courant rénovateur. Ils découvrent – et le cas de Limoges, où va se cristalliser le conflit entre les € normalisateurs » désignés per Paris et les partisans de M. Marcel Rigout, va renforcer ce constat - que le centralisme démocratique actionné par des cadres locaux peut désintégrer le parti lui-même.

Si cette atomisation du PCF est la cause demière des à-coups qui ont marqué la négociation avec les socialistes et a dérouté ces derniers, elle leur ouvre à terme une perspective nouvelle : celle de voir les faits, une aile gauche diverse; imorévisible, indisciplinée et incommode, mais inséparable d'une social-démocratie avoués.

> **OLIVIER BIFFAUD** et PATRICK JARREAU.

Une cinquantaine de « primaires »

Sur les trois cent quatre-vingt huit villes de plus de vingt mille habitants, les socialistes prévoient une cinquantaine de - primaires : opposant, au premier tour de scrutin, une liste du PS et une liste du PCF (en 1983, on avait recensé quarante-quatre « primaires » dans cette même catégorie de villes). On peut en recenser, à ce jour, une tren-

 Villes dont le maire est comnumiste : les socialistes présenteront leur propre liste à Tarbes (Hautes-Pyrénées), Amiens (Somme), Saint-Dizier (Haute-Marne), Le Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Les Murcaux (Yvelines), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). A ces six villes - si les négociations, qui continuent localement, échouent pourraient s'ajouter : Calais (Pasde-Calais), Dieppe (Seine-Maritime), Lons-le-Saunier (Jura) et Ris-Orangis (Essonne).

En outre, des initiatives d'élus socialistes, telles que celles de

MM. Jean-Pierre Luppi à Saint-Martin-d'Hères (Isère) et Michel Cartelet à Romilly-sur-Seine (Aube), qui ont annoncé leur candidature contre le maire communiste de ces villes, ne peuvent être exclues dans les prochains jours.

Villes perdues par le PCF et

passées à droite en 1983 : Il y aura primaire » à Arles (Bouches-du-Rhône), Nîmes (Gard), Saint-Etienne (Loire), Reims et Epernay (Marne), Chelles (Seine-et-Savigny-sur-Orge Marne), (Essonne), Antony, Levallois-Perret Châtillon-sous-Bagneux (Hautsde-Seine), Aulnay-sous-Bois, Gagny, Noisy-le-Grand, Montfer-meil et Villepinte (Seine-Saint-Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne, ville où la liste socialiste sera dirigée par un radical de gauche) et Sarcelles (Val-

En revanche, le PS, avec l'accord du PCF, conduira la liste de gauche

Ovonnax (Ain). Béziers (Hérault), Orange (Vaucluse), Poissy (Yvelines), Athis-Mons (Essonne) et Franconville (Val-

nous ont droit au . tu . d'autres

Le PCF, avec l'accord du PS, conduira la liste de gauche à Saint-Quentin (Aisne), Grasse (Alpes-Maritimes), Sète (Hérault), La Seyne-sur-Mer (Var), Rosny-sous Bois (Seine-Saint-Denis) et Goussainville (Val-d'Oise).

 Villes dont le maire est socialiste : à l'initiative des élus socialistes locaux, des «primaires» oppo-seront le PS et le PCF à Besançon (Doubs), Cachan (Val-de-Marne), Lens (Pas-de-Calais) et Limoges (Haute-Vienne).

★ A cette liste s'ajoute un cas singuier de «primaire» dans une ville dont le maire est communiste : celle que le PCF organise au Mans contre M. Robert Jarry, allié aux socialistes. D'autre part, il faut noter que Romilly-sur-Seine comptait 16291 habitants au dernier

Le Conseil d'Etat confirme l'annulation de la révision des listes électorales de 609 bureaux de vote de Paris

socialistes - devant le Conseil

L'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 3 février l'annulation par le tribunal administratif de Paris des opérations de révision des listes électorales dans 609 des 957 bureaux de vote de la capitale. Le Conseil d'Etat a en revanche, contrairement aux ingements du tribunal administratif (le Monde daté 15-16 et 19 janvier), validé ces opérations dans 197 autres bureaux de vote.

Cette décision met fin an premier épisode d'une guérilla préparatoire politico-juridique qui oppose le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et M. Pierre Joze, ministre de l'intérieur et chef de file du Parti socialiste, pour la prochaine bataille de l'élection municipale dans la capi-

Les référés du préfet de l'Île-de-France, qui avaient abouti à l'annulation par le tribunal administratif des opérations de révision des listes électorales dans 806 des 957 bureaux de vote de la capitale, avaient en effet été précédé, d'une virulente campagne, inspirée par le PS et relayée par les Verts, dénoncant des ajustements peu innocents de listes dans plusieurs arrondisse-ments où M. Chirac pourrait se sentir électoralement menacé

Deux arguments

Le juge administratif de première instance puis le Conseil d'État n'avaient à se prononcer que sur la régularité de la procédure administrative de révision des listes. Il appartient au juge judiciaire d'exa-miner éventuellement la validité de certaines inscriptions ou radiations des listes électorales.

Le maire de Paris avait d'autre part attaqué - tentative de réplique là encore à la fois juridique et politique aux critiques de M. Joxe et des

d'Etat les divers jugements du tribunal administratif de Paris. Deux arguments étaient avancés pour justifier cette attitude. L'un, tiré d'un échange de correspondance de 1985 entre la préfecture de l'Ile-de-France et la mairie de Paris, retenait exclusivement cet élément d'appréciation alors formulé par la préfecture après consultation du ministre de l'intérieur de l'époque (M. Joxe) : « Il n'y a pas lieu de considérer comme irrégulières des séances de la commission auxquelles, soit le délégué de l'admi-nistration, soit le délégué du prési-dent du tribunal de grande instance, n'a pas siègé, pour des impératifs personnels ou professionnels, alors qu'ils avaient été dûment convoqués par le maire. »

La même lettre de la présecture précisait cependant : « Toutefois, une absence répétée et non justifiée de la part d'un délégué serait à son avis susceptible de vicier la procédure, et c'est notamment pour cette raison que j'avais été amené en 1983 à déférer les opérations de révision des listes électorales de certaines commissions devant la juridiction administrative. »

Le second argument de la Ville de Paris s'appuyait sur l'application aux commissions de révision de listes de la règle commune du quorum: lortes, en principe, de trois membres (un représentant du maire, un délégué de l'administration désigné par le préfet et un délégué désigné par le président du tri-bunal de grande instance), les commissions pouvaient valab se réunir, était-il soutenu par la Ville, dès lors que deux membres avaient apposé leurs signatures au bas des documents résultant de leurs travaux. C'est ce qui s'était produit pour la plupart des opérations annu-lées par le tribunal administratif.

Devant l'assemblée du conten-tieux du Conseil d'Etat, M. Bernard Stirn, commissaire du gouverne-

ment, tout en indiquant que « rien ne permet de suspecter une quelconque fraude » liée à ces nombreuses annulations de révision de listes et en reconnaissant que « la procédure de révision s'est heurtée à d'importantes difficultés (...) compréhensibles » à Paris et, semble-t-il, dans plusieurs autres villes, a fait connaître les raisons de refuser la « dérive » que constitue l'absence généralisée d'une signature (au moins) au bas des documents de révision. Défaut de signature qui traduit le plus souvent l'absence pure et simple de l'un des membres de la commission lors des travaux de révision. Le Conseil d'Etat l'a suivi dans ses conclusions.

Il a donc validé les opérations de rectification des listes de 197 bureaux de vote. Elles avaient été, un pen hâtivement, annulées par le tribunal administratif, qui avait disposé de trois jours seulement pour contrôler une masse considérable de documents. Le Conseil d'Etat a en revanche confirmé l'annulation des opérations de révision des listes électorales dans 609 bureaux de vote et redonné du même coup aux maires et aux commissions de révision des listes électorales un code de bonne conduite qu'avaient progressivement désagrégé les habitudes prises et la lourdeur des opérations de révision.

MICHEL KAJMAN.

and the contract of the contra



M. Robert Jarry, maire communiste du Mans, exclu après quarante ans au parti...

LE MANS

de notre correspondent

Le couperet est tombé vendredi soir. . Robert Jarry et ceux qui le suivent dans son entreprise de divi-sion sont exclus du Parti commu-niste. Le secrétaire général du PCF avait clairement annoncé cette décision après avoir reproché à M. Jarry, maire du Mans, d'e éliminer, en très large concertation avec le député socialiste Jean-Claude Boulard, certains camarades, ceux qui ne leur plaisent pas -, dans la plate-forme municipale mise au point au sein du bureau municipal.

Il y a un principe auquel nous ne saurions déroger : c'est à chaque parti qu'il appartient de désigner ses candidats », avait-il ajouté. Mais côté socialiste on était décidé à sou-tenir les Sarthois dans leur accord passé avec le maire communiste du Mans: M. Boulard avait réussi à en Solférino. Les communistes « orthodoxes - partiront donc dans une pri-maire avec M. Daniel Boulay, le premier adjoint «éliminé» par M. Jarry et les socialistes, ancien député, membre du comité central, à la tête d'une liste de - rassemble ment des forces de gauche », pour faire face à ce qu'ils appellent déjà la « liste de division Jarry-

Ainsi, après avoir incarné le parti pendant quarante ans, M. Jarry entame la dernière ligne droite de sa carrière comme l'exclu le plus inattendu. Ses liens avec le parti s'étaient déjà distendus au cours de son précédent mandat. Il n'avait pas hésité à écarter certains des apparat-chiks que le PCF avait placés dans son entourage. Mais c'est bien plus tard qu'il a osé expliquer : - Ce n'est pas au parti de dicter sa ligne de conduite à une municipalité. Elu, je suis maire de tout le monde.

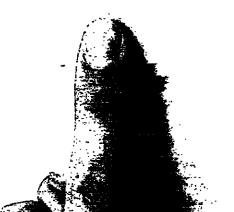
Etonnante, cette distance, de la part d'un militant perçu comme un «stalinien» grand teint pendant les nics qu'il passa à la tête de la fédération de la Sarthe. En 1946 - il avait vingt-deux ans. ~ l'ancien ouvrier du bâtiment réfractaire an STO devenait premier secrétaire de la fédération, en première liene sur le front de toutes les luttes sarthoises, «gérant» avec poi-gue les troupes de la fédération comme les grosses sections d'entre-prise, Renault en tête. La gestion l'aurait fait changer? Il en avait déjà tâté dès 1953, en devenant le plus jeune conseiller municipal manceau, élu au sein du groupe communiste, grâce à la proportionnelle. Mais, même devenu conseiller général en 1977, il restait un dirigeant d'opposition. Tout a changé lorsqu'il prit les rênes de la ville en 1977.

En fait, le communiste pur et dur, inflexible défenseur de la «ligne», a commencé très tôt à prendre du champ par rapport à certaines options du parti : « Dès 1967, j'avais déjà posé certains désaccords de fond. - Mais dans le secret de la famille. Il préférera laisser son ami Henri Lelièvre, un proche d'Henri Fiszbin, clamer tout haut ce qu'il pense tout bas.

Sa discrétion lui permit de faire le poids face aux instances du parti, d'autant qu'en 1983 la campagne fut dominée par la querelle avec les socialistes, décidés à faire cavalier seul « au mépris de l'union de la gauche ». Des socialistes conduits par un certain... Jean-Claude Bou-lard. Et M. Jarry réussit alors à inclure dans sa liste certains cannarades pratiquement hors du parti.

Ils sont toujours à ses côtés. Ils partagent la même conception de leur rôle. Loin du communisme? Il y a encore peu, M. Jarry nous déclarait être · plus communiste que jamais ». Mais à sa façon : « Le communisme, c'est plus une philo-sophie qu'une certitude. » Avec cette constante : «La lutte contre les inégalités. » Et il ajoutait : « C'est pour cela que je reste com-muniste. Fidèle au parti parce que jamais rien ne s'est fait de grand, en France, sans que les communistes soient au pouvoir.

ALAIN MACHEFER.



Politique

Street Commence State 10 Biggs Contract of the Contract of th Applicated to the same See and the second Configuration of the state of t Wilder as

estratelion des és

ment for the later to the **建**基本 The design of the second

: 11 NO ME clation de la rev Bresux de vote de la

. u .

municipales

A STATE OF THE STA

A Lyon, M. Barre deuxième sur la liste de M. Francisque Collomb

Contraction of the second

14 14 - 14

Show you have been

Parties of the state of the sta

Position in the face of

1 - 17-12

AL PART SERVE

de notre bureau régional

Les premiers mots du maire de Lyon, le sénateur non inserit Francis-que Collomb, vendredi 3 février, lors de la présentation des premiers candi-dats dans chacum des neuf arrondissements de la ville, ont été pour dire la satisfaction que lui procurait « la présence de M. le premier ministre sur nos listes ». M. Raymond Barre sera en effet candidat dans le sixième arrondissement de Lyon en seconde position derrière M. Collomb. Mais la place que celui-ci a occupée lors de la présentation officielle des principaus candidats des listes . Lyon d'abord » candidats des isses « Lyon d'abord» comme les propos qu'il a tenus à cette occasion confirment le rôle prépondérant du député (apparenté UDC) du Rhône dans l'actuelle campagne pour les élections municipales.

 Si je m'engage, a notamment déclaré l'ancien premier ministre, c'est parce que je crois que nous sommes parce que je crois que nous sorantes arrivés à un tournant. Il faut que Lyon affronte le vingt et unième siècle dans de bonnes conditions. » Après avoir rappelé qu'il n'a pas de « destin municipal et qu'il serait - heureux d'être un conseiller municipal de base . M. Barre a indiqué qu'il serait « un témoin et un garant des objectifs et de la cohésion » de l'équipe municipale.

A première vue, cependant, le renouvellement des édiles prêné avec insistance depuis plusieurs mois par l'ancien premier munistre apparaît plutôt limité (1) : seul le premier arrondissement de Lyon voit arriver un nouveau venu en la personne de M. Alain Bideau, directeur de recherche au CNRS, tandis que l'actuel premier adjoint, M. André Soulier (UDF-PR), a choisi d'aller faire campagne dans le

(i) Les candidats : M. Alain Bideau (1) Les candidats: M. Alain Bidean (UDF), premier arrondissement; M. Camille Georges (UDF-CDS), dennième arrondissement; M= Simone André (UDF-PR), troislème arrondissement; M= Colette Morean (UDF-CDS), quantième arrondissement; M Bernadette Isaac-Sibille, député du Rhône (UDC), cinquième arrondissement; M. Francisque Colomb (sénateur non inscrit), sintème arrondissement; M. Roiand Fulchiron (UDF-CDS), septième arrondissement; M. André Soudier (UDF-PR), huitième arrondissement; M. Roger Fenech (UDF-CDS), neuvième arrondissement.

A chronique des « affaires »

l'ombre - ou plutôt dans l'obscu-

rité - de la politique, n'a pas

commencé sous ce septennet ni

sous cette République. En faisant

allusion à quelques précédents récents. Michel Rocard l'a rappelé

publiquement et, sans doute, à

toutes fins utiles. Les hasards de

l'édition font qu'un ouvrage, dû à

Thierry Wolton, « les Ecuries de la

Vème », vient rafraîchir notre

Cette petite histoire des scan-

dales qui ont défrayé la chronique

depuis trente ans a pour ambition

de mieux faire voir les liens

secrets entre la politique et

l'argent, à la faveur des bavures,

des dérives, des excès et des

crises qui les ont portés à la sur-

face de l'actualité. « En rassem-

blant des faits épars, en revenant

sur les lieux du crime, en interro-

geant des témoins, en replaçant

chaque affaire dans son contexte

historique, en analysant leur per-

manence, dans les techniques

employées comme dans les

hommes impliqués, ce livre pro-

pose, pour la première fois, écrit

l'auteur, une intelligence des écu-

Le rappel historique d'affaires

anciennes, qui sont au demeurant

très différentes les unes des

autres, ne saurait fonder un juge-

ment politique ou moral sur celles

qui, aujourd'hui, font la première

page des journaux en même

temps qu'elles sont l'objet

d'enquêtes officielles. C'est à la

reviendrant à verser dans le tra-

dire, avec Michel Rocard, qu'e il

est le plus détestable des procès,

celui de la responsabilité par

association a, s'il ne couvre pas, à

l'inverse, la plus détestable des

impunités, celle qu'autoriseraient

il existe, en effet, une certaine

pérennité des « scandales » qu'on

peut illustrer facilement en les

évoquant : l'enlèvement et le

meurtre de Ben Barka, la Garantie

foncière, l'assassinat de Jean de

Broglie, les détournements du

Carrefour du développement. Thierry Wolton revient en détail

la répétition et la passivité.

ries de la V° République. >

plus ou moins scanda-

leuses, qui fleurissent à

huitième, l'un des deux arrondissements lyonnais susceptibles de bascu-ler à gauche. Parmi les autres candidats, on relève le nom de l'ancien coureur cycliste Henri Anglade dans le neuvième et celui de Mª Nicole Bargouin dans le huitième, conseillère municipale sortante et première étue du RPR à rejoindre les listes de

Le maire de Lyon a toutesois promis qu'au total, sur les deux cents vingt et un candidats présents sur ses listes, le taux de renouvellement atteindrait

Clôturant la Semaine de l'Europe organisée par l'UDF M. Giscard d'Estaing assure qu'il faut « changer de cap »

M. Valéry Giscard d'Estaing, prési-dent de l'UDF, a déclaré vendredi 3 février, en clôturant la Semaine pour l'Europe organisée par son mouvement à l'Assemblée nationale, que la politi-que du gouvernement « n'est pas la pour préparer l'échéance du marché unique de 1993. • Plus nous voulons réussir l'Europe, a souligné M. Giscard d'Estaing, plus nous devons réussir en France. L'Europe ne doit pas être la clinique d'une France malade.
L'ancien président de la République juge notamment qu'il faut réduire la fiscalité sur l'épargne, abaisser la TVA, continuer les procédures administratives afin de procédures administratives afin de

permettre aux entreprises françaises

d'être concurrentielles avec celles des autres pays de la CEE. En outre, M. Alain Lamassoure,

porte-parole de l'UDF, a indiqué que MM. Jacques Chirac et Giscard d'Estaing s'étaient mis d'accord (avant la réunion des deux délégations RPR et UDF qu'ils conduisaient vendredi, lors de la clôture de cette semaine pour l'Europe) pour ne pas aborder la question de la liste unique de l'opposition aux élections europe de juin. Cette question divise l'UDF, tandis que MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont partisans d'une liste uni-

Vendredi, les deux formations de droite ont comparé leurs projets pour

l'Europe et décidé de « rechercher la possibilité d'aboutir à des propositions possibilité à abouté à des propositions communes - pour l'échéance du mois de juin. Dans cette perspective.

M. Lamassoure et M. Alain Juppé. secrétaire général du RPR, ont souligné que les deux formations font des propositions - quasiment identiques - pour

préparer 1993. Les délégations du RPR et de l'UDF ont, aussi, décidé de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner e les conditions dans lesquelles se sont déroulées les acquisitions et les cessions d'entreprises publiques depuis les lois de nationalisation de 1982 . Ils ont insisté pour dire que le domaine de cette enquête devrait comprendre aussi

bien les décisions prises par le gouvernement Mauroy que les modalités des nationalisations, ainsi que les décisions de privatisation prises par le gouvernement Chirac.

Les deux délégations ont jugé également · indispensable que les enquêtes administrative, douanière et siscale qui auraient du être ouvertes depuis plusieurs semaines soient menées rupidement à bien, que leurs conclusions soient rendues publiques ainsi que les sanctions prises et que la justice pulsse faire toute la lumière sur ces affaires ». Ce souhait vise . l'évolution des offaires de la Société générale et de

Décès d'Adolphe Chauvin, ancien président du groupe centriste du Sénat

Premier patron du département du Val-d'Oise en 1967 au moment de sa création, Adolphe Chauvin est décédé, vendredi 3 février, à l'âge de soixantedix-sept ans.

Un peu plus de trois semaines après Pierre Salvi, qui lui avait succédé à la tête du conseil général du département, cet ancien président du groupe centriste au Sénat, originaire de la Manche, et qui fut prosix ans à l'école Saint-Martin de Pontoise, avait commencé dans cette ville sa vie élective en 1945 en qualité de conseiller municipal. Il en était devenu maire en 1953, puis sénateur en 1959 et en 1964, il accédait à la présidence du conseil général de Seine-et-Oise trois ans avant la partition de la région parisienne en sept départements. En 1968, il devenuit président des présidents de conseils généraux.

En 1976, il quitta le conseil général et, en 1977, la mairie de Pontoise, laissant la place à l'actuel député UDF, M. Jean-Philippe Lachenaud. On attribue cette double défaite à deux aspects de sa vie politique. Tout d'abord son engage ment en saveur de la ville nouvelle

sur la plupart d'entre eux. Il arrive

que la continuité s'affirme plus

nettement encore. Il en est ainsi

de La Villetta dont l'auteur nous

dit : A travers les âges et les pré-

sidences, La Villette est un joli

fromage pour les profiteurs de la

V. Les intérêts qui ont converge

sur ce bout de terrain reflètent

trente demières années, lorsqu'il

lui a fallu passer d'une forme

(atténuée) de capitalisme sau-

vage, à l'aube du gaullisme, à une

gestion économique et sociale

centralisée, culminant avec le

capitalisme d'Etat cher à la gau-

che au début des années 80. Les

scandales de La Villette témoi-

gnent de ces changements. >

l'évolutio

de Cergy-Pontoise, qu'il fut le premier également à diriger, tout en assurant la présidence de l'établissement public d'aménagement, au grand dam des Pontoisiens qui ne se sentaient pas en la matière l'âme de · pionniers · et restaient attachés aux quartiers traditionnels de leur ville. Puis son appartenance à une tradition politique - les notables -fut mise à mal à partir de 1977 par une nouvelle vague d'élus plus

jeunes, plus politisés. M. Lachenaud parle pourtant de lui en termes très chaleureux, insistant sur ses qualités humaines, son goût pour la lecture et les voyages : Je l'ai vu agir en tant que maire et au sein de l'UDF, il avait le sens de l'union et savait mettre un terme aux querelles avec sagesse et séré-

Elu au conseil régional d'Ile-de-France en 1986 (il en était viceprésident), il était chargé de la culture et désendait avec intérêt des dossiers comme celui de la maison de Chateaubriand dans la Valléeaux-Loups, où encore celui de l'Orchestre d'Ile-de-France. Adolphe Chauvin était le beau-père de M. Yves Galland actuel président du parti radical valoisien.

demande simplement de mieux

préserver cette vertu et de pren-

dre à cette fin les moyens néces-

saires. Or, à chaque vague de

scandales, on promet des

remèdes plus ou moins convain-

Aujourd'hui, il est question de

des opérations bour-

renforcer les pouvoirs de la Com-

sières. Soit. Il n'y a pas si long-

temps, on votait une loi sur la

transparence financière de la vie

politique. « Une belle pantalon-

nade », selon Thierry Wolton qui,

à la lumière des comptes publiés

après la dernière élection prési-

dentielle, n'a aucune peine à mon-

trer l'écart existant entre le res-

pect de la loi et la réalité. La

classe politique, comme les Fran-

çais en général, répugne à livrer

au grand jour ses rapports avec

De la même façon, elle conti-

douteuses une légitimation nouvelle

Mauvaises affaires pour la démocratie

(Suite de la première page.)

Ce fait amorce peut-être une rupture avec la tradition française en matière de scandales, largement exploités en période électorale, mediocrement enterrés une fois les élections passées. D'autant qu'à ce changement s'ajoute le travail accompli par la presse digne de ce

Les « affaires » ne sont plus réservées à l'insinuation calomnieuse de la presse d'extrême droite ou aux piques occasionnelles d'un hebdomadaire satirique. Elles sont dévoilées après investigation par des journaux que leurs sympathies politiques, réclies ou supposé motivent pas en la matière. Et c'est le Wall Street Journal qui publie un article dénonçant la déstabilisation d'un gouvernement ami (1), ce sont des journaux français qui passent outre les indignations du pouvoir. L'opinion ne s'y trompe pas et approuve massivement ces enquêtes persistantes.

Si les «affaires» renforcent le quatrième pouvoir, et invitent, une fois le travail achevé, à une réflexion sur ses limites, elles sont également lourdes de conséquences idéologi-

Chez les socialistes tout d'abord, où la première gauche donne de la voix, et trouve dans les spéculations

de l'étatisme. Le caractère sommaire du raisonnement ne nuit pas nécessairement à son efficacité, d'autant plus que la deuxième gauche reste muette. Il serait pour le moins paradoxal que ce soit elle qui sorte affaiblie des opérations Pechiney et Société générale.

Il serait surtout navrant que le seul discours issu de la gauche soit le retour à l'apologie des nationalisations. Navrant pour ceux qui espéraient acquise la révolution culturelle des années 1983-1986 ; navrant pour ceux qui attendent un véritable débat sur ce qui revient au pouvoir politique, ce qui relève des entreprises publiques, ce qui dépend du seul marché, et sur les règles qui doivent présider au fonctionnement des uns et des autres. Il ne suffit pas en la matière de décréter que la Caisse des dépôts est sortie de son rôle (ou l'inverse), d'appeler au renforcement des pouvoirs de la COB ou d'invoquer une vague moralisation de la Bourse pour mener une discussion publique à la hauteur des enjeux. En attendant, les - affaires » nous ramenent à l'affrontement manichéen entre une droite ultralibérale et une gauche archéo-

Ce clivage ne réconciliera pas les Français avec la politique. Et c'est ici que les effets des « affaires » risquent, à long terme, d'être les plus

dévastateurs. A force d'entendre les socialistes se défendre en accusant la droite d'être allée plus loin dans les turpitudes, tel dirigeant politique ou économique affirmer qu'il sait des choses mais ne les dira pus, le tout sur fond de ramifications plus complexes et plus incomprehensibles pour le grand public au fur et à mesure que le seuilleton avance, le sentiment se répandra que tous les hommes politiques se livrent à des combines frauduleuses, tous les financiers à des spéculations éhontées, au détriment des larges masses condamnées à une injustifiable aus-

Dans le meilleur des cas, les gouvernés s'enfermeront dans l'amertume résignée à l'encontre des gouvernants de toutes sortes. Dans le pire, ils se diront que l'honnêteté n'est qu'une naïveté dépassée. Et les jeunes les mieux doués n'auront d'autre ambition que d'accumuler, par tous les moyens, l'argent salvateur. Auquel cas les socialistes auraient sauvé leur peau, mais notre démocratic perdu son âme.

OLIVIER DUHAMEL.

(1) Le Wall Street Journal a. depuis, fait une mise au point, rappelant sa méliance à l'égard des trop grands pouvoirs de la SEC (le Monde du 4 février).

JACQUELINE MEILLON. Communication LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Les chaînes de télévision et la violence

« Bonne conduite » en ordre dispersé

Les responsables des chaînes

parvenues à un accord pour limi-ter les scènes de violence aux code de « bonne conduite », élaboré à la suite de nombreuses réunions de travail, est à la signature chez tous les présidents. Il vise à établir une « déontologie sur la représentation de la violence à la télévision ». TF1 n'est pas favorable à cette initiative.

La multiplication des séries policières américaines, la programmation à 20 h 30 de films d'horreur et de longs métrages interdits au moins de dix-huit ans, ont suscité depuis un an de nombreuses protestations de téléspectateurs. Lors du débat parlementaire sur l'audiovisuel à l'automne 1988. Mm Catherine Tasca, ministre de la communication, et certains parlementaires s'étaient élevés contre le contenu de certaines émissions. Me Ségolène Royal, député socialiste, avait même né de faire adopter un texte pour interdire les scènes de violence sur le

tiative de M. Claude Contamine, président d'Antenne 2, les responsables des télévisions se sont mis d'accord sur quelques initiatives. Si les auteurs de ce code de bonne conduite n'imaginent pas que - la violence puisse disparaître totalement de la création de fiction ., ils proscrivent toute - violence gratuite ., qu'elle soit . physique, verbale ou érotique », et veulent surtout éviter de . solliciter

grand nombre de films français.

l'imagination des candidats à la violence en leur fournissant des idées, des recettes ou des trucs permettant de perpétrer des actes violents . Ces règles concernent au premier chef les fictions commandées par les chaînes, surtout pour les œuvres diffusées aux heures de grande audience où enfants et adoescents sont présents devant le petit écran. Elles pourraient avoir des répercussions sensibles sur la création cinématographique puisque les chaînes sont coproductrices d'un

Diversification de la presse économique en Suisse

Les groupes Expansion et Edipresse lancent « Bilan »

Le groupe Expansion et l'éditeur de Suisse romande Edipresse vont lancer en mai un magazine mensuel économique et sinancier intitulé Bilan. Il remplacera l'Agefimagazine, que le groupe Expansion avait lancé en 1987, après avoir racheté le quotidien français du même nom.

Bilan, avec un tirage de départ de 15 000 exemplaires, traitera de la vie des affaires helvétiques. Ce lancement est rendu possible par l'accord qu'avait passé le groupe suisse romand Edipresse, qui publie notamment les quotidiens 24 Heures (100 000 exemplaires) et le Matin (55 000 exemplaires), avec un autre

groupe suisse, l'éditeur Jean Frey. de Zurich. Celui-ci édite le mensuel économique de langue allemande Bilanz (55 000 exemplaires), premier titre de la presse économique en Suisse alémanique. Bilan pourra utiliser à la fois le graphisme de Bilanz et ses articles.

Dirigé par Pierre Lamunière, Edipresse contrôle, en plus de publications quotidiennes et périodiques, le principal réseau de distribution de presse en Suisse romande, Naville, ainsi que les librairies Payot. Il possède en outre des centres d'impression, les Imprimeries réunies de

Parmi ses autres propositions, ce code de bonne conduite insiste sur l'information du téléspectateur en suggérant que les programmes de télévision publiés dans la presse ientes. Pour leur part les chaînes s'engagent à «ne pas faire sigurer dans les bandes-annonces des scènes de violence susceptibles de choquer une part significative des téléspectateurs . Mais les auteurs du document entendent limiter les mesures d'autocensure pour laisser aux parents leur pleine responsabilité. Ils demandent à Télédiffusion de France et aux constructeurs de récepteurs d'étudier un dispositif coupant automatiquement la réception d'œuvres violentes ou éro-

d'un code détenu par les parents ». Antenne 2, FR 3, Canal +, la 5 et M 6 sont prêts à approuver ce code de bonne conduite. Mais TF 1 a déjà déclaré qu'elle - ne s'associera pas à des chartes sans grande signification -, préférant appliquer sa propre déontologie en la matière.

tiques à défaut de la mise en œuvre

EN BREF

 Bénéfice en forte hausse pour CEP-Communication. - Le bénéfice consolidé du groupe d'édition CEP-Communication devrait dépasser 235 millions de francs en 1988, soit une progression de plus de 50 %, selon son président, M. Christian Bregou. Le chiffre d'affaires s'établira autour de 4,2 milliards de francs. Sa croissance est particulièrement forte (45 %) dans le secteur information, qui édite notamment soixante-dix journaux, organise des salons et réalise un CA de 1,7 milliard de francs. Quant au Groupe de la Cité, dont CEP-Communication est l'un des deux grands actionnaires avec la Générale occidentale, il devrait approcher les 5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

• PRÉCISION. - A la suite de notre article « La guerre des circuits » (le Monde du 24 janvier), la société distributrice du film Willow indique que, « en aucune sorte, la location de ce film n'a été refusée au Kinopanorama et que l'exploitant n'a même jamais, à aucun moment, manifeste le souhait de le programmer ».

La République et la vertu

On s'aperçoit, en redécouvrant les dossiers que Thierry Wolton ressort, combien ces affaires qui ont tenu le haut du pavé sont vite retournées au mystère qui les enveloppait et qui, souvent, demeure. De l'assassinat commandité de Jean de Broglie, l'auteur écrit par exemple : « L'affaire dévoile trop crûment la fange des écuries de la Vª République pour qu'on ait cherché connaître la vérité, toute la vérité ». Pourtant, à défaut de a enqueres onnounes. C'est a la lumière de ces investigations qu'il prétendre élever l'action politique faudra trancher et, le cas échéant, au rang de la morale pure, ce ne sanctionner. Agir autrement serait déjà pas si mal de faire la clarté sur ses fautes. vers de l'amalgame dont on peut

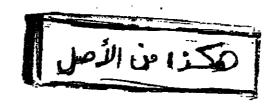
Le travail de Thierry Wolton permet, en dehors de l'environne ment passionnel et polémique du moment, d'apprécier ce qui, audelà des faiblesses individuelles, procède des vices du système politique et de la permanence de certaines pratiques qui favorisent l'affairisme en confondant des intérêts économiques privés avec le bien public.

Nul n'attend de la République qu'elle soit parfaite, même si elle réclame par nature plus de vertu que les autres régimes. On lui

nue de privilégier le secret en s'abritant derrière des motivations dont la sincérité, ou seulement l'opportunité, ne sont pas toujours évidentes. Tantôt on invoque l'intérêt public, tantôt le respect des personnes ; tantôt la bonne marche de la justice, tantôt le refus de la polémique. La médiatisation envahissante du pouvoir et du jeu politique semble renforcer le vieux réflexe du secret, tant est forte la crainte du qu'en-dira-t-on à l'échelle des grandes audiences et des gros tirages. Le souci de préserver l'image projetée de toute impureté prend une dimension stratégique. Et si c'était une erreur ?

Le cuite du secret, qui pouvait être efficace dans le cadre restreint de la cour ou d'un petit monde d'initiés - si l'on ose encore employer ce terme accu-- ne l'est plus forcément lorsqu'il faut gouverner en sollicitant en permanence l'adhésion populaire la plus large. La transparence passe mieux à l'écran, et le dévorant système d'information ne saurait se nourrir de mutisme. C'est un exercice délicat et dangereux que de vouloir concilier ces contraires, le secret et la médiatisation, car leur mélange risque de prendre la forme de la manipulation.

* Les Écuries de la V. de Wolton, Grasset, 324 p. Thierry



عَكذا من الأصل

Le smog de Paris

Première conséquence de l'hiver qui sévit sur la France : M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, vient de créer une cellule de surveillance de la pollution urbaine. Motif : un convercle d'air chand, et que nulle brise ne vient chasser, retient sur les plus grandes aggloméra-

La capitale et les communes alentour sont équipées de quatre-vingtdeux stations où cent cinquante renifleurs » captent et analysent vingt-quatre heures sur vingt-quatre les composants de l'atmosphère. La plus visible d'entre elles est installée dans la tour Saint-Jacques. Les gaz sous surveillance sont le dioxyde de soufre produit par les chaudières domestiques et industrielles, le monoxyde de carbone, les oxydes d'azote, les hydrocarbures et le plomb émis par les moteurs. La poussière qui aggrave les effets de ces polluants est également mesu-

Toutes ces données sont transmises régulièrement (certaines tous les quarts d'heure) à un ordinateur central situé non loin de la Bastille. C'est de ce PC servi par une dizaine d'ingénieurs et de techniciens que partent les alertes éventuelles. Si l'air des Parisiens contenait plus de 600 microgrammes de dioxyde de soufre par mètre cube, les veilleurs demanderaient immédiatement aux centrales EDF, aux entreprises chimiques de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain ainsi qu'aux usines du chaussage urbain de réduire ou même de stopper leurs chaudières. Une telle teneur n'a pas été atteinte denuis six ans. On en est encore loin et il est probable qu'on ne l'atteindra pas car toutes ces entreprises brû-lent à présent du fuel à basse teneur en soufre.

Le cas des gaz d'échappement est plus inquiétant. Oxyde d'azote, monoxyde de carbone, hydrocarbures, aucun de ces composants toxiques n'est soumis à un plafond tions un cocktail de gaz toxiques lâchés par les usines et les véhicules qui, se mélant au brouillard, forment un véritable « smog ».

La « cellule » constituée au ministère de l'environnement est chargée de collecter les informations provenant des vingt-trois

équivalant à celui existant pour le pollution atteigne des sommets. Dans la matinée du vendredi soufre. En conséquence, aucune alerte n'est prévue. Il est vrai que si 3 février, les « renificurs » de la capià très haute dose leur toxicité est tale détectaient des doses de amplement démontrée, les scientifimonoxydes d'azote dépassant 500 microgrammes par mètre cube d'air, soit le triple des taux habi-tuels. S'y ajoutant des taux de dioxyde d'azote de 170 microques sont incapables de dire quels sont, à faibles doses, leurs effets à long terme sur les bronches des citadins. Pourtant, personne n'oserait soutenir que leur présence dans l'air des villes est inoffensive. En matière grammes par mètre cube d'air. Les 200 microgrammes avaient été de recherche fondamentale comme dépassés à trois reprises au cours de la semaine précédente. Or une direc-tive européenne considère qu'il est dans le domaine de l'épidémiologie, dangereux de dépasser ce taux pen-

atteint donc la limite supportable. Envisager une parade

dant plus de six jours par an. Paris

En attendant, les pays industria-lisés et la Communauté européenne Compte tenu des indications en pesant à la fois sur les construcmétéorologiques, qui ne prévoient aucune modification à court terme, tions automobiles et sur les raffineurs de pétrole. Les pots catalytiques dont sont munis les moteurs il faut bien envisager une parade. A Athènes, qui baigne dans un brouildiminuent de 70 % les lâchers lard photochimique quasi perma-nent, les autorités ont imaginé d'oxyde d'azote. L'adoption du carburant sans plomb entraîne une baisse de 40 % de la présence de ce d'imposer, au moins certains jours, un système draconien. Les véhicules métal toxique dans l'air que nous respirons. Cela, c'est la théorie. Malimmatriculés avec un numéro pair seraient autorisés à rouler les jours heureusement, en pratique, la quapairs, les autres les jours impairs. L'absurdité d'une telle mesure, évilité de l'atmosphère des grandes agglomérations, et notamment de demment trop abrupte pour être via-ble, saute aux yeux. A Milan, égale-ment touché par la pollution, le maire a commencé par faire appel Paris, ne s'améliore pas. Au contraire, elle continue à se dégrader. L'accroissement du nombre des véhicules en circulation compense et au-delà les effets de «retenue à la au civisme des conducteurs. Sans aucua résultat observable. Il a donc interdit sa ville aux poids lourds à Il suffit alors de conditions atmocertaines heures. Il est douteux que

agglomérations où fonctionne un réseau de surveillance de la pollution atmosphérique. Il a commencé sa « veille » vendredi 3 février et publiera chaque jour à midi une synthèse de la situation.

Celle-ci est suivie avec une particulière attention à Paris.

A Paris, les techniciens lèvent les bras au ciel quand on évoque l'éventualité d'une quelconque restriction de la circulation. Il faudrait en effet obtenir l'adhésion de tous les maires de l'agglomération, ce qui paraît impensable et soulève même une franche hilarité chez certains responsables. Pourtant, une faible diminution du nombre des véhicules roulant dans les artères parisiennes (par exemple en offrant aux nortes de la capitale des parkings gratuits et gar-diennés aux banlieusards) suffirait à fluidifier le trafic, ce qui entraînerait du même coup une baisse sensible de la pollution. En tout cas personne, ni à l'Hôtel de Ville, ni à la préfecture de police, ni dans les services de l'environnement, ne paraît avoir mis à l'étude la moindre

Pourtant, M. Brice Lalonde ne cache pas qu'il est préoccupé. « La présence de l'anticyclone sur lequel nous ne pouvons rien a démontré une chose, dit-il ; c'est que la circu-lation automobile est en grande partie responsable de la montée de pollution que nous enregistrons. Laisser les voitures circuler alors que l'air, lui, ne circule plus est une contradiction qui, aujourd'hui, saute aux yeux. L'avantage des transports en commun, économiques et peu polluants, apparaît plus clairement que jamais. Les candidats aux municipales devraient résléchir à ce problème et nous dire ce qu'ils comptent faire pour le résoudre dans les six ans à venir. »

MARC AMBROISE-RENDU.

DÉFENSE

Pendant leurs manœuvres communes en Corse

Américains et Français vont tester leur capacité à évacuer des otages

Comment évacuer des ressortis- nant tous deux à la VI flotte basée eants nationaux retenus en otage par ane faction anti-gouverneme dans un pays étranger? C'est le thème de la manœuvre « Phinia » que les forces françaises et américaines ont prévu d'organiser en Méditerranée, du dimanche 5 au lundi 13 février, avec une importante participation aéronavale. Le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt, doit assister à l'exercice en début de semaine prochaine, dans la région de Figari, en Corse-du-Sud.

Préparée depuis avril dernier, la manœuvre « Phinia » combine, en réalité, deux exercices que Français et Américains avaient l'habitude d'organiser séparément mais qui ont un thème commun : un débarque-ment de troupes en zone hostile pour évacuer et rembarquer des ressortis sants nationaux pris en otage. La manœuvre est dirigée depuis le cen-tre des opérations de Toulon par le vice-amiral d'escadre Duthoit, préfet maritime de la IIIe région et commandant en chef pour la Médi-

Une opération délicate

Dans les états-majors, on explique le thème de « Phinia » par les consi-dérations fictives suivantes. Un pays en proie, depuis des années, à de graves troubles intérieurs est divisé en une faction soutenant le gouvernement légal et une faction sécessionniste bien armée. Des incidents font craindre pour la sécurité des ressortissants français et américains, dont certains sont déjà retenus en otages par la faction anti-

A cette occasion, les deux porte-avions français, le Foch et le Clemenceau, un porto-evions américain des plus modernes, le Theodore-Roosevelt, et un porte-hélicoptères américain, le Guadalcanal, apparteen Méditerranée, doivent apprendre à manœuvrer ensemble, au côté de dix-sept autres bâtiments de guerre des deux marines alliées. formation

Sur terre, en Corse, l'armée française déploie des éléments de la 4º division aéromobile (avec ses hélicoptères Gazelle et Puma), de la 6º division légère blindée (avec les chars AMX-10 RC) et du 13º régiment de dragons parachutistes (qui est une unité spéciale de recherche du renseignement en profoudeur). La marine française, de son côté, a mobilisé ses fusiliers-marins com-mandos. Les Américains out détaché six cent cinquante « marines » des hélicoptères). A l'exception des phases maritimes conduites par le vice-amiral Tripier, commandant l'escadre de la Méditerranée, qui aura les navires américains sous son autorité, le commandement des troupes au sol est assuré par des officiers français ou américains, chaque armée détachant des missions de liaison auprès de l'autre.

«Phinia» a été conçu dans le cadre d'une intervention strictement bilatérale. Six cents « figurants» joueront les otages et, sur le terrain, outre l'organisation d'un débarquement massif sur les rivages corses, il a été prévu de mettre à l'épreuve le soutien logistique et sanitaire néces-

En règle générale, ces opérations de rembarquement amphibie et héli-porté de populations civiles prisonnières dans un pays étranger sont des plus délicates à monter. Les Etats-Unis, en particulier, en ont fait l'expérience. On se souvient en effet de l'échec, en avril 1980, en plein désert de Tabas, de l'opération entreprise par des commandos spé-cialisés de l'armée américaine pour libérer des diplomates des États-Unis retenus à Téhéran.

et organis is a serie

Carrier Street

JUSTICE

Au tribunal de Lyon

La passion de M. de Bonneval, herboriste

de notre bureau régional

Les amateurs de camomille et autres plantes aux vertus sédatives s'étaient mobilis és jeudi 2 février pour soutenir M. Patrick de Bonneval, gérent de L'herbo-risterie de la Croix-Rousse qui comparaissait devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon.

Homme tranquille à la barbe soigneusement taillée, M. de Bonneval est pourtant loin d'être une star. Rien à voir avec Rika Zaraĭ venue le même jour à Lyon pour débattre sur l'antenne régionale de FR 3 sans faire un détour par le palais de justice. Il serait encore plus hasardeux d'assimiler M. de Bonneval à un charlatan. Titulaire d'un diplôme de pharmacie - et depuis peu d'un doctorat délivré par la faculté pratiquant depuis dix ans la cience ancestrale des plantes médicinales, il n'en est pas moins poursuivi pour ∢ exercice illégal de la pharmacie et de l'herboristerie » sur plainte de l'inspection régionale de la pharmacie. relavée – et même poussée selon certains - par le conseil national de l'ordre des pharma-ciens qui s'est constitué partie

Cette histoire de « simples » recouvre un contentieux plutôt complexe. « A travers moi comme à travers mon collègue Gilles Corjon de Grenoble récemment traduit devant un tribunal, c'est le procès de l'herboristerie nte que le tout- puissant conseil de l'ordre veut instruire ». affirma le prévenu qui est prêt à mener croisade pour obtenir la restauration du diplôme d'herboristeria supprimé en 1941 sous l'occupation allemande. « Depuis la publication d'un certain livre par une certaine chanteuse. j'observe que beaucoup de phar-maciens font de l'herboristerie, sans être formé pour cela et dans le seul souci de leur tiroir-caisse.

JOURNAL OFFICIEL

vendredi 3 février 1989 :

UN DÉCRET:

Est publié au Journal officiel du

● Nº 89-55 du 30 janvier 1989

portant application de l'article L 510-9 du code de la santé publi-

que à la profession d'orthophoniste.

Moi je pratique par passion et sous la houlette de M. Maurice Bernardet ägé de quatre-vingts ans, l'un des demiers herboristes diplômés avec lequel je suis asso-

source », si l'on peut dire.

sphériques défavorables, comme

tout reste à faire.

« Renifleurs »

en alerte

Convaincu de la valeur et des bienfaits de la phytothérapie, M. de Ronneval se déclare assez indifférent à la rentabilité. Au nom de l'ordre des pharmaciens, M. Jean-Marc Bazy tenta de ramener le débat sur le terrain de la pure légalité pour réclamer la fermeture de l'Herboristeria de la

« Un diplôme de pharmacien soutint-il, ne suffit pas pour exercer la pharmacie qui est une profession strictement réglementée Outre l'inscription à l'ordre, une licence délivrée par le préfet est nécessaire pour ouvrir una officine qui est soumise à des contrôles réguliers et doit respecter un code de déontologie concernant notamment les produits toxiques et la publicité. »

Le procureur ayant demandé «l'application de la loi», et une amende de 6 000 francs, Mª Martine Calloud, avocate de M. de Bonneval, contre-attaqua pour dénoncer un « petit règlement de compte». « Après la on du diplôme, dit-elle, on a choisi de laisser mourir les demiers herboristes à petit feu. La loi les autorise à s'associer avec n'importe qui, un plombiel par exemple, mais leur interdit de le faire avec un pharmacien auguel ils pourraient transmettra leur savoir. C'est un comble la Considérant que la pharmacie ∢ ca s'exerce, ca ne se paie pas comme une charge de notaire ou d'huissier », l'avocat ironisa sur les privilèges du « club très fermé » des pharmaciens sou-cieux selon elle d'étendre son monopole sur les médicaments et le paramédical au domaine de l'herboristerie devenu lucretif.

Jugement le 2 mars. ROBERT BELLERET.

• Du 29 décembre 1988 portant

approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques

Du 6 janvier 1989 modifiant la partie Arrêtés à caractère réglemen-

Du 29 décembre 1988 fixant la

liste des sociétés coopératives

ouvrières de production pour l'exer-

taire du code de l'urbanism

DES ARRÊTÉS

Après la publication du rapport Bonnemaison sur la question pénitentiaire

POINTS DE VUE

l'expérience soit concluante.

Débattre de manière responsable

par Gilbert Bonnemaison

E piège dans lequel ne doivent pas s'engouffrer les personnels pénitentiaires, c'est celui nui consiste à ignorer et à laisser dénaturer un projet qui comportait des dizaines de propositions voulues, réclamées ardemment par eux, au prétexte que leurs revendications sur les retraites, impossibles à satisfaire. ne le sont pas.

La poudre aux yeux, c'est tenter de faire croire ce qui n'est pas écrit pour attiser les passions. On parle ainsi de mise en place de parloirs sexuels alors que, justement, le rapport les récuse comme indignes et indique que, si les pratiques en ce domaine doivent évoluer, cela ne pourta se faire qu'en concertation avec les personnels. On agite le tribunal de l'application des peines comme un chiffon rouge alors qu'il n'est même pas mentionné.

La poudre aux yeux, c'est qualifier de rocambolesque une initiative prudente et contraignante pour limiter la surpopulation carcérale, c'est refuser des économies sur un programme de treize mille places neuves. Ces économies n'ont pourtant pour but que de rénover des établissements anciens qui se délabrent chaque jour

nels en nombre insuffisant, de développer leur formation, d'améliorer les déroulements de carrière, les conditions de travail, de promouvoir la concertation et l'information, bref de tenter de répondre à l'ensemble des souhaits exprimés au cours d'une consultation sans précédent dans la fonction publique.

Un débat de fond

L'émotion née d'une attente que l'intérêt national ne permet pas de satisfaire est respectable mais doit être dépassée pour déboucher sur un débat de fond à partir de propositions concrètes.

Passer des oubliettes de la société

à l'avant-garde du service public, cela ne se fera pas en un jour. Cela suppose, de la part des personnels et, en particulier, de leurs représentants, un esprit de respons auquel je fais appel une nouvelle fois. La modernisation du service public pénitentiaire ne doit pas buter sur des surenchères corporatistes. Les personnels en seraient les premières victimes. Ceux qui les entraîneraient

France, ta justice fout le camp!

par Jacques Vialette

secrétaire général du syndicat FO des personnels de surveillance y a quelques jours, un syndicat

pénitentiaire lançait un mot d'ordre de mouvement parce que l'attente du repport Bonnemaison lui devenait Aujourd'hui, nous venons officiellement de prendre connaissance de ce rapport : il nous est insupportable. En effet, à lire très rapidement la synthèse de ce rapport, nous sommes profondé-

ment décus. Le rapport GESTE mené à grand ranfort de publicité avait laissé espérer une prise en compte des légi-times et essentielles revendications des personnels de surveillance. Or il n'en est rien. Pas de 1/54, ce qui était notre revendication principale; pas de 13º mois. Seulement de la poudre aux yeux : le surveillant de l'administration péritentiaire devient agent de justice et le surveillant-chef, officier de justice.

On parle de rogner une nouvelle fois le programme de treize mille places par la disparition de sept établis On parle de remplacer mille huit cents postes budgétaires de surveillants qui nous manquent dans l'immédiat par des appelés du contingent (...). Le numerus clausus est une idée rocambolesque qui tend à n'incarcèrer les détenus qu'en fonction des places disponibles. France, ta justice fout le camp! La porte

s'entrouvre à nouveau sur le tribunai de l'application des peines cher à Badinter. Les détenus iront en permanence faire le procès de l'administration et de ses

Mise en place de parloirs sexuels et l'on demande de favoriser l'expression contrôlée des détenus. Projet de fusion de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée. Transformation de l'ENAP (Ecole nationale de l'administration pénitentiaire) en établisse ment public pour mieux la noyauter et l'éloigner de sa mission réelle : la formation de personnels. Nos directeurs, que nous aimons bien, ont tout le bénéfice et reçoivent, en récompense du demier mouvement supporté essentiellement par le personnei de surveillance, quatre nouvelles directions régionales, trois postes hors échelle B de l'inspecteur de administration pénitentiaire (plus de 300 000 F par an), wingt postes de contrôleurs généreux et la transformation de l'emploi de directeur régional en grade de contrôleur général.

De qui se moque-t-on ? A-t-on pensé à transformer l'emploi de chef de maison d'arrêt en grade ? Pas de restauration de la discipline et nen de concret quant au travail du personnel dans la dignité. Par contre, beaucoup de mesures concernant l'amélioration des conditions de vie des détenus, à savoir l'allégement important de la journée de détention au détriment des agents (...).

Les syndicats relancent l'agitation

(Suite de la première page.)

Aussitôt l'Association profession-nelle des magistrats (APM, organisa-

nelle des magistrats (APM, organisation de droite) réagissait vigoureusement en dénonçant - le catalogue de
gudgets idéologiques et médiatiques -,
le « mépris - à l'égard des magistrats
et - pour les exigences élémentaires de
la sécurité publique (...) ».

Le soutien, bien isolé, du Syndicat
de la magistrature n'allège guère la
solitude de M. Gilbert Bonnemaison
(pour qu'on ne puisse dire qu'il n'a pas
été au bout de sa logique, le député
invite les responsables nationaux des
syndicats pémientiaires à une lecture
collective de son rapport, le dimanche invite les responsantes naumeux des syndicats pémitentiaires à une lecture collective de son rapport, le dimanche 5 février à l'Assemblée nationale). Le ministre de la justice, qui a toujours pris la démarche du médiateur avec des pincettes, ne lui a en effet pas manifesté d'excessive sollicitude. Dans une déclaration à l'AFP il soulignait en effet que à certaines des dispositions effet que « certaines des dispositions contenues dans le document relèvent davantage de la politique judiciaire que pénitentiaire ». Le garde des socaux a indiqué que la plupart des

et approfondie par M. Bonnemaison », étaient déjà connus du ministère de la justice et avaient fait l'objet d'études oréalables.

Précisant que cette appréciation n'était pas un « reproche » au rapporteur, M. Arpaillange a estimé que parmi les propositions formulées, il pami les propositions formulées, il pouvait » y en avoir de réalistes ». « Il y a bien sur dans ce rapport énormément de choses que je connaissais déjà, ce qui est normal, puisque je connais bien les prisons, je les ai visitées souvent et cominne à le faire », a-t-il dit, tout en concédant, « je ferai en sorte que ce rapport ne tombe pas dans les oubliettes, j'ai pluiot l'habitude d'en sortir les rapports qui s'y trouvent. »

Le délai de réflexion one « était

Le délai de réflexion que s'était accordé le ministre de la justice avant accorde se ministre de la justice avant de transmettre le rapport au premier ministre devait à l'origine être mis à profit pour y apporter quelques tou-ches. Mais il paraît clair que les syndicats se sont engouilrés dans la brèche. Leur démarche est risquée. Outre

qu'ils risquent de compromettre les « avancées » réclies en termes de sta-tut, d'embauches, de réorganisation interne, de recounaissances prévues par le rapport Bonnemaison, ils lancent leurs troupes dans un conflit qui s'annonce bien plus délicat que le pré-

cédent.

Cette fois, le ministère de la justice, qui avait été complètement dépassé à l'autonne dernier, n'est pas décidé à laisser faire en toute impunité. Réunis place Vendôme, les directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire ont reçu des consignes strictes de sévénité. On a prévu un plan d'intervention des CRS et même de l'armée en cas de blocase des nrisons. Dans son rapoort des CRS et même de l'armée en cas de blocage des prisons. Dans son rapport, M. Bonnemaison précisait que « les agents, même hors service, qui interdisent l'accès aux établissements pénitentiaires violent leur statut spécial et de ce fait relèvent de la procédure exceptionnelle prévue par celui-ci, c'est-à-dire la révocation sans passage devant le conseil de discipline ». De même l'obstruction des prisons est-elle passible de sanctions pénales (1).

Alors que jamais on n'était allé aussi Alors que jamais on n'était allé aussi loin dans une réflexion globale assortie d'un plan cohérent, et après une concertation approfondie, la suren-chère syndicale (il s'agit d'être le plus rapide à contester, tout en n'étant pas insensible aux préoccupations politi-ques), la réticence affichée d'un minitre de la justice qui aurait pourtant tout à gagner à une restructuration paisible des prisons, risquent bien de faire échouer une démarche originale. Les surveillants de prison en feront d'évi-dence eux aussi les frais. Et cette fois les détenus pourraient bien être moins passifs que lors de la précédente crise.

(1) Art. 123 du code penal : « Tout concert de mesures contraires eux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera punt d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, contre chaque coupable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques, et de tout emploi public, pandant dix aus au plus. »

AGATHE LOGEART.

Sont publiés au Journal officiel

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE et Français vont le

The first property of the second Ft Med Table

Entrance of the state of the st

 $te_{(\omega,\tau,\eta_{1})_{\tau}}$

Stre. Ger

1001 111

MANUTE OF STREET

en lastice fout le came

والمعادية والمعادية والمتعادية والمعاد



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 février à 0 heure et le dimanche 5 février à 24 heures.

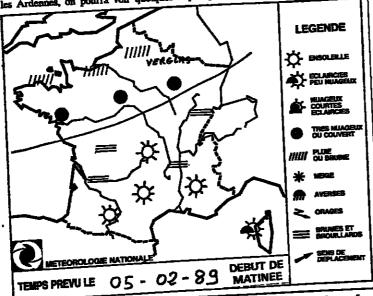
Maigré les hautes pressions qui reasgre les nautes pressions qui règnent sur le pays, une perturbation océanique affectera demain la moitié nord. Seules les régions au nord de la Loire seront touchées par les pluies.

Dimanche : les sunges l'emportent er les brouiffards an nord. Brumeux us ensolcillé au sud.

Des pays de Loire et de la Bretagne an Nord, à l'île de France, an Centre, aux Ardemes et à la Lorraine, le début de journée se passera sous un ciel cou-vert. Le vent d'ouest soufflera jusqu'à 40 kilomètres/heure sur la Manche. Des aloise temberont de et la elles resteront pluies tomberont çà et là, elles resteront assez rares sur la Bretagne et les pays de Loire. Mais attention, en raison des Loire. Mais attention, en l'ancourage gelées nocturues, elles pourront être ver-glaçantes par endroits, notamment sur le nord et l'est du pays. Sur les Vosges et les Ardennes, on pourra voir quelques

flocons. Ce temps persistera jusqu'à la mi-journée. Puis des éclaircies se déve-lopperont sur le Nord. Elles gagneront la Normandie, le Bassin parisien et les Ardennes avant la fin de la journée. Mais de la Bretagne à la Loire, jusqu'à la Lorraine, le ciel restera gris, cepen-

Sur la moitié sud du pays jusqu'à l'Alsace, les brouillards seront fréquents an petit matin, et localement givrants. Sur les régions méridionales, ce sont les nuages bas qui cacheront le solcil. En cours de journée, on retrouvers un ciel peu nuageux de l'Aquitaine au Massif Central, aux Alpes et à la Méditerrance. Malgré un petit voile de nuages, l'après-midi sera agréable. Ce sera différent des Charentes et de la Vendée à l'Auvergne et à la Franche-Comté. En effet, les nuages deviendront de plus en plus nombreux au fil des heures, ils couvriront presque le ciel.



TEMPÉRATUR	ES II	naxierna relevées ent	re		, e 1	temp	obser -02-1989	vé)
Valeurs le 03-02-1989 à 6 hau FRANCE	res TU et	16 04-UC-1	5	-) '	K I i	OS ANGELES	i3 -	10 P
AIACCIO 14	7 C 1	TOULOUSE POINTEAPITE	13 E 29 EANGEI	18 I	D	MADRID MARRAKECH MEXICO	12 - 19 26	10 B
BORDEAUX 13 BOURGESi -	6 C	ALGER	16	4	C	MONTRÉAL	9 - 9 -	2 D
CAEN 9 CHERROURG 7 CLERMONT-FERR 9	3 B	ATHÈNES BANGKOK BARCELONE RELGRADE	32	24	P D P	NATION	26 10	16 N -4 O 6 C
GENORESHE 9	4 N 1 B	BERLIN BRUTELLES LE CARE	3	-2 0 5	B C D	PALMA-DE M PEKIN RIO-DEJANG	ML 16 6 DEO. 28	2 D -5 D 27 D
LYON -13	-2 B	COPENSIAGE DALAR	29 24	3 20 11	P D D	ROME SINGAPOUR STOCKBOLL	13	2 (
NAMES	0 B 6 D -2 B	DEERA GENEVE	, 16 2 14	12	B C D	SYDNEY	21 9 16	4 (
PAU	5 C	ESTANGOL.	30 8 15	0	D	VARSOVIE VENISE	12	-2 4 0
STETIENE 8 STRASBOURG2	_4 B	LONDRES	11 N	7		P	T	*
A B	Connect	ciel	ciel nuageu	ore	g¢	<u> </u>	tempête	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France : heure moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

. (Document établi avec le support rechnique spécial de la Météorol

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4933

HORIZONTALEMENT

I. Apporte un soutien à celui qui a perdu pied. Ne nous envoient pas au diable quand ils sont mignons. — II. Qu'on prendrait pour de l'ivoire. On peut y mettre tout ce qui est piquant. — III. Qui ont fait l'objet d'un choix. Mettait beaucoup

de sauce. -IV. Sans changement. Une production d'ilots. -V. Comme une très grande voie. Première mondiale. - VI. Ripostent avec fudesse. Coule dans une île. C'est moi! - VII. Un point d'union. Des femmes souvent menées en vill. N'a donc pas besoin de re-XIII touches. Langue XIV ancienne. Est utilisé en parfume-rie. Sert parfois

calculs. - 8. Pas divisées. Un Indien. Dans une série de sept. 9. Femme de lettres américaine. Qui forment done bloc. - 10. Grandes, peuvent s'opposer aux moucherons. Pas intact. — 11. Paya cher son repas. Sert d'expectorant. Pas dit. — 12. Entre... côtes. Les premières, c'est le début. - 13. Précoce. En France. Dans la Haute-Normandie. - 14. Pronom. Qu'on pent sans crainte laisser tomber. - 15. Petit, chez le charcutier. Bien couvertes. Solution du problème nº 4932

Horizontalement

L Saucières. - II. Everest. - III. Melun. Li. - IV. Ore. Antée. - V. Us. Ors. - VI. Lésineuse. - VII. Ote. Cil. - VIII. Endive. Va. -IX. Réa. Essen. - X. Osai. -XL Zeus. Ures. Verticalement

Semoulier. - 2. Averse. Nèpe. - 3. Uélé. Soda. - 4. Cru. Titi. Os. - 5. Iéna. Névés. - 6. Es. Noé. Esali. - 7. Rt. Truc. Sir. - 8. Lessive. - 9. Suie. Elands.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

- M= Jean-Michel Bing-Fromont,

Olivier et Jacqueline Bing. Sylvain et Anne-Marie Bing. François-Régis et Simone Bing, Pascal et Marietus Bing-Kovaes, Thomas et Genevieve Hackett, Jean-François et Miryam Bart,

ses enfants Et ses vingt-deux petits-cufants, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Michel BING-FROMONT,

chevaher de la Légion d'honneur, survenu le 30 janvier 1989, dans sa soixante-quinzieme année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le vendredi 3 février 1989, en l'église de Vaucres-

41, avenue Le Nôtre, 92420 Vaucresson.

M= Jacques Carcassonne.

on épouse, M. Philippe Carcassonne Et M. Manuel Carcassonne, ses enfants.

M. Max Carcassonne.

son frère, ont la douleur de faire part du décès de Jacques CARCASSONNE, président honoraire du tribunal de commerce de Paris, chevalier de la Légion d'honneur,

urvenu à Paris, le 1ª février 1989. Les obsèques ont en lieu dans la plus

stricte intimité, à Paris, le 3 février

Cet avis tient lieu de faire-part. 2, avenue de Camoëns, 75016 Paris

(Lire en dernière page.) M≃ Adolphe Chauvin.

M. et M= Dominique Chanvin et leurs enfants, M. et M= Yves Galland et leurs enfants, Les familles Raufaste, Suavet et

ont la tristesse de faire part du décès de M. Adolphe CHAUVIN. officier de la Légion d'honneur, vice-président du conseil régional d'Île-de-France,

leur éponx, père, grand-père, frère, survenu le 3 février 1989, dans sa xxixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée à la cathédrale Saint-Maclou de Pon-toise, le 7 février 1989, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Lire page 7.)

 M. Jacques Brunier, président de la Fédération nationale du a la douleur de faire part du décès de

Eugène GANCHOU. chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, ancien vice-président de la Fédération nationale du bâtiment,

ancien président de la Fédération régionale du bâtiment d'Aquitaine, ancien président de la Fédération départementale des Pyrenées-Arlantiques, ancien president de la chambre de commerce de Pau,

uvenu à Billere, le 28 janvier 1989,

Les obseques ont eu lieu le mardi 31 janvier, en l'église Noure-Dame de

Adresse de M™ Eugène Ganchou : Le Bétour.

Rue Vignau, Billère 64140 Pau - Claudette Colin-Monimart, Charlotte et Sara, Jacques et Françoise Monimart, Marie-France Monimart,

Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de Philippe MONIMART, professeur de sciences économiques et sociales,

survenu à Montpellier, le 29 janvier 1989, à l'âge de quarante-quatre ans.

9, rue leard, 34080 Montpellier.

 M. Georges-Michel Salomon,
 M∞ Agnès Salomon,
 M. Yassine Oudina Et Sarah Ondina. ont la douleur de faire part du décès de

M™ Fanny SALOMON,

survenu le 21 janvier 1989, après un combat mené contre le cancer, pendant quatre ans, avec la plus grande dignité. L'incinération a eu lieu le 2 sévrier

1989, dans l'intimité

29-31, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris. - M. et M= Michael Scott,

- M. et M- Michael Scott, son fils et sa belle-fille, Michel, Fabrice, Nicolas, Sébastien et Jonathan. ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à

Michael SCOTT. architecte à Dublin, citoyen honoraire de la ville de New-York, médaille d'or de l'Institut royal d'architectes britanniques, ordre du Mérite de la République fédérale allemande, ordre du Falcom de l'Islande, docteus honoris causa

de plusieurs universités. Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Roger-Allo, 33000 Bordeaux.

Remerciements Mer Michel Cuillerai

Et la famille, remercient toutes les personnes qui ont témoigné leur sympathie, lors du décès

M. Michel CUILLERAL,

survenu à Paris le 23 janvier 1989.

Anniversaires - Pour le premier anniversaire de la

Paul DUNAND,

survenue le 5 février 1988,

une pensée affectueuse est demandée à

64, rue Saint-Antoine,

- Il y a vingt et un ans disparaissait

Charles KOUKOUI,

à Porto-Novo (Bénin).

Pensez à Ini.

- Il y a treize ans disparaissait

Cletta MAYER.

Une pensée est démandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Malgré une lutte digne et achar née contre la maladie,

Antoine SAND

est mort le 29 mai 1988 : le 4 février, il aurait trente-cinq ans.

docteur Georges WAJSBARD,

3 Chevat, 31-01-79.

Qu'ils se reposent de leurs fati-gues car leurs travaux les suivent.

M= Georges Wajsbard-Levy-Zivry, 8, Bel-Abord, 91380 Chilly-Mazarin.

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

IX. A perdu de son utilité depuis l'invention des cartouches. A une bonne tête. – X. Titre anglais. Cri de conssin. qui peut amener des poursuites. Son esprit est de mauvais goût. XI. Coule en Afrique. A la naissance du Nil bleu. Ne semble jamais pressé. - XII. Pas indifférente. Une bordure. Lieu mythologique. -XIII. Due à un parasite quand elle est tropicale. Qui a donc circulé. N'a pas une bonne tête. -XIV. Qu'on a déjà entendu. Mesures pour le charme. - XV. Où il y a des vices. Des sportives qui peuvent se déplacer en courant.

VERTICALEMENT

1. Font des salades quand elles sont rouges. Indique la sortie. -2. Coule chez des voisins. Peut faire la bombe quand il s'est enrichi. Un - 6. Une bande. Après dix. - 7. Un héros dans le Sud. Traversent des marais. Est malade quand il y a des

peu de tabac. - 3. Evoquent un jeu qui n'est pas fait pour les chiens. Faire son trou. - 4. Un vieux ruminant. Le temps d'une révolution. Evoque une bonne façon de parier. Un vice qui s'étend. - 5. Pour chasser le cafard. Où il n'y a pas mèche.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque senaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter » On peut voir » » Ne pas manquer » » Chef-d'œuvre on classique.

Samedi 4 février

20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! 22.15 Magazine : Ushnaia. 23.10 Spé-cial sports. 23.40 Feuilleton : Mont-Royal (5º épisode). 0.30 Journal. ROYAL (3" episole). To Série: Man-nix. 1.50 Série: Drôles d'histoires. 2.15 Femilleton: Cogne et gagne. 3.00 Femilleton: Symphorien. 3.25 Documentaire: Histoires natu-relles. 3.50 Musique. 4.05 Documen-taire: Histoires naturelles. 5.25 Femil-leton: L'homme à poigne. 6.15 Série: Drôles d'histoires.

> 20.40 Variétés : Champs-Elysées. 22.25 Série : Médecius de nuit. 23.15 Ski. 23.20 Journal, 23.35 Maga-

TF 1

zine: Lunettes noires pour mits bizn-20.30 Téléfilm : Club Med.
22.25 Série : La belle et la bête.
23.25 Série : Arabesque. 0.00 Journal
de minuit. 0.05 Arabesque (suite).
0.25 Série : Amicalement vôtre.
1.25 Les esquêtes du commissaire Mai-

22.10 Magazine: Le divan. Invio. 11 déric Dard. 22.30 Magazine: Musicales. 23.40 Magazine: Sports 3. **CANAL PLUS**

jeune marquise. 1.10 Cinéma : Comp double [] . 2.50 Cinéma : L'argent de poche mu. 4.30 Cinéma : Les montagnes de la Lune 🛮 🗷 .

20.30 Samdynamite. 21.45 Journal.

20.30 Série : Taggart. 22.15 Les superstars du catch. 23.15 Série : Paire d'as. 0.05 Cinéma : Initiation d'une

20.35 Téléfilm : Exécutions som-maires. 22.15 Téléfilm : La fillère chinoise. 23.50 Série : Ou se dépêche d'en rire. 23.55 Boulevard des clips. 2.00 Variétés : Carabine FM. 2.30 Boulevard des clips. 3.20 Variétés : Carabine FM. Dimanche 5 février

Nicolas. 8.15 Dorothée dimanche.
10.30 Magazine: Les animaux du
monde. 11.00 Magazine: Auto-moto.
11.30 Magazine: Téléfoot. 12.30 Jeu:
Le juste prix. 13.00 Journal.
13.20 Série: Texas Police.
14.15 Mondo Dingo. 14.40 Série: Rick
Hunter, inspecteur choc. 15.30 Tiercé
à Vincennes. 15.40 Série: Pour
Pamour du risque. 16.30 Série:
Columbo. 18.00 Série: Donce France.
18.30 Série: Vivement jundi!

film: Nous sommes terroristes. 6.00 Série: Drôles d'histoires. A 2 8.30 Magazine : Calin-matin. 9.00 Emissions religiouses. 12.65 Dimenche Martin. 13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin. 15.00 Série : Magnum, 15.50 L'école des fans, 16.40 Fenilleton : Des grives

0.05 Documentaire : L'odyssée sousmarine du commandant Consteau.

6.45 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.50 Magazine: Bonjour mossieur le maire. 8.00 Jardinez avec Nicolas. 8.15 Dorothée dimanche. Columbo. 18.00 Série : Donce France.

18.30 Série : Vivement lundi !

19.00 Magazine : 7 sur 7. Invitée : Isabelle Huppert. 20.00 Journal.

20.40 Cinéma : Gloria BB.

27.35 Magazine : Sport dimanche soir.

23.30 Journal. > 23.50 Documentaire :
Allers-retours. 0.35 Concert.

1.40 Série : Drôles d'histoires.

2.05 Fenilleton : La vie de Berlioz. 1.40 Sèrie : Drôles d'histoires.
2.95 Femilleton : La vie de Bertiez.
3.00 Femilleton : Symphorien.
3.25 Documentaire : Histoires matricles.
4.15 Musique. 4.35 Documentaire : Histoires matricles.
4.15 Musique. 4.35 Documentaire : Histoires maturelles.
5.05 Téléfilm : Norm sommes terroristes.

des fans. 16.40 Fenilleton: Des grives aux loups. 17.40 Documentaire: L'odyssée sous-marine du commandant Consteat. 18.30 Magazine: Sacute 2. 19.30 Série: Magazine: 20.00 Journal. 20.35 Série: Socurs froides. 21.50 Ski. 22.15 Magazine: Cinéma, cinémas. 22.26 Lournal. 22.50 Magazine: Anne. 23.25 Journal, 23.50 Magazine : Apos.

7.00 Magazine: Sports 3 (rediff.).
8.00 Amase 3. 9.00 Magazine: Rencontres. 10.30 Magazine: Latitudes.
11.30 RFO hebdo. 12.00 Musicales
(rediff.). 13.00 Magazine: D'un soleil
à l'autre. 13.30 Sports-loisirs.
18.00 Dessin animé: Les entrechats.
18.20 Documentaire: Musique verte.
18.30 Dessin animé: Boumbo. 18.30 Dessis animé : Boumbo. 18.30 Dessin animé: Boumbo.
18.40 Dessin animé: Inspecteur gadget. 19.00 Série: Les aventures de
Sherlock Hohnes. 20.00 Série: Benny
Hill. 20.30 Documentaire: Au cœur du
dragon. 21.30 Magazine: Océaniques.
22.05 Journal. 22.30 Cinéma:
Angèle na. 0.45 Musiques, musique.

Automan. 12.00 Série : La belle et la bête. 13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : En quête d'indices. 15.05 Téléfilm : Meurtre dans un miroir. 16.00 Magazine : Ciné Cinq. 16.50 Magazine : Télé-matches. 17.55 Série : Génération pab. 18.55 Journal images. 19.00 Série : 200 dollars plus les frais. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Shining mm. 22.47 Série : L'enfer du devoir. 23.47 Magazine : Ciné Cinq. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Cinéma : L'art d'aimer. 1.47 Magazine : Ciné Cinq. 1.55 Cinéma : La pente douce. 3.25 Série : Voisin, voisine. 4.23 Bouvard et compagnie. 4.40 Feuilleton : Dominique. 5.00 Série : Voisin, voisine, voisine.

vard et compagnie. 4.00 Voisin, voisine. 5.00 Feuilleton : Dominique. 5.20 Voi-

Sherlock Holines. 20.00 Serie : An coeur du Hill. 20.30 Documentaire : An coeur du Hill. 20.30 Documentaire : An coeur du Hill. 20.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. 22.30 Ciné ma : Angèle mm. 0.45 Musiques, musique.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.50. 7.00 Top 50. 7.50 Cabou cadia. 9.10 Cinéma : Haust les flingues m. 10.45 Cinéma : Austrevoir les enfants mm. En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Série : Max Headroom. 13.05 Magazine : Mon zénith à droom. 13.05 Magazine : Mon zénith à droom. 14.00 Teléfilm : Le cauchemar hollywoodien. 15.30 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Teléfilm : Le cauchemar hollywoodien. 15.30 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Teléfilm : Le cauchemar hollywoodien. 15.45 Football. 18.00 Cinéma : American Ninja (American Warrior) D. En chair jusqu'à 20.30. 19.35 Dessins animés : Ca cartoon. 20.30 Cinéma : En tonte innocence m. 22.05 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux portes de l'ancient m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux portes de l'ancient m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Documentaire : Morie Mahal. 23.05 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 0.40 Cinéma : Aux departement m. 20.50 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 1.045 Cinéma : Le miroir à deux faces m. 20.05 Documentaire : Morie de la violence d. 22.10 Feuilleton : Aux de l'ancient m. 22.25 Destination santé. 3

CINÉMA

La mort de John Cassavetes

Le grand indépendant

Le cinéaste américain John Cassavetes est mort vendredi 3 février des suites d'une cirrhose du foie. Il était âgé

de cinquante-neuf ans.

Il fut un acteur de second plan puis de première importance lorsque se manifesta, à la fin des années 50, une nouvelle vague américaine. Après des débuts comme réalisateur dans ce qu'on appelait le «cinémavérité», il fut aussi le cinéaste anti-hollywoodien par excellence — son passage par Hollywood avait été décevant. Rebelle au système des studios, producteur indépendant, John Cassavetes a forgé dans ses films un univers fascinant qui lui a assuré une place privilégiée en Europe et a fortement marqué par son particularisme le cinéma améri-

cain des années 70-80.

D'origine grecque, John Cassavetes naît à New-York le 9 décembre 1929. Il fait des études d'art dramatique, travaille comme régisseur à Broadway, débute au cinéma comme acteur en 1952. Il tourne avec Gregory Ratoff, Andrew L. Stone, Don Siegel, travaille pour la télévision, notamment dans les

séries d'Alfred Hitchcock. On remarque son interprétation d'un déserteur qui devient l'ami d'un Noir dans l'Homme qui tua la peur, de Martin Ritt (1956).

Avec l'argent gagné grâce à la série Johnny Staccato et une sous-cription, John Cassavetes peut entreprendre en 1959 la réalisation de son premier long métrage, Shadows. Il tourne en 16 mm noir et blanc, en extérieurs réels et avec des acteurs inconnus. C'est une « improvisation dialoguée - sur le thème du racisme ordinaire. On parle à son sujet de cinéma-vérité, de jeune école new-yorkaise. Les distributeurs américains ne veulent pas de Shadows. Mais le film a du succès à Londres, obtient le Prix de la critique italienne au festival de Venise. Il est alors programmé à New-York et Cassavetes, cinéaste indépendant, inventeur d'une nouvelle écriture cinématographique libérée des sys-tèmes, devient célèbre.

Au point qu'il intéresse Hollywood. En 1961, il tourne la Ballade des sans-espoirs, chronique de la déchéance d'un musicien de jazz, et tente d'appliquer les idées de Shadows, ce qui ne convient pas à la Paramount. Puis il dirige Burt Lancaster et Judy Garland dans Un enfant attend (1962), film très réaliste sur le sort des enfants retardés, qui est remonté contre son gré par le producteur Stanley Kramer.

Cassavetes reprend alors son indépendance et revient au 16 mm avec Faces, chronique des difficultés conjugales d'un couple. Il tourne pendant cinq mois dix-sept heures de bande selon son principe d'improvisation. Il ne garde que les moments les plus tendus. Plans longs, plans-séquences, ellipses, caméra très mobile qui met à nu les visages, et en relief les actes des protagonistes : le style de Cassavetes est maintenant fixé. Sa liberté étonne.

Une analyse de la société américaine

Tout en continuant une carrière d'acteur, parsois en compagnie de la comédienne Gena Rowlands, son épouse depuis 1954, Cassavetes va disséquer la société américaine, les rêves, les saillites, les luttes des individus. Husbands (1970), dont il est producteur, scénariste et interprête (avec Ben Gazzara et Peter Falk), raconte la dérive de trois hommes mariés. Ainsi va l'amour (1971), avec Gena Rowlands, est une comédie sentimentale extrêmement insolite, Une femme sous influence

(1972), avec-Peter Falk et Gena Rowlands – prodigieuse, – une sorte de vaste psychodrame, l'aventure parfois terrifiante d'une femme menée au bord de la folie par son environnement social, son mari, sa

En 1975, le cinéaste renouvelle le film noir avec Meurtre d'un bookmaker chinois, suspense hyperréaliste; puis il se livre à un jeu pirandellien sur le théâtre dans Opening Night (1977). Dans Gloria (1980), où Gena Rowlands court à travers New-York pour protéger de la Mafia un orphelin portoricain, il exprime l'intensité des émotions, les profondeurs insoupponnées d'un univers de liberté (1).

Luttant contre la maladie, rebelle jusqu'au bout. Cassavetes décrit enfin dans des images paroxystiques la relation affective d'un frère et d'une sœur (lui et Gena Rowiands) qui ont tous deux raté leur vie. C'est Love Streams, Grand Prix du Festival de Berlin en 1984, et donc, testament de cet homme attachant qu'on n'a pas fini de regretter.

JACQUES SICLIER

(1) Gloria est diffusé dimane 5 février, à 20 h 35, sur TF1.



THÉATRE

Depuis toujours

les Italiens

Carmelo Bene et Luca Ronconi à Milan

Les architectes de l'imaginaire

ont su démanteler les apparences pour recréer la magie du réel. Surtout quand ils s'appellent Carmelo Bene et Luca Ronconi.

Dans un dur éclairage de clinique, une table. Autour, quelques convives immobiles : un mannequin/automate à la chevelure moulée. Un vieux Nimbus dont le cou est pris dans une minerve. Une jeune femme, nue sous sa chemise blanche, se prélasse sur un fauteuil d'osier. Non loin, une poupée qui fui ressemble. Et à côté, sur une chaise d'infirme aux roues d'acier, devant laquelle est placé un micro sur pied, est assis un homme en habit, au

maquillage outré : Carmelo Bene. Une servante blonde s'active avec des gestes gracieux, prépare la table pour un festin funeste où se dévore le langage. Des fragments de phrases parviennent, en quelque sorte, cuisinés par des effets de playback, par la prise de son. Aucune voix n'est en direct. Celle du Nimbus se déforme dans l'aigu. comme émise de l'au-delà. Celle de Carmelo Bene mène le jeu, grasseye, module des intonations enjôleuses et tout à la fois inquiètes, fièvreuse, s'enfie, vibre à l'excès, déclenche les mouvements mécaniques de l'automate, provoque chez la jeune femme des sursauts d'extase. Comme sous l'étreinte d'un incube, elle se caresse les seins, mais ils ne sont pas de chair. Ils sont une enveloppe qui recouvre les vrais, les reproduisent à l'identique. De même, le torse de Carmelo Bene se dépiaute avec le plus grand naturel, dans une sorte de strip-tease maladif.

A quoi correspondent ces gestes et ces voix? Seulement à une logique interne au spectacle, très lointainement adapté de la Cena delle beffe (le Souper des dupes), drame en vers de Sem Benelli, un Victorien Sardou italien, paraît-il, extrêmement célèbre (et riche) à la fin du siècle dernier. Pourquoi spécialement cette pièce? « Parce que j'y ai trouvé quelques beaux vers », explique Carmelo Bene. Et puis parce que l'intrigue originale — il s'agit d'une femme convoitée par deux bommes, avec beaucoup de meurtres et de trahisons — se passe au temps des Médicis, que le précédent spectacle de Carmelo Bene partait du personnage de Laurent le magnifique, et qu'il y amorçait une même recherche de parler musical.

En fait, le Souper des dupes est devenu une sorte de bref opéra (cinquante minutes) sur une musique de Lorenzo Ferrero, aussi retravaillée que le reste. L'intrigue est encore plus disloquée que le texte, les personnages sont avalés par les machines qui triturent les voix. Tous ces fragments dénaturés se réunis-

sent, tiennent ensemble comme par la force d'un noyau en fusion. La présence de Carmelo Bene y est pour beaucoup, mais, de toute façon, il est arrivé là à une telle intensité qu'on sort de ces cinquante minutes avec l'impression de n'avoir pas respiré, d'avoir été plongé en plein cœur de l'énergie qui crée la vie

Un univers multiple

Les Italiens brisent la rhétorique de leur merveilleux langage pour faire cracher la vérite aux discours. Ils possèdent l'art de démantibuler les apparences, non par jeu plus ou moins intellectuel, mais pour en extirper ce qu'elles sont incapables de montrer. Ils tirent les fils de l'absurde et en tissent une toile sur laquelle se pose un monde imaginaire, et la réalité s'y fait connaître en transparence. Ils le font avec un raffinement sensible, avec une science qui viennent de toujours. Se trouver à Milan, voir à la suite Carmelo Bene, puis l'Oberon de Weber mis en scène par Luca Ronconi à la Scala (également coproductrice du Souper des dupes) laisse ébahi, un pen humble devant tant d'intelligence, d'élégante splendeur.

Dans cet Oberon aboutit la recherche commencée (à Paris en tout cas) par le metteur en scène avec le Marchand de Venise: comment, par le jeu de toiles peintes qui vont et viennent, se croisent, s'enroulent, s'élèvent, comment faire naître un univers multiple où le regard se

Deux fauteuils pour un

Le succès important du premier « kiosque théâtre », installé en 1984 per la société Luderic Evénement place de la Madeleine à Paris, conduit son promoteur à ouvrir le 10 février un nouveau kiosque dans la station du RER Châtelet-les Halles. Comme leurs prestigieux pré-

sseurs de Londres et de New-York, les deux kiosques parisiens proposent aux amateurs de théâtre, de café-théâtre et d'opéra, des places à moitié prix valables pour le jour même. Pour la saison 87-88, le « kiosque théâtre » de la Madeleine 140 600 tickets, soit une recette supplémentaire de 15 millions de francs pour l'ensemble des théstres de Paris et de sa banlieue. publics et privés. Chaque jour, de 12 h 45 à 19 heures, il est possible d'acheter des places pour la Comédie-Française comme pour l'Opéra, pour le Café de la Gare comme pour l'Alcazar, bref pour run des 120 spectacles proposes, en moyenne quotidienne par les « kiosques théâtre ».

perd, un univers qui rende compte des multiples niveaux de perception, de sensations, de compréhension.

Oberon, c'est vrai, est une féérie qui favorise toutes les libertés, les fantaisies les plus extravagantes. Avec des moyens manifestement énormes et une machinerie formidable, Ronconi ne se prive pas. Il entraîne dans un incessant voyage en trompe-l'œil, dans un mouvement à la fois languide et tendu — on pense à l'angoisse des exilés, des errants qui ne trouvent leur place nulle part, sinon dans la tombe.

Décrire les fantasmagories qui prennent vie sur scène est impossible. On est à chaque seconde étonné, ébloui. Ronconi et la scénographe Margherita Palli reconstituent les fantasmes d'un Oberon-Weber en s'inspirant des naïvetés orientalistes fin de siècle - en particulier de vignettes-réclames pour les conserves Liebig, qui traitent une à une les tableaux de l'opéra. Le tout dans des teintes céruléennes, des flamboiements d'or, des rouges sombres, des ombres vertigineuses, des lumières d'orage, des nuages pâles, des brumes, des tentures soyeuses, des scintillements de brochés, de lamés, des transparences de voile, des éclats de lune sur les armures, des bateaux qui tanguent, des vagues bleues et blanches qui roulent sur elles-mêmes, des sirènes sensuelles, une magie visuelle qui se dévoile tranquillement, montre dans le blanc de simples lampes ses béquilles, ses charpentes, comme Ronconi l'avait fait au générique de son film Orlando Furioso.

Et tout cela, c'est drôle, parlé en italien, chanté en italien, mais aussi en allemand, en anglais, en arabe, en français. L'orchestre (dirigé par Seiji Ozawa) est exactement dans le ton. La distribution n'est pas fameuse, à l'exception du couple de serviteurs (Trudeliese Schmidt et Michael Ebbeke). Mais si les chanteurs ont du mal à chanter, ils s'amusent, jouent le jeu avec esprit, en particulier la plantureuse et légère fille du calife (Elizabeth Connell).

Le spectacle n'est certainement pas simple à transporter, mais il serait dommage de l'arrêter après quelques représentations à la Scala. Carmelo Bene espère venir à Paris avec le Souper des dupes, plus d'antres spectacles. Nommé directeur de la section théâtre à la Biennale de Venise, il pense y organiser des ateliers sur le thème de Tamerlan. Mais c'est son travail à Milan, où il veut entreprendre une recher sur le mythe d'Achille et de Penthésilée – la part féminine des hommes et masculine des femmes... – qu'il souhaîte montrer en France et en Europe.

Europe. COLETTE GODARD.

★ Prochaines représentations d'Oberon à la Scala les 7 et 11 février, à 20 beures.

<u>ARTS</u>

Une initiative d'Eurocréation

Jeunes artistes en pépinières

Douze « pépinières »
pour jeunes artistes
pourraient être ouvertes
en Europe dès 1992
sur le modèle
de la Villa Médicis.

Les jeunes artistes européens devraient bientôt disposer de pépinières » pour exercer leurs taients, lieux de création imaginés par l'agence française des initiatives de la jeunesse en Europe, Eurocréation, sur le modèle de résidences comme la Villa Médicis à Rome. Le ministère français de la culture et la Commission de Bruxelles ont en effet décidé, le 25 janvier dernier, de soutenir la mission de préfiguration de ces centres, menée par Jean-Michel Djian, directeur d'Eurocréation.

Dès 1990, deux ou trois de ces résidences ponrraient ouvrir en France et héberger une trentaine de jeunes artistes âgés de moins de trente ans et venus des douze pays de la CEE. Elles permettraient de tester le mode de sélection des artistes - un jury européen regrou-pant les villes d'accueil, les instituions et des artistes reconnus - et les leviers de financement, - la ville candidate à l'accueil supporterait les coûts d'installation fonctionnement du lieu. l'Etat les bourses de séjour, et la Commis-sion de Bruxelles les frais de fonctionnement du jury et des centres à 50 %. Selon les résultats obtenus, Eurocréation s'engage à ouvrir en 1992 une douzaine de pépinières dans au moins cinq pays de la CEE et à créer ainsi un label artistique de qualité ».

Les jeunes intéressés devront présenter un projet de création particulièrement novateur dans l'ensemble des disciplines qui composent le paysage artistique, les nouvelles technologies appliquées à l'art et à l'audiovisuel entrant dans cette définition . Séloctionnés, ils bénéficieront d'une bourse, qui couvrira 60 % de leur

projet – les 40 % restant étant apportés par les créateurs eux-mêmes « afin qu'ils soient responsabilisés » – et pourront résider de un à six mois dans la ville de leur choix, étant entendu que chacune d'entre elles sera spécialisée.

Outre la CEE et le ministère français de la culture, plusieurs villes ont déjà manifesté leur intérêt pour cette initiative : Rennes, Valenciennes, Béthune, Marseille et Lyon en France, Barcelone (théâtre et arts plastiques) en Espagne, Namur (chant choral et musique) en Belgique et Sienne (architecture) en Italie. Des contacts sont déjà pris avec les ministères de la culture des Etats membres de la CEE et devraient l'être bientôt avec des partenaires privés.

La création de pépinières est le

plus récent des projets d'une agence qui, par ailleurs, continue son action pour soutenir toute ini-tiative européenne de jeunes créateurs dans des domaines aussi divers que les nouvelles technologies, la culture, le tourisme, l'audiovisuel et l'économie. De mai 1987 à novembre 1988, Eurocréation a ainsi aidé trente-neuf projets de douze pays de la CEE pour une somme globale de 2,7 millions de francs. Outre le lancement d'Eurocréation finance en juillet 1988 qui, par apport de capitaux pro-pres, joue le rôle d'actionnaire actif dans de nouvelles entreprises, et celui d'Eurocréation conseil qui explore pour le compte de parte-naires des pistes de recherche préfigurant de nouveaux projets européens, l'agence que préside M. Alfred Grosser s'apprête à mettre en place une nouvelle filiale audiovisuelle, Eurocréation production, pour aider de jeunes réalisateurs professionnels

OLIVIER SCHMITT.

★ Enrocréation, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris, Tél.: 48-04-78-79. Sur minital: 36-15, Eurocréation,

EN BREF

 Un gala pour la futte contre le SIDA. – La Fondation France-Libertés, présidée par M^{ess} Danielle Mitterrand, et la Fondation francoiaponaise Masako-Ohva organisent le 6 février, à 20 heures, à l'Opéra de Pans, un grand gala qui associera la danse et la musique. Des danseurs venus de Chine, de Hongrie, de RDA, d'URSS, du Japon et du Portugal, des membres de la troupe du palais Garnier danseront les grands pas de deux du répertoire en première partie. Mirella Freni, Katia Ricciarelli, José Carreras, Placido Domingo, Nicolai Ghiaurov, l'Orchestre de l'Opéra de Paris, tous dirigés par Emil Tchek interpréteront des grands airs du répertoire en seconde partie, réunissant ainsi leurs talents pour soutenir la recherche contre le SIDA. Les dons peuvent être adressés à France-Libertés, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

M. Marc Nicolas, chef du service des études et de l'information au CNC (Centre national de la cinématographie), remplace M. Dominique Meyer, conseiller technique de Jack Lang pour le cinéma et l'audiovisuel, récemment nommé directeur des Théâtres de l'Opéra de Paris. M. Nicolas est chargé de suivre les dossiers du CNC. Une nomination prochaine interviendre pour prendre en charge les dossiers concernant la commu-

 Manon Landowski donne un récital de chansons, à 22 heures, tous les jours (sauf dimanche et lundi), au Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, 75003-Paris, Tél.: 48-87-82-48, Richard Stankiewicz à Paris

Soudures sculptures

Un héritier de Picasso, un précurseur de Tinguely : c'est l'Américain Stankiewick, sculpteur injustement méconnu.

On n'a guère en l'occasion de voir à Paris les sculptures de Richard Stankiewicz, qui a disparu brutalement, il y a six ans. Mai représenté il y a deux ans dans l'exposition abusivement intitulée « Qu'est-ce que la sculpture moderne? », il y faisait pâle figure.

Ce natif de Philadelphie (en 1922), élève de Léger et de Zadkine en 1950 et 1951, est cependant l'un des premiers à avoir compris quel bénéfice la sculpture pouvait tirer de la technique de l'assemblage par sondure expérimentée par Gonzalez et Picasso. Dès 1951 donc, il ne veut de matériaux qu'industriels et fragmentaires. Ferrailleur, récupérateur de rebuts métalliques, il procède par additions. Ses pièces des amées 50, dont on peut voir enfin une série de quelque importance, naissent par rajonts, collages et adjonctions. La couleur rouille de chaque élément assure l'homogénéité des œuvres.

Un moderne Archimboldo

Il en est d'aliusives — ce sont les plus immédiatement plaisantes, — qui suggèrent un corps ou un visage à l'aide de ressorts, de tuyaux et de débris de radiateurs. Rien de grave, rien de lyrique là-dedans : Stankiewicz parodie primitifs et contemporains surréalisants adeptes du primitivisme. Pas de tentation pop non plus, de dénonciation de la consommation ou d'exaltation du produit usiné. Le sculpteur joue de l'incongruité de son matériau et l'emploie de telle sorte que la roue dentée, les clous et le bidon soient à la fois reconnaissables et inutiles. On cruirait un moderne Archimboldo aux métamorphoses baroques et légèrement burlesques, un humoriste de la récupération et de l'assemblage.

D'antres, qui s'écartest de toute idée de figuration, le montrent plus constructeur, proche d'une abstraction géométrique à la rigneur de laquelle il refuse pourtant de sacrifier le pittoresque du débris. Une structure angulaire se dessine, la prolifération obéit à une architecture et s'organise en frises on en cages traversées de diagonales. Stankiewicz y expérimente des jeax de tension et de vide d'une noble complexité. Aussi les meilleures de ces œuvres rivalisent-elles avoc celles que forgeait au même moment le grand David Smith. Celà n'est pas un faible éloge.

PHILIPPE DAGEN. * Galerie Zabriskie, 37, rue Quinnuspoix; jusqu'an 3 mars.



Spectacles

théâtre

والمراب المستخدم والأساد والمرازية أوريتسويه

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PEAU D'ANE. Neuilly-sur-Seine. L'Athlètic (46-24-03-83) sam-

20 b 30.
INTERROGATIONS. Maison des cultures du monde (45-44-41-42) som. 20 b 30 ; dim. 17 h. LES BEAUX JOURS DE DARIUS. Fondation Deutsch de la Meurthe (43-27-22-09) sem. 20 h.

PINOCCHIO. Arlequin (45-89-43-22) sam. 20 h 30 ; dim. 15 h. LA BONNE ADRESSE. Th. Michel (42-65-35-02) sam. 18 h 30 ct 21 h 30 ; dim. 15 h 30.

MISTOIRE DU SOLDAT. Châtermy-Malabry. Th. da Campagnol (46-61-33-33) sam. 20 h 30; dim. 15 h. LA VIE EST UN SONGE. Vitry-sur-Seina. Th. Jean-Vilar (46-82-84-90) sam. 21 h; dim. 17 h (dern.). ENTRE NOUS SOIT DIT. La Bruyère (48-74-76-99) sam. 21 h; dim. 15 h.

ESPACE Les Déchargeurs (42-36-00-02) . sam. 20 h 30. BRITANNICUS. Comédie-Française (40-15-00-15) sam. 20 h 30; dim. 14 h.

Les autres salles

Richard Street

Soudurs

sculptura

erior of the

the second section in the second

(1) 10 mm (1) 1

The state of the state of

g dans de la propieta. Nemero de propieta

9 # 48 p. 200 1, 20 1 P. P. C.

Appendix of the Control of the Control

a to Tributa

246

10

13.00

10 S

ger var in en

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Ritournelle : 17 h 30 et 21 b, dim. 15 b 30. ARCANE (43-38-19-70). Bandelaire 20 h 30, dim. 17 h. ARLEQUIN (45-89-43-22). Pinocchio : 20 h 30, dim. 15 h.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). Le AKIS-PLESERIUI (4.5-67-25.25). Le Triomphe de la jalousie: 20 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Le Terrier: 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Mademoiselle Julie : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks: 20 h 30, dim. 16 h. BOUFFES PARISIENS (42.96-60-24).
Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30, dim. au profit d'Amnesty international

20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA
TEMPÉTE (43-28-36-36). Le jour se
lève, Léopold : 20 h 30, dim. 17 h. Salle
IL Valletti, écrivain de théâtre : 18 h 30, dim. 15 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira l...:
21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE DES PEUPLIERS (47-26-79-37). Le Tartuffe: 15 h. CTÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, ou le Fanastisme religieux : 20 h 30. La Resserve. John Gabriel Bork-

man: 20 h 30.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête: 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-23-37-21). Une femme sans histoire: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30. COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
Britannicus: 20 h 30, dim. 14 h. Dim.
La Cagnotte: 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-36-53-82). La Porte de l'aurore: 20 h 30, dim. 15 h. DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 20

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous en fait où en nous dit de faire: 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne: 16 h et 20 h 30, dim. (exceptionn.) 14 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne: 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.

et 18 n.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Salle L Borges, le bibliothécaire de Babel : 18 h 30. Les Anciennes Odeurs :

20 h 30.

FONDATION DEUTSCH DE LA
FONDATION (43-27-22-09), Les Beaux
MEURTHE (43-27-22-09), Les Beaux
Jours, et Darius (5 réciss): 20 h. FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille !.. : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Maiheur de l'idéal : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

GALERIE 53-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (42-26-63-51). The Di-ning Room: 20 h 30. GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Les Maghreb de canard : 20 h 30. GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Au Beau fixe : 20 h 30, dim.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-38-61). Adieu Agatha: 20 h 30. 22-34: 22 h 15. HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24). La Dernière Bande : 20 h 30, dim. 16 h.

HOTEL LUTETIA (SALON BOR-GHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45, dim. 17 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cama-trice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. La plane n'est pas du tout ce que l'on croît: 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). La Nuit les chais: 21 h.
LESPACE EUROPEEN (42-93-69-68).
Adies Monsieur Tchckhov: 15 h et
22 h 15. La Face cachée d'Orion:

LA BASTILLE (43-57-42-14). Mobie Diq : 21 h, dim. 14 h 30. 1.A BRUYÉRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h, dim. 15 h.

LA VIEILLE CRILLE (47-07-22-11). Médéc: 21 b. LE RATEAU (42-08-68-99). La Terreur:

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on enlève tout : 20 h 30. La Mule du pape :

22 h LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Exists on trois tailles: 18 h et 20 h 15. LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Es-LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Le

LIERRE-THEATRE (45-86-55-83). Le Procès d'Oreste: 20 h 30, dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Renaud et Armide: 20 h. Le Crépuscule des paons: 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIV siècle: 20 h. Quant au diable, n'en parlons pas: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne: 18 het 21 h, dim. 15 h 30. MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Imerrogations suivi par La Marche du caméléon : 20 h 30 dim. 17 h 1 a Marche du camé. suivi par Le Marche du cameleon ; 20 h 30, dim. 17 h. La Marche du camé-léon précédé de Interrogations : 20 h 30, dim. 17 h.

MARAIS (42-78-03-53). Une vie bonlever-sée: 14 h 30. L'Avare: 20 h 45. MARIE STUART (45-08-17-80). Le Ré-vizor : 18 h 30. Pierrot gardien de l'or-dre : 20 h 30. La Vie après l'amour : 22 h. MATHURINS (42-65-90-00). Une via de

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-23). Pâque-MICHODIERE (47-297-25) rette: 20 h 45, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan:
15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La

Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Terssa: 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Horià : 18 h. Théodore le Grondeur : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. ODEON (43-25-70-32). Un bon patriote :

20 h, dim. 15 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Le
Châle: 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas
Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-4253-71). D Dim. Les Maîntes-chanteurs
de Nuremberg: 18 h.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90).
La Liberté ou la Mort d'après Dannon et
Robespierre: 20 h 30, dim. 14 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PA-PALAIS DES GLACES (PETT PA-LAIS) (48-03-11-36). Les Vamps :

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le speciacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux: 21 h. dim. 16 h 30. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). Nina et les comédiens ambulants : 21 h, dim. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-

92-97). Salle I. Le Plus Heureux des trois: 20 h 45, dim. 15 h. Salle II. Journal d'une petite fille: 18 h et 21 h. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).
Tenor: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h Tenor: 17 h 30 st. 21 h 4mh 19. La Frousse: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). La Noce et Sur la grand route: 20 h 30, dim. 17 h. Sur la grand route: 20 h 30, dim. 17 h.

Sur in grand route: 20 in 30, min. 17 in.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).

Alice au pays sans merveilles : 18 h 30, dim. 14 h 30. La Locandiera : 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTITED THES MALLES (42-36-37-27).

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30. SPLENDED SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vezux : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps: 20 h 30, dim. 15 h. TAC STUDIO (43-73-74-47). D Dim. La Vérité sur l'amour baroque : 16 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Les Sincères, et l'Epreuve : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Le Livre de l'in-tranquilité: 20 h 45, dim. 17 h.

THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-4-80-80). Amphitryon : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE DE LA BEILE DE MAI (4356-64-37). Nina c'est autre chosa Théàtre en appartement: 20 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-0567-89). Marius: 16 h, dim. 14 h. Famry:
18 h 30, dim. 16 h 30. César: 21 h 30,
dim. 19 h 30. Saile IL L'Euranger: 20 h,
dim. 16 h 30. 1. Ecume des jours:
21 h 30.

Samedi 4 - Dimanche 5 février

THÉATRE DE LA VILLE (42.74-22-77). Le Triomphe de l'amour ; 20 h 45, dim. 14 h 30. THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). Piqu'soleil : 20 h 30, dim. 17 h.

THEATRE DES ATELIERS (45-4)-46-54). L'Epouse-maîtresse: 20 h 30.

THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93).

Une chemise de mait de flanelle: 20 h 30, dim. 17 h.

THEATRE DU TAMBOUR ROYAL THEATRE DU TAMEOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI: 20 h 30, dim. 15 h. THEATRE GRÉVIN (42-46-34-47).

THEATRE MODERNE (48-74-10-75).

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. La Re-constitution : 20 h 30.

THEATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Perite salle, Mons-tre aimé: 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h. tre aimé: 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (4256-60-70). La Vie singulière d'Albert
Nobbs: 21 h, dim. 15 h. Grande salle. Le
Retour au désert: 17 h et 20 h 30, dim.
17 h. Petite salle. Il dit qu'il est Niinsky: 18 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbale: 15 h 30. Barthélémy: 19 h. Hélas, tant mieux!: 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir: 21 h 30 et 22 h 45. TOURTOUR (48-87-82-48). De l'ortho-graphe et autres oiseaux rares : 19 h. De-main, j'arrète !: 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).
Enorme Changement de dernière minute: 17 h et 21 h. D Dim. Toi et moi...
et Paris: 15 h.

VARIETÉS (42-33-09-92), La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

cinéma

La cinémathèque PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Ardente Gitane (1955, v.o. s.t.f.), de
Nicholas Ray, 15 h; Tigresse royale
(1916), de Giovanni Pastrono, 17 h; Vladimir et Rosa (1971), de Jean-Lue Godard,
19 h; les Incumables de la Révolution:
Nursing a Viper (1909), de David Wark
Griffith, The Oath and the Man (1910), de
David Wark Griffith, Captain of the Guard
(1930), de John Stuart Robertson et Pani
Fejos, 21 h.
DIMANCHE. SAMEDI

DIMANCHE

DIMANCHE

Les miracles n'ont lieu qu'une fois
(1950), d'Yves Allégret, 15 h; le Sang des
bêtes (1948), de Georges Franju, Hôtel des
Invalides (1951), de Georges Franju, le
T.N.P. (1956), de Georges Franju, 17 h;
El (1952, v.o. s.f.f.), de Luis Bunuel, 19 h;
les Incumbles de la Révolution: la Mort de
Marat (1897), de Louis Lumière, la Mort
de Robespierre (1897), de Louis Lumière,
Madame Sans-Gène (1911), de Henri Desfontaines et André Calmettes, le Collier de
la reine (1912), de Camille de Morthon, la
Marseillaise (1910), de Gaumont, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Rimini et le cinéma : Identification d'une femme (1982, v.o. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, 14 h 30 : Intervista (1987, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; la Dolce Vita (1960, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini 20 h 30. DIMANCHE

Rimini et le cinéma: les Clowns (1970, v.o. s.l.f.), de Federico Fellini, 14 h 30; Nostalghini (1983, v.o. s.l.f.), d'Andrei Tarkovski, 17 h 30; la Nuit de San Lorenzo (1982, v.o. s.l.f.), de P. Taviani et V. Taviani, 20 h 30. VIDÉOTHÉQUE DE PARIS (48-26-34-38)

SAMEDI

SAMEDI

Les Paris de l'adolescence: Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 12 h 30; Affection: le Voyage à Deauville (1983) de Jacques Duron, les Amis (1971) de Gérard Blain, 14 h 30: Liaisons dangereuses: Bande annonce: Clémentine Tango (1981) de Caroline Roboh, le Verdict (1981) de Peter Gienville, 16 h 30; Tourments: Bande annonce: Mg Chérie (1979) de Charlotte Dubreuil, Boulevard (1960) de Julien Duvivier, 18 h 30; Engagement: Bande Annonce: Cocktail Molotov (1979) de Diane Kurys, Liberty Belle (1983) de de Diane Kurys, Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 20 h 30.

DIMANCHE
Les Paris de l'adolescence : Zone : Il n'y
plus de terrains vagues (1979) de Robert a plus de terrains vagues (1979) de Robert Bober, Laisse béton (1984) de Serge Le Perron, 14 h 30; Lycée: le Lycée Louis-le-Grand (1981) de Sylvain Roumette, Dia-bolo menthe (1977) de Diane Kurys, 16 h 30; Entre deux âges: Pascal Escalies 51 (1984) de Philippe Bonnin et Bertrand Désormeaux, Adien Philippine (1963) de Lacones Ragies, 18 h 30: Frissons, Paris vu

Jacques Rozier, 18 h 30 : Frissons, Paris vu par... vingt ans après (1984) de Philippe Venanit, Frédéric Mitterrand, Vincent Nordon, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackerman, la Nuit portejarretelles (1984) de Virginie The 20 h 30.

LES AILES DU DÉSIR (Fr.All., v.o.):
Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.
A.All., v.o.): Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26): Accatone, 5 (46-33-48-86): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

58-00); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23).

BAXTER (*) (Fr.): Ciné Beanbourg, 3 (42-71-52-36); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Mistral, 14 (45-39-52-43); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

BEETLEJUICE (A., v.o.); George V. 8:

LA BOCA DEL 10B0 (péruvien, v.o.):
Latina, 4º (42-78-47-86): Sept Parnasianta, 4º (43-20-32-30).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont
Les Halles, 1º (40-26-12-12): Gaumont
Opéra, 2º (47-42-60-33): 14 Juillet
Opéra, 2º (47-42-60-33): 14 Juillet
Opéra, 2º (47-42-60-33): 12 Juillet
Opéra, 3º (43-25-98-3): Gaumont
Ambassade, 8º (43-59-19-081: SaintLazare-Pasquier, 3º (43-87-35-43):
Escurial, 13º (47-07-80-4): UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44): Gaumont Alésia,
14º (43-27-84-50): Miramar, 14º (43-2039-52): Gaumont Convention, 15º (4828-42-27): Le Gambetta, 20º (46-3610-96).

89-52); Gaumont Convention, 15' (46-28-42-27); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

LES CIGGONES NEN FONT QU'A LEUR TÈTE (Fr.): Forum Horizon, 16' (45-08-57-57); Rex. 26' (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 66' (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 86' (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 86' (43-87-35-43); UGC Normandie, 86' (45-63-16-16); Pathé Français, 96' (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 126' (43-49-10-59); Fauvette Bis, 13' (43-31-60-74); Mistral, 14' (45-39-52-43); UGC Convention, 15' (45-74-93-40); UGC Maillot, 17' (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18' (45-24-601); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

COP (*) (A. v.o.): Forum Horizon, 16' (43-59-92-82); La Bastille, 11' (43-54-07-76); Sept Parmassiens, 14' (43-20-12-06); Fauvette Bis, 13' (43-20-12-06); Fauvette Bis, 13' (43-20-12-06); Convention Saini-Charles, 15' (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.): Utopia Champollion, 5' (43-26-84-65).

DEAR AMERICA (A., v.o.): Utopia Champollion, 5' (46-36-84-65).

LA DERNIÉRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.): Saint-Germain Studio, 5' (46-33-63-20).

DEVAQUET, SI TU SAVAIS... (Fr.): Studio 43.9' (47-70-63-40).

dio. 5: (46-33-63-20).

DEVAQUET, SI TU SAVAIS... (Fr.):
Studio 43, 9: (47-70-63-40).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.): 14 Juillet Parmase, 6: (43-26-58-00); Saintlet Parmase, 6: (43-26-58-00); Saintlet Parmase, 6: (43-26-58-00); Saintlet Parmase, 6: (43-26-58-00); Saintlet Parmase, 7: (43-26-58-00); Saintlet Parmase, 7: (43-26-58-02); Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Le Saintlet Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6: (42-22-87-23); UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60); La Bastille, 11: (43-54-07-76).

LA FEMME DE MES AMOUNDS (E-

(45-61-10-60); La Bastille, 11s (43-54-07-76).

LA FEMME DE MES AMOURS (Frill); Elysées Lincoln, 8s (43-59-36-14).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.); Utopia Champollion, 5s (43-26-84-65).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.o.); Forum Horizon, 1ss (45-26-85-75); Bretagne, 6s (42-25-79); UGC Danton, 6s (42-25-10-30); UGC Normandie, 8s (45-63-16-16); Kinopanorama, 15s (43-06-50-50); v.f.; Rex, 2s (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6s (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9s (47-74-95-31); Les Nation, 12s (43-43-46-7); UGC Convention, 12s (43-43-46-7); UGC Convention, 12s (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18s (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.); Rex (Le Grand Rex), 2s (42-36-83-93); Les Montparnos, 1st (43-23-33-33); Les Orient Express, 1st (43-33-42-25); UGC Danton, 6s (43-59-36-14); Pathé Marignan-Concorde, 8s (43-59-92-82); v.f.; Pathé Français, 9s (43-79-33-88); Pathé Montparnasse, 14s (43-20-12-06).

INCIDENTS DE PARCOURS (*) (A., v.o.); Forum Horizon, 1st (45-08-18); Pathé Montparnasse, 14s (43-20-12-06).

parnasse, 14^c (43-20-12-06).

INCIDENTS DE PARCOURS (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1^{ct} (45-08-57-57): George V, g. (45-62-41-46); v.f.: Rex. 2^{ct} (42-36-83-93): Paramouni Opera, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14^{ct} (43-20-12-06).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE LÉTRE (A., v.o.): Cinoches, 6^{ct} (46-33-10-82).

10-82).
LTINSPECTEUR HARRY EST LA
DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): UGC
Normandie, & (45-63-16-16); v.f.: Res.
2: (42-36-83-93); UGC Montparnasse.
6: (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-94-40).

14-95-401.

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): Gaumoni Ambassade, 8: (43-59-19-08): George V. 8: (45-62-41-46); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvette, 13: (43-13-56-86); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Trois Panassiens, 14: (43-20-30-19); UGC Maillot, 17: (47-48-06-06).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Forum Orient Express, 1a' (42-33-42-26): Pathé Impérial, 2' (47-42-72-52): 14 Juillet Odéon, 6a' (43-25-59-83): Pathé Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82): 14 Juillet Bastille, 11a' (43-57-90-81): Les Montparnos, 1a' (43-27-52-37); Sept Parmassiens, 1a' (43-27-52-37): Sept Parmassiens, 1a' (43-27-52-37): Les Montparnos, 1a' (43-27-52-37): Le Moline Noir (50v., v.o.): Cosmos, 6a' (45-44-28-80): Le Triomphe, 8' (45-62-45-76).

MON CHER SUJET (fr.-Suis.): Saint-André-des-Arts 1, 6' (43-26-43-18): La Bastille, 11a' (43-20-32-20).

MOONWALKER (A., v.o.): George V, 8a'

MOONWALKER (A., v.o.) : George V. 8

(45-62-41-46). LE MYSTÈRE D'OBERWALD (IL.

LE MYSTÈRE D'OBERWALD (IL., v.o.): Studio 43, 9: (47-70-63-40).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FILLO QUI DORT (*) (Fr.): Le Triomphe, 8: (45-62-45-76): Paris Ciné i, 10: (47-70-21-71).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, 8: (45-62-45-76).

L'OURS (Fr.-All.): Gaumont Opéra. 2: (47-42-60-33): Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08): Fauvette. 13: (43-35-686): Gaumont Parmasea, 14: (43-35-30-40): Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00): Pathé Clichy, 18: (45-19-33-00): Pathé Clichy, 18: (45-19-34-00).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can.-Chin., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82). LE PASSEUR (Nor., v.o.): Forum Orient Express, 1e: (42-33-42-26); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60); Sept Parnas-sens, 14: (43-20-32-20).

PELLE LE CONQUERANT (Dan., v.o.): Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77); UGC Ermitage, & (45-63-16-16)

97-77]; UGC Ermitage, 8: {45-63-16-16}.

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1n: (40-26-12-12): Pathe Impérial. 2r. (47-42-75-22): 14 Juillet Odéon. 6: (43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08): 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81): Fauvette. 13: (43-31-56-86): Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40): Gaumont Alexia, 14: (43-27-84-50): Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27): Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01): Le Gambetta, 20: (46-35-10-96).

LE PIÈGE DE VÈNUS (All., v.o.): Ciné Beaubourg. 3° (42-71-52-36): Racine Odéon, 6° (43-26-19-68): UGC Biarritz. 8° (45-63-20-40): La Bastille. 11° (43-54-67-79): Bienventhe Montparnasse. 15° (45-44-25-02): v.f.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40): Images. 18° (45-22-47-94).

PLEURE PAS MY LOVE (Fr.): Pathé Impérial. 2° (47-42-77-52): Pathé Hautefeuille. 6° (46-33-79-38): Gaumont Ambassade. 8° (43-59-19-08): Miramar. 14° (43-20-89-52): Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT 7° (A., v.o.): Forum Orient. Express. 1° (42-33-42-26): Cinoches. 6° (46-33-10-82): UGC Normandic. 8° (45-63-16-16): v.f.: Rex. 2° (42-36-83-37).

TUCKER (A., v.o.): Gaumont Les Halles.

52-37).

TUCKER (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 19 (40-26-12-12): Bretagne, 6 (42-23-57-97): UGC Odeon, 6 (42-25-10-30): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08): Max Linder Panorama, 9 (43-24-88-88): 14 juillet Bastille, 11 (43-57-90-81): Escurial, 13 (47-07-28-04): Gaumont Alisia, 14 (43-27-84-50): 14 juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79): v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33): Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). V.I.: Gaumont Opera, J. (4/4,260-33):
Gaumont Convention. 15 (48-28-42-27).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1st (40-26-12-12): Gaumont Les Halles, 1st (47-42-60-33): Pathé Hautefeuille, 6st (47-42-60-33): Pathé Hautefeuille, 6st (46-33-79-38): Publicis Saint-Germain, 6st (42-22-72-80): La Pagode, Jr. (47-05-12-15): Pathé Marignan-Concorde, 8st (43-59-92-82): Publicis Champs-Elysées, 8st (47-20-76-23): Gaumont Parlansec, 1st (43-35-30-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 1st (47-48-06-06): v.f.: Pathé Français, 9st (47-70-33-88): Les Nation, 12st (43-43-46-7): Fauvette, 13st (43-31-12-68-6): Gaumont Alésia, 1st (43-27-84-50): Pathé Montparnassec, 1st (43-27-84-50): Gaumont Convention, 1st (48-28-42-77): Pathé Wepler, 1st (45-22-46-01).

VEUVE MAIS PAS TROP (A., v.o.):

VEUVE MAIS PAS TROP (A., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3r (42-71-52-36):
UGC Danton, 6r (42-25-10-30): UGC
Rotonde, 6r (45-74-94-94): UGC Biarritz, 8r (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9r (45-74-95-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS N
L'ADIEU AU ROL. Film américain de John Milius. vo.: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57): UGC Danton, 6º (42-25-10-30): UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40): UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59): Bienvenile Montparnasse, 15º (45-44-41-25-02): v.f.: Rex. 2º (42-36-83-93): UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94): Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31): Les Nation, 12º (43-43-04-67): UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44): Gaumont Alésia, 14º (43-27-34-50): UGC Convention, 15º (45-74-94-40): langes, 18º (45-22-47-94).

LE BLOB. (°) Film américain de Chuck Russel, vo.: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57): Pathé Hautefeuille, 6º (46-33-79-38): George V, 8º (45-62-41-46): Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82): v.f.: Pathé Français, 9º (47-70-33-88): Pathé Français, 9º (47-70-38-8): Pathé Montparnasse, 1-9º (43-20-12-06): Pathé Clichy, 18º (45-24-46-01): Trois Secrétan, 19º (42-24-601): Trois Secrétan, 19º (42-24-601): Trois Secrétan, 19º (42-24-60-10-96).

EAT THE RICH. Film britannique de Peter Richardson, vo.: Forum Arcen-Ciel, 1-9º (42-97-53-74): George V, 8º (45-62-41-46): Sept Parnassiens, 1-9º (43-20-32-20).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS. Film espagnol de Peter Almodovar, vo.: Gaumont Les Halles, 1-9º (42-25-59-83): La Pagode, 7º (47-05-12-15): Gaumont Champs-Elysèes, 8º (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-

90-81): Gaumont Parnasse. 14:
(43-35-30-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79): v.f.: Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33): Les
Nation. 12: (43-43-04-67): Gaumont Alésia. 14: (43-27-84-50):
Miramar, 14: (43-20-89-52): UGC
Maillot. 17: (47-48-06-06).

LE MAITRE DE MUSIQUE. Film
belge de Gérard Corbinau: Cinè
Beaubourg, 3: (42-71-52-36): UGC
Odéon, 6: (42-75-10-30): UGC
Odéon, 6: (42-75-10-30): UGC
Champs-Elysées, 8: (45-62-20-40):
UGC Opéra, 9: (45-74-95-40):
UGC Lyon Bastille. 12: (43-4301-59): UGC Gobelins, 13: (43-3623-44): Mistral, 14: (45-39-52-43):
14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-7579-79)

14 Juillet Beaugreneile, 15: (45-75-79-79).

RADHO CORBEAU. Film français d'Yves Boisset: Forum Arc-en-Ciel. 1: (42-97-53-74): Pathé Haute-feuille, 6: (46-33-79-38): UGC Montagarnasse, 6: (45-74-94-94): Saimt-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43): UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40): Paramount Opéra, 9: (47-20-40): Paramount Opéra, 9: (47-20-40): Paramount Opéra, 9: (47-20-40): UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44): Mistral, 14: (45-39-52-43): Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00): UGC Convention, 15: (45-79-33-00): UGC Convention, 15: (45-74-93-40): Images, 18: (45-22-47-94): Trois Secrétan, 19: (45-36-10-96): Le Gambetta, 20: (46-36-10-96): Le Gambetta, 20: (46-36-10-96): Elsa polonnia.

(46-36-10-96).

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER. Film polonaisfrançais de Wojciech J. Has. v.o.:
Les Trois Luxembourg. 6 (46-3397-77); Les Trois Balzac, 8 (45-6110-60).

PARIS EN VISITES

LUNDI 6 FÉVRIER

Autour des baigneuses de Picasso».

Il heures, Musée de l'Orangerie, place
de la Concorde, côté Seine
(G Marhean-Caneri). (G. Marbeau-Caneri).

L'hôtel de Lassay, résidence du pré-sident de l'Assemblée nationale 14 h 30, 33, quai d'Orsay (P.-Y. Jaslet). *Le quartier Faisanderie-Dauphine et le Musée de la contrefaçon *, 14 h 30, mêtro Pompe (V. de Langlade).

 Le Palais de justice en activité.
 14 h 30, devant les grilles (M. Pohyer). Mystérieuse Egypte au Louvre 14 h 30, sortie mêtro Louvre (L Haul-

"Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges", 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Le Musée de la police et ses collec-tions », 15 heures, métro Maubert-Mutualité (Connaissance d'ici et d'ail-

Delacroix, les dernières années . 15 heures, 6, place Furstenberg (Paris et son histoire)

MONUMENTS HISTORIQUES Dans le cadre de l'exposition Perrault : le Louvre classique. Perrault estil l'architecte de la grande colon-

nade? -, 15 heures, sortie métro

- Philippe Egalité : à travers le parc Monceau », 15 heures, sortie metro · Quatrième centenaire de l'avenement d'Henri IV : la galerie du bord de

l'cau, des Tuileries au Louvre, 15 heures, pont des Arts, côté Cour car-

CONFÉRENCES

Verrières-le-Buisson (salle des fêtes). 14 h 15 : «Pratique funéraire et vie future selon l'ancienne Egypte» (diapo-sitives), par J.-C. Goyon (Les lundis de bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 et

18 h 30: «Les Cyclades derrière les murs », par A. Guesi-Papamanoli (Grèce profonde). 3, rue Rousselet, 14 h 30 : «La reli-

gion égyptienne : les animaux sacrés : 19 heures : «Gauguin et l'école de Pont-78. boulevard Malesherbes, 20 h 30:
«Etre reconnu et aimé: besoin d'être»,
par L. Rappelli (L'homme et la connaissance).

79-79).

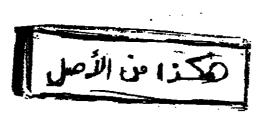
BEETLEJUICE (A., v.o.): George V, 8: (45-62-41-46); v.f.: Trois Paruassiens, 14: (43-20-30-19). V.O.: GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES • GAUMONT PARNASSE • LA PAGODE • GAUMONT HALLES • 14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • 14 JUILLET BEAUGRENEL



au bord de la CRISE de NERFS

CARMEN MAURA · ANTONIO BANDERAS · JULIETA SERRANO

MARÍA BARRANCO-ROSSY DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: NUTI MANVER-CHUS LAMPREAVE - YANO CAINO! LOLES LEÓN-ANGEL DE ANDRÉS LÓPEZ MUNCOMBRA FERNANDO GUILLEN COMPLOSE MADE COSSÍO DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: NUTI MANVER-CHUS LAMPREAVE - YANO CAINO! LOLES LEÓN-ANGEL DE ANDRÉS LÓPEZ MUNCOMBRA GUILLEN COMPLOSE MADE COSSÍO DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: NUTI MANVER-CHUS LAMPREAVE - YANO CAINO! LOLES LEÓN-ANGEL DE ANDRÉS LÓPEZ MUNCOMBRA FERNANDO BONEZZI DES LUIS ALCAINE - NUTICAL DE ANDRÉS LOPEZ MUNCOMBRA DE COSSÍO DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: NUTICAL DE PRENANDO BONEZZI DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: SALCELDO-MADE BERNANDO BONEZZI DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: SALCELDO-MADE BERNANDO BONEZZI DE PALMA-GUILLERMO MONTESINOS: SALCELDO-MADE BERNANDO BONEZZI DE PALMA-GUILLERMO BONEZZI DE PALMA-GUILLERMO



• Villes et entreprises face au nouveau paysage financier. l'expérience des entreprises ouvre-t-elle la voie aux collectivités territoriales? • Tel était le thème des deux journées d'études organisées à Clermont-Ferrand sur l'initiative de la SOREFI Auvergne, les 25 et 26 janvier, avec la participation de l'Association des maires des grandes villes de France et l'Association française des trésoriers d'entreprise.

Le but de cette manifestation était de permettre une confrontation entre l'expérience des responsables financiers des entreprises et celle des gestionnaires chargés des finances des collectivités locales télus et fonctionnaires).

Les entreprises ont, en effet, eu recours plus tôt que les collectivités territoriales aux nouveaux produits financiers, et il était intéressant de voir en quoi leur expérience peut être utile pour éclairer les décisions à prendre en matière de gestion financière des collectivités locales. Ces dernières utilisent déjà toute une panoplie de nouveaux instruments l'inanciers : emprunts en ECU, swaps, prêts à taux révisable... D'autres évolutions sont-elles possibles? Verra-t-on, demain, des villes, des régions ou des départements avoir recours au MATIF, aux billets de trésorerie, etc.? Les collectivités sont-elles préparées à cette évolu-

Spécialistes financiers et responsables des collectivités locales ont confronté sur ces questions leurs expériences et leurs points de vue. Une tendance générale : la gestion financière d'une commune, par exemple, s'apparente, c'est exact, de plus en plus à celle d'une entreprise: la mise en place de la procédure de globalisation des prêts, la banalisation du crédit aux collectivités locales. la diversification des produits qui leur sont proposés sur un marché de plus en plus concurrentiel, ont en effet entraîné une véritable révolution dans leur gestion

LE CONTRAT DE PLAN DE LA RÉGION ALSACE

Strasbourg l'européenne attend encore

DOUR la région Alsace, c'est un bon contrat, mais pour Strasbourg, capitale européenne, c'est *vraiment maigre.* » Ce sentiment d'un élu alsacien sur le contrat de plan Etat-région 1989-1993 mble assez partagé. Pourtant, les collectivités locales alsa-ciennes sont restées très mesurées dans leurs avis respectifs sur ce document. Même si le TGV-Est, le métro léger Val-de-Strasbourg ou la politique du bilinguisme n'y apparaissent pas, il faut savoir attendre : Claude Villain, « M. Strasbourg », rendra son rapport le 31 mars prochain, et personne en Alsace ne voudrait compromettre un geste important du gouvernement pour Strasbourg avant la fin de l'année.

Au total, l'Etat apportera dans la corbeille du contrat de plan 1,650 milliard de francs sur cinq ans. La région et les principales collectivités locales iront jusqu'à 2,050 milliards. « L'Etat met donc 47 % de plus qu'au IX* Plan en Alsace, alors que la moyenne d'augmentation pour ces contrats de plan est de 23 % », calcule le conseiller général UDF-CDS Jean-Marie Lorentz, rapporteur du document dans le débat mené au conseil général du Bas-Rhin. C'est dire que l'Alsace ne se sent pas flouée.

Le contrat de plan est d'abord

routier : il réaffirme que la priorité est de terminer la mise à deux fois deux voies de tout l'axe nord-sud alsacien. Ce vieux projet est maintenant en passe d'aboutir : le contrat comprend plusieurs opérations indispensables, comme le contournement est de Colmar (Haut-Rhin), la première phase du nau (Bas-Rhin), le contoumement sud de Strasbourg et sa haison avec le pont de l'Europe et le réseau autoroutier allemand, enfin la fin du doublement du CD 300 entre l'autoroute A 4, au nord de Strasbourg, et Lauterbourg, à l'extrême nord de la région. Au total, le montant moven annuel des crédits d'Etat pendant la durée du Plan sera de 170 millions de francs.



Strasbourg : le Palais de l'Europe

Daniel Hoeffel, président (UDF) du conseil général du Bas-Rhin, grand avocat des routes en Alsace, n'a pu que se féliciter d'un tel effort : mais les collectivités locales en font un similaire, puisque les clés de financement les engagent souvent au-delà de 50 % dans les opérations routières. En revanche, plusieurs élus de la vallée de la Bruche ont violemment protesté contre le retard pris par le contournement de Sainte-Marie-aux-Mines (Bas-

Au chapitre du développement économique, le contrat de plan prévoit une enveloppe de 104 millions de francs, remplie pour moitié par la région. Les différents projets énumérés sont surtout des aides au conseil, des stimulations au développement de la productique, et plusieurs programmes importants de développement

local. L'aménagement du bassin de l'III domaniale est prévu pour 14 millions de francs, mais les élus alsaciens auraient souhaité que soit aussi contractualisé le programme de protection contre les inondations de l'III.

Deux pôles scientifiques

Le volet « enseignement, recherche, transferts de technologie » soutient surtout l'extension de l'université Robert-Schuman de Strasbourg, que l'Etat financera pour 20 millions de francs, et le renforcement des deux pôles scientifiques et techniques de Strasbourg: les « matériaux » à Schiltigheim et Strasbourg-Cronenbourg, au nord-ouest, la biotechnologie à Illkirch-Graffenstaden, au sud de l'agglomération. De nombreux pro-

grammes de formation ont été

Les taux de départ pour les rési-

dents de ces deux régions sont égale-

ont fermement regretté que soit abandonnée en cours de négociation l'enveloppe de 45 millions de francs pour la politique du bilinguisme. Le comité économique et social d'Alsace (CESA), dans son avis positif mais nuancé sur le contrat de plan, l'a amèrement déploré. Pierre Deyon, recteur de l'académie de Strasbourg, a tout de suite précisé que rien n'était abandonné, que « ce programme ferait l'objet d'une convention particulière dans les mois qui viennent ».

Enfin, quatre PACT (pro-

tenus, mais les élus alsecien

Enfin, quatre PACT (programmes d'aménagement concerté du territoire) sont inscrits au contrat de plan : le massif vosgien, des actions de solidarité avec notamment l'humanisation loppe de 40 millions de francs de crédits d'Etat pour le bassin potassique, quelques opérations regroupées sous l'étiquette r valorisation et promotion de l'identité régionale », enfin plueurs actions transfrontalières. On y trouve par exemple la créa-tion à Strasbourg d'un institut franco-allemand sur l'environne ment et le démarrage d'une antenne à Colmar de l'Académie de management europeen, outd de formation et d'animation pour préparer l'Europe de 1993.

D'autres projets européens sont renvoyés à une convention ultérieure: par exemple la création d'un « immeuble intelligent » à Strasbourg, pour accueillir un centre de commerce international, et une réflexion sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

a Le contrat de plan n'est pas tout », explique le président du conseil régional, Marcel Rudloff (UDF-CDS), devant les élus alsaciens. Ceux-ci lui ont donc donné mandat de signer, mais attendent plus. La bataille du siège européen à Strasbourg ne se livrera peut-être plus sur la base de contrats Etat-région, mais bien sur des financements importants hors contrat pour des équipements lourds que la région ne

lourds que la region les même supporter.

JACQUES FORTIER.

plus de la moitié des skieurs. Vien-

nent ensuite les Hautes-Alpes (12 %

des vacanciers) et de l'Isère (9 %)...

Enfin. près de 6 % des vacanciers

liers et Chantiers du Havre (ACH) et Caillard-Levage.

D'un coût total de 1,2 milliard de francs, le pont de Normandie détiendra, lors de son ouverture à la circulation prévue pour 1993, le record mondial de portée (856 mètres) pour les ponts à haubans.

PICARDIE

Gérer les cartes

La caisse régionale de Crédit agricole de la Somme vient de créer avec les caisses régionales du Gers, de la Loire, de la Charente-Maritime et des Hautes-Pyrénées la société commerciale d'ingénierie du tertiaire. La vocation de Sciter est de prospecter le marché français et européen des logiciels bancaires pour y commercialiser les produits élaborés par les unités informatiques des membres de Sciter.

Les champs d'action privilégiés de Sciter sont d'abord ceux qui touchent à l'utilisation de la carte bancaire: gestion des opérations générées par les cartes, gestion des automates de banque, systèmes de télécollecte et de gestion de terminaux de paiement électronique installés chez les commerçants.

Ce marché, très spécialisé, connaît à l'heure actuelle une véritable explosion liée à celle des cartes bancaires ou privatives. Exemple : SAMARA, logiciel de gestion des automates de banque que vient de concevoir l'atelier de génie logiciel du Crédit agricole de la Somme, s'est déjà vendu à une douzaine d'exemplaires au sein du groupe Crédit agricole comme à l'extérieur (Crédit mutuel de Bretagne, Banque populaire de Versailles).

RHONE-ALPES

Zone franche de Haute-Savoie

Michel Charasse, ministre francais délégué chargé du budget, et Bernard Pellerin, président du conseil général de Haute-Savoie (centre-est de la France), ont signé jeudi à Annecy la convention relative au régime économique applicable aux entreprises implantées dans la zoné franche de Haute-savoie, et, notamment, sur le site de l'International Business Park.

L'International Business Park, créé à Archamps (à 7 kilomètres de Genève), sur un site de 40 hectares entre Saint-Julien-en-Genevois et Annemasse, devrait générer deux mille cinq cents emplois d'ici à l'an 2000. Il entend être un pôle de développement d'activités tertiaires supérieures, d'activités de recherche

et de haute technologie.

La convention étaborée par la direction générale des donanes fixe les procédures et précise les avantages dont peuvent bénéficier les entreprises implantées sur le sitc. Elle est conforme aux dispositions communautaires et respecte le statut particulier des zones franches issues des traités de Paris en 1815 et de Turin en 1816.

L'administration des douanes a défini des règles propres à faciliter l'activité des entreprises qui s'installeront dans cette zone. La disposition la plus marquante est celle qui permet. l'importation de produits non communautaires en franchise de droits de douane pour autant qu'il sont utilisés dans la zone franche ou exportés hors de la CEE, précise le communiqué.

BRETAGNE

Vacances en trois langues

Le comité départemental du tourisme d'Ille-et-Vilaine vient d'éditer deux guides à l'intention des personnes envisageant de passer leurs vacances dans ce département. Le premier, actuellement unique en France, est un catalogue trilingue (français, anglais, allemand) de 84 pages, réalisé en quadrichromie et présentant de l'açon complète les gites ruraux, les chambres d'hôtes, les fermes-auberges et autres modes d'hébergement de tourisme rural. Il comprend également tous les autres produits touristiques comme les séjours en hôtel, en mobil-home, en roulotte, en house-boat, ainsi que de nombreux week-ends sportifs et de remise en forme en zone rurale comme sur la côte d'Emerande.

Le second, également réalisé en quadrichromie, est un guide du tourisme technique. Cette plaquette recense quelque soixante-dix entreprises d'Ille-et-Vilaine performantes dans distérents secteurs d'activités, comprend une présentation de chacune des entreprises et précise le contenu de la visite et les modalités d'accueil. Elle s'adresse en premier lieu aux professionnels, aux étudiants et aux touristes désireux de

découvrir la culture économique de ce département.

Les deux guides sont disponibles auprès du comité départemental du tourisme d'Ille-et-Vilaine, I, rue Martenot, 35000 Rennes. Tél.: 99-02-97-43.

ILE-DE-FRANCE

l 500 000 skieurs

Les habitants de l'Ile-de-France (Franciliens) et ceux de la région Rhône-Alpes sont les plus nombreux, chaque hiver, à rejoindre les stations de ski avec respectivement 1500 0000 et 650 000 personnes.

ment les plus élevés: 126 pour 1 000 habitants en Île-de-France et 123 pour 1 000 habitants en Rhône-Alpes, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CD1A). Ceux de Poitou-Charentes suivent de près (111 pour 1 000) et précèdent dans l'ordre Midi-Pyrénées (99). Procence-Côte-d'Azur (98) et Languedoc-Roussillon (96). En revanche, les habitants du Limousin vont peu aux sports d'hiver: à peine

Deux départements - la Savoie et la Haute-Savoie - accueillent

15 départs pour 1 000 personnes.

préfèrent les pentes neigeuses étrangères avec une prédilection pour la Suisse.

HAUTE-NORMANDIE

Les auteurs du pont

La partie en béton du pont de Normandie qui franchira l'estuaire de la Seine entre Le Havre (Seine-Maritime) et Honfleur (Calvados) sera construite par un groupement d'entreprises conduit par Bouygues et Campenon Bernard. Un groupement d'intérêt économique (GIE), baptisé Pont de Normandie, associant les deux sociétés a été mis sur pied pour réaliser ces travaux évalués à 550 millions de francs (hors taxes).

Concernant la partie métallique (350 millions de francs hors taxes), les travaux ont été confiés à la Compagnie française d'entreprises métalliques (CFEM). Cette société soustraitera une partie du marché auprès d'entreprises locales comme les Ate-

CORRESPONDANCE

Recherche d'emploi à Niort

Après l'article du Monde daté 8-9 janvier sur l'expérience pratiquée en Aquitaine pour l'insertion des jeunes selon les mêthodes canadiennes de recherche intensive d'emploi, je tiens à vous signaler que le lycée professionnel Thomas-Jean-Main de Niort, en collaboration avec l'ANPE locale, est le premier établissement scolaire à avoir mis en place un dispositif de ce type depuis avril 1988... A cet effet, une réunion tripartite éducation nationale-ANPE-employeurs fut faite avec le lycée pour motiver les partenaires utiles et lancer l'opération.

Ces sessions de recherche d'emploi, d'une durée de sept semaines, se succèdent depuis lors à raison de trois par an, et font appel à la méthode du « trèfle chanceux » initiée par le professeur québécois Jacques Limoges, venu personnellement à Niort en avril 1988 l'exposer.

Dépassant le système devenu classique des « techniques de recherche d'emploi », nous avons voulu impliquer stagiaires, chefs d'entreprise, responsables de formation, organismes publics en centrani la recherche sur la connaissance de soi-même et de ses potentialités, la proposition de services dans un besoin d'emploi choisi par le stagiaire lui-même. scion la voionté d'aller ou non audelà de sa localité de résidence. l'usage de tous les moyens modernes de communication mis à sa disposition par le lycée, et le soutien de trois professeurs et vacataires préalablement formés... Pour inciter davantage à une attitude volontariste des stagiaires, il a été, en outre, posé qu'ils ne seraient pas rémunérés durant le stage, ce qu'ils ont tou-jours parfaitement compris.

l'ajoute que, à l'issue de la session (juin 1988), 95 % des stagiaires ont trouvé un emploi, qu'ils occupent toujours à l'heure actuelle, soit six mois après.

M. GRÉGOIRE proviseur du lycée professionnel Thomas-Jean-Main de Niort.

LA VILLE BASSE RELIÉE A LA VILLE HAUTE

Un minimétro pour réveiller Laon

OINCÉE entre les métropoles de Lille, Reims et Paris, Laon, petite préfecture de l'Aisne (28 000 habitants), a longtemps vecu sur les lauriers de l'ancienne capitale de l'empire carolingien, à l'ombre de sa cathédrale, de ses 7 kilomètres de remparts, de ses petites rues ponces de façades et de monuments historiques. Les ravages des deux dernieres querres n'avaient rien arrangé (le Chemin des Dames est à 10 kilomètres), de sorte que la reconstruction des années 50 semble avoir épuisé les dernières forces de la cité. Economiquement, Laor se satisfaisait de ses deux ou trois gros employeurs historiques, et de garantie des quelques milliers d'emplois assurés par le tertiaire propre à toute préfecture.

propre a toute prefecture.

A sa décharge, la structure même de la ville constituait pour elle un handicap sérieux. « Laon, rappelle René Dosière, maire et député (PS), est en fait constituée de deux centres-villes : le gare en bas et la ville historique en haut. » Entre les deux. 100 mètres de dénivellation et des pentes fragiles pouvant atteindre 13 %. Ce qui faisair, sans doute, le plaisir des tounistes et qui avait à coup sûr protégé Laon de tout urbanisme développement.

developpement.
C'est alors, dans les années 70, que deux volontés se rencontrent.
Celle de l'Etat, qui souhaite mettre en œuvre des équipements de communication urbaine susceptibles d'être vendus à l'étranger (le TGV, le VAL, ARAMIS, tramways), et celle de la ville de Laon, confron-

tée à sa difficulté particulière de réunion des deux centres-villes.

« Or, continue René Dosière, le contexte laonnois, par son originalité, offrait le terrain idéal d'une intéressante expérimentation. Le dénivelé, la nécessité d'emprunter la ligne d'un ancien funiculaire avec son pont, son tunnel, ses courbes, l'obstacle d'un environnement à préserver, autant de contraintes qui, réunies sur 1500 mètres de parcours, présentaient toutes les conditions d'un proiet expérimental d'envergure. » L'Etat était prêt à assumer l'essentiel des dépenses, mais sous la condition expresse que la réalisation témoignerait d'une avancée technologique indiscutable.

Retards

C'est ainsi que l'idée du POMA 2000 (du nom de Pomagalski, le concepteur grenoblois du système) est née. On construirait un minimétro sur pneus qui relierait les deux centres. Entièrement automatisé, de la conduire des cabines à la fermeture des portes, le système propulserait une trentaine de personnes toutes les trois minutes. Toute l'innovation technologique résiderait dans la pince automatique qui, située sous chaque cabine, la libérarait ou l'arrimerait au câble conducteur, à la descente comme à la montée. Deux terminus et une station intermédiaire assureraient l'irrigation des quartiers.

Promise en 1983, puis en 1985, puis en 1988, l'ouverture au public a su lieu le 4 février. Entretemps, que de cauchemars ! Car difficultés techniques inhérentes à la mise au point d'un système aussi sophistiqué et original (les Japonais ont déjà acheté la licence de la pince) s'ajoutèrent bientôt celles d'une exploitation des travaux déficiente : « Nous ne pouvions prévoir, explique René Dosière, ni la cessation d'activités de Creusot-Loire-Entreprise en 1984-1985, ni le renoncement du repreneur, TECNIP, en 1985-1986. Nous avons ainsi perdu deux ou trois années sur le programme initial, car il fallait menei la conduite des travaux avec des équipes chaque fois démobili-Troisième entreprise à intervenir

sur le site, la Société genérale de gestion et d'entreprise aura été la bonne. Pendant toutes ces années, l'avenir de POMA et de Laon aura été suspandu à la détermination des bailleurs de fonds et des pouvoirs publics. Le principal, l'État, mais aussi la région, le département et la ville. Au total, de rallonge en rallonge, 165 millions de francs auront été investis dans l'opération, dont 135 pour le seul Etat français. Aujourd'hui, Laon est la plus petite ville de France à posséder « son » mêtro.

Réhabilitation

Une innovation en appelant une autre, Laon sera aussi, en juin, la seule ville de France à proposer un accès entièrement automatique de l'ensemble de ses structures de transport urbain : « Une carte

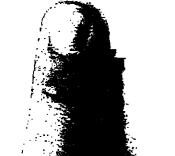
magnétique permettra en effet d'accèder indifféremment aux bus, au POMA et aux parkings de la ville, tous placés sous la gestion de la même entreprise. »

Par ailleurs, la ville a axé sur le seul POMA la redynamisation des différents quartiers. En bas, centralisé sur la station du POMA et la care SNCF. le réseau de bus se trouvera en connexion avec les autres moyens de transport urbain et avec le nouveau parking souterrain de trois cents places. En haut, vieille ville accélère son lifting. Rues piétonnes, nouveaux com-merces, réhabilitation de l'habitat, ménagement du syndicat d'initia tive dans un ancien hôtel-Dieu du XIII siècle, tenteront de faire oublier que l'assainissement n'a pas été mané avec toute la rigueur essaire, et que les eaux usagées mangent le plateau de l'inté-

Pressée par le temps, la ville a défini ses priorités. Fin mars, l'autoroute Calais-Reims sera achevée. Dès le printemps, des dizaines de milliers de touristes déferieront d'Angleterre, de Belgique, des Pays-Bas, du Nord-Pas-de-Calais, pour gagner l'Europe du Sud-Est en évitant Paris. Ils passeront par Laon et Laon veut être prête : « Avec la conctruction de trois nouveaux hôtels, nous aurons doublé en quelques mois la capacité hôtelière. » Or, après la cathérale, le POMA pourra constituer la reuvième strection les

J.-P. BIARROTTE-SORIN.





nature de leur détermination à empêcher une trop

forte poussée du billet vert, n'ont pourtant guère

convaincu les opérateurs qui tablent toujours sur

un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Économie

SOCIAL

PELEDE

177.

₹#**沙美**上海

 $r_1 \star \ldots$

17.2

1727

La fin du congrès de FO

M. Bergeron a manqué sa sortie

confédéral de FO; les quatre mille cinquante délégués out pa quitter le parc floral de Vincennes, le vendredi 3 février au soir, en emportant une médaille ou une assiette à l'effigie de M. André Bergeron. Mais ils ne savaient toujours pas à ce moment-là qui serait le troisième secrétaire général de FO et le successeur d'André Bergeron. Ni M. Marc Blondel ni M. Claude Pitous, les deux caudidats, ne s'étaient exprimés une scule fois devant les congressistes... Quant à M. Bergeron, il a raté sa sortie.

Pendant quatre jours, comme l'a confié une militante décue, on a assisté à « une bataille rangée entre deux clans - où les querelles de procédure ont gomme tout débat de fond. Comme l'affirmait le « blondéliste - Jacques Pé (défense nationale), il resterait, après l'élection du nouveau secrétaire général par le comité confédéral national (CFN), le samedi 4 février, à - partir sur de bonnes bases pour recomposer Force ouvrière ».

M. Bergeron, lui, a complètement manqué sa sortie. Le jour de l'ouverture, très ému, il avait achevé son discours au bord des larmes. Le 3 février, en prononçant brièvement le discours de clôture, il est apparu abattu, «un peu triste», comme il l'a confié lui-même, par la « lecon d'humilité » infligée par son mauvais quitus (63,5 %). Très digne jusqu'au bout, il a dù subir bien des intrigues et des coups bas. Les comportements les plus durs ., comme il l'a indiqué dans son « dernier salut », venant parfois de ceux-là mêmes pour qui il avait du batailler afin de les faire admettre à FO. Pensaient-ils aux trotskistes ou à ceux qui ont cruellement qualifié son long règne de « monar-chie » ? « Cela devient impossible », avait-il laché le le février devant la cournure endiablée des débats...

Aux termes de son ultime message « de paix et tolérance », de son dernier souhait de « voir FO continuer à se renforcer», M. Bergeron a cu droit à trois minutes d'applaudissements debout. Trois minutes pour vingt-cinq ans:...

M. Jacques Mairé, de l'union sations. Or plusieurs fédérations départementale (UD) de Paris, blondélistes auraient, selon eux. avait demandé la publication des votes des syndicats sur le rapport d'activité. Pour ce partisan de M. Pitous, il est clair qu'il y a eu des « manipulations » et que des syndicats qui devaient voter -pour - ont voté -contre - après consigne de leur fédération.

Effet boomerang

Les « pitonsiens » estimaient cependant que ce manvais score de M. Bergeron – du à plusieurs grosses fédérations «blondélistes» - pourrait avoir un «effet boomerang » en faveur de leur candidat, certains secrétaires d'UD se montrent déçus par le mauvais coup porté au secrétaire général sortant. Or, le 4 février, au CCN (trente-trois fédérations et cent trois UD) tout devait se jouer dans un mouchoir. A la veille de cette réunion. chacun des deux candidats s'était dit certain de l'emporter sans qu'il soit possible de faire part entre l'intoxication et le pointage fiable. Les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes devaient être tranchés par le CCN, tandis que les pitousiens » assuraient que, sur les quarante-cinq UD revendiquées par M. Blondel, huit avaient un secrétaire général bien décidé à voter pour M. Pitous...

Les batailles de procédure s'étaient poursuivies jusqu'au bout. « Je n'ai qu'un regret, déclarait pourtant M. Marcel Hupel (bâtiment), . blondéliste », c'est que pendant ce temps-là, M. Perigot rigole. Les «Blondélistes» continuaient à soutenir mordicus que les secrétaires d'UD et de fédérations ne peuvent choisir le secrétaire général qu'à partir d'un mandat impératif » de leurs instances. alors que les «pitousiens» estiment qu'ils sont seulement tenus de les consulter. Dans la résolution générale adoptée à l'unanimité, mais de manière expéditive et sans vote réel, il était stipulé que tous les militants étaient « des mandataires des organisations qu'ils représen-

Mais face à l'apparent avantage que le congrès semblait avoir donné à M. Blondel, les « pitonsiens » avaient contre-attaqué en faisant préciser que les UD et les fédérations devaient « remplir l'ensemble de leurs obligations statutaires, en

Dès le 3 février au matin, particulier celle relative aux cotiun retard de plusieurs années. L'empoignade s'annonçait d'autant plus sévère qu'une ultime passe d'armes sur le contrôle des votes par leurs mandataires (dans les instances fédérales et départementales) s'est soldée par un match nul. L'additif proposé en ce sens par M. Alexandre Hébert, anarchosyndicaliste de Loire-Atlantique, au nom de la « démocratie ouvrière », n'a été adopté qu'après avoir été amendé par le » pitousien » Gérard Clément (Drôme) de telle façon que plusieurs interprétations sont

Danger d'immobilisme

Au-delà du problème de la succession, le congrès aura confirmé que FO était guertée pour une lon-gue période par un sérieux danger d'immobilisme. La résolution générale et les treize résolutions sociales laissent une marge de manœuvre quasiment nulle pour d'éventuelles régociations demain. Le congrès a réaffirmé - sa détermination de combattre tout ce qui amputerait la notion d'ordre public et le droit du travail ». Les systèmes de rémunération individuelle et d'intéressement, les formes de travail précaire, les projets Jospin sur l'enseignement et même, dans la perspective de 1993, le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sont condamnés. Si « priorité absolue » est donnée à la . lutte pour l'emploi », le congrès redit que « le sinancement de la protection sociale doit être exclusivement fondé sur des cotisations constitutives du salaire différé ..

Un échange entre deux candidats au bureau confédéral illustre ce danger. « Je suis un archaïque et un conservateur parce que je défends les acquis », a proclamé le » blondéliste » Rémi Caillat (Ain). · A entendre certains, a répliqué le pitousine . Alain Kerbriand (agriculture), il ne faudrait plus rien signer. Je dis . danger .. Allons-nous rejoindre le terrain des jusqu'au-boutiste? »

MICHEL NOBLECOURT.

ETRANGER

WASHINGTON

La réunion du groupe des Sept à Washington

Routine et bonnes paroles

lronie du sort et du hasard des publications de statistiques : les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industriels qui participaient à l'exercice de banalisation des réunions du groupe des Sept, vendredi 3 février, à Washington, ont été contraints d'intervenir brutalement sur le marché des changes pour calmer le dollar. Ces interventions concertées, test grandeur

de notre correspondant

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrafait le minimum qu'on attendait d'eux, mais rien de plus. Ils ont parlé de fluctuation des monnaies, de taux d'intérêt, des déficits des uns et des excédents commerciaux des autres, et de la dette du tiers monde ; mais ils n'ont rien écrit (il n'y a pas eu de communiqué final), et - apparemment - rien

Cette réunion informelle du Groupe des sept avait été demandée par la France et l'Allemagne fédérale, et elle était en principe motivée par le désir de prendre connaissance des intentions de la nouvelle administration américaine. Sur ce point, les intéresses se sont déclarés tout à fait satisfaits des assurances qui leur ont été données. M. Bush, leur a-t-on expliqué, est « fermement déter-miné » à réduire substantiellement, c'est-à-dire au moins autant que l'exige la loi Gramm Rudman, le

déficit budgétaire des Etats-Unis. Aussi bien les Français que les Allemands et les Japonais ont semblé se satisfaire de cette assurance même si un commentaire un peu plus sceptique a êté enregistré du côté canadien. Les responsables américains ont aussi confirmé à leurs interlocuteurs que cet assainissement des finances fédérales devrait être obtenu par une réduction des dépenses, ce qui ne surprendra personne puisque M. Bush et ses collaborateurs n'ont pas cessé de le répéter publiquement depuis des

Pour le reste, il s'est agi, selon toute apparence, d'une réunion dont le caractère banal, routinier, a été volontairement souligné, manière de faire comprendre que la situation économique ne justifie ni inquiérude particulière ni décision spectacu-

Il avait même été convenu à l'avance, semble-t-il à l'instigation du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qu'on renoncerait à la tradition du communiqué Après s'être calmée, la devise américaine restait ferme en clôture à New-York, augurant de nouveaux mouvements sur les changes la semaine

commun, par lequel, depuis deux ans, les Sept affirmaient solennellement leur détermination à limiter les fluctutations da marché des

changes. Vendredi 3 février, alors même que les ministres et les directeurs des banques centrales se concertaient à Washington, le dollar a flambé à la suite de la publication du dernier indice du chomage américain : la création de plus de quatre cent mille emplois en un mois, associée à de très fortes commandes à l'industrie, confirme le très haut degré d'activité de l'économie américaine donc les risques d'inflation, et par là-même la possibilité de nouvelles hausses des taux d'intérêt.

C'était assez pour inciter les opérateurs à acheter du dollar, et les banques centrales à intervenir assez vigoureusement pour freiner le moument, mais pas assez pour inciter les ministres à sortir de leur tranquille murisme. M. Stoltenberg, le ministre des finances de la RFA, a simplement déclaré à l'issue de la réunion que la coopération en matière monétaire, telle au'elle avait été définie par les accords du Louvre, avait été couronnée de succès et devait être poursuivie.

Le ministre japonais, M. Muraya, s'est exprimé à peu près dans les mêmes termes, ajoutant que le dollar fluctuait - dans une marge acceptable - M. Bérégovoy - qui avait préféré rencontrer la presse avant même le début des entretiens de vendredi -, a rappelé que les Sept souhaitaient la stabilité du

Sérénité sur les taux

A propos de la hausse des taux d'intérêt, les participants ont paru vouloir afficher une certaine sérénité, MM Bérégovoy et Stoltenberg soulignant l'un et autre devant la presse que les taux à long terme restaient épargnés par les tensions actuelles. Les excédents commer-ciaux ont bien sûr aussi été évoqués. Après les entretiens, M. Stoltenberg a expliqué que, pour l'Allemagne, le problème se posait essentiellement dans ses échanges avec ses parte-naires européens, ses excédents avec

REPÈRES

les Etats-Unis ayant été sensiblement réduits, tandis que son déficit s'était accru avec le tiers-monde.

Les ministres se sont aussi penchés, comme prévu, sur le problème de la dette, et particulièrement de la dette des pays dits à revenus moyens - comme ceux d'Amérique latine. Mais on en est resté à un stade exploratoire : les Américains sembient reconnaître que le plan Baker ne peut apporter, tel quel, de soulagement suffisant aux pays concernés, et cherchent les moyens de l'aménager.

De leur côté, les Français proposent une solution qui suppose la création d'un fonds de garantie du paiement des intérêts des nouveaux emorunts, fonds qui serait alimenté par des droits de lirage spéciaux. Les Japonais ont imaginé de leur côté leur propre solution, qui suppose un effort plus grand de la part des pays débiteurs eux-mêmes, supposés alimenter un fonds de garantie. M. Bérégovoy n'a pas caché qu'il trouvait ce plan japonais . 1rès

compliqué ». Ces différentes possibilités ont été évoquées, mais on est encore loin d'un accord : on tentera d'y parvenir, ou du moins de s'en rapprocher, lors de la prochaine réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international, début avril, de manière que l'accord éventuel puisse être formalisé à l'occasion du sommet des pays industrialisés prévu pour le 14 juillet à Paris.

Entre leurs deux séances d'entretiens de vendredi, les ministres des finances ont, naturellement. déjeuné, et ce déjeuner a été occasion d'une petite surprise : le premier ministre japonais, M. Take-shita, qui achevait une visite à Washington, et M. James Baker, désormais secrétaire d'état dans la nouvelle admnistration, out - passé la porte » pour saluer leurs « anciens collègues » (l'un et l'autre ont été ministres des finances). M. Baker a aussi prouvé qu'il ne se désintéressait nullement de son ancien domaine de compétences en s'entretenant jeudi avec des ministres qui devaient participer à la réunion. notamment M. Bérégovoy.

JAN KRAUZE.

ENERGIE

Le Venezuela change sa politique pétrolière

Le nouveau ministre du pétrole Nynas (Suisse), Citgo, Champlin et énézuélien, M. Celestino Armas, Unocal (Etats-Unis). venezuelien, M. Celestino Armas, estime, tout comme le président Perez, que le monopole pétrolier vénézuélien PDVSA doit cesser ses participations dans des raffineries à

lancé dans cette politique, en s'associant dans des complexes pétroliers et des réseaux de distribution à part égale avec des entreprises étrangères, notamment Veba Oel (RFA),

Grâce à ces alliances, PDVSA avait assuré la vente de 600 000 barils par jour sur un total de 1,5 million de barils par jour exportés, et comptait poursuivre Depuis 1983, PDVSA s'était de 700 000 barils par jour.

MM. Perez et Armas ont cependant déclaré préférer des alliances pour développer des raffineries et des complexes petrochimiques à l'intérieur du Venezuela. - (AFP.»

EN BREF

 Une mission sur le consumérisme. - M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé à M. Dominique Brault des propositions sur les aspects institutionnels et financiers des réformes souhaitables pour le mouvement consumériste en France dans la perspective du grand marché europeen. Les organisations nationales de consommateurs avaient souhaité procéder à une réflexion d'ensemble sur les moyens propres de renforcer la représentation des consommateurs et la défense de leurs intérêts collectifs, indique le secrétaire d'Etat. M. Dominique Brault, cinquante-trois ans, actuellement

contrôleur de l'État auprès de l'Office national de la navigation, a été pendant plusieurs années sous-directeur

■ RECTIFICATIF. - Dans notre article sur le différend CEE/Pays-Bas, à propos de la voiture propre (le Monde du 3 février), il fallait lire que la Commission européenne, après s'être « heurtée à une fin de non-recevoir » avait mis à exécution menaces de « procédure » (et non de procès) et que les Pays-Bas r contestant (et non pas : comp-taient) favoriser les constructeurs allemands par rapport à leurs homologues italiens et surtout français. »

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, paste 4330

AFFAIRES

Le président de MBB (aéronautique) critique Daimler-Benz

M. Hanns Arnt Vogels, président du directoire de l'avionneur Messerschmitt-Blohm (MBB), a émis, pour la première fois, de sérieuses réserves à l'entrée de Daimler-Benz dans le capital de sa société. Il y a moins de six mois, M. Arnt Vogels s'était déclaré « heureux et honoré » par l'intérêt que Daimier-Benz, premier groupe industriel de la RFA, portait à sa société, qui était à la recherche d'un partenaire. Depuis, Daimler-Benz a concrétisé son projet et va reprendre dans un premier temps 20 %, puis plus de 50 % du capital de MBB.

Dans le dernier numéro du journal d'entreprise, MBB actuel M. Arnt Vogels demande que MBB sort correctement représenté dans le futur nouveau complexe industriel. Il faut, écrit-il, que les compétences scient nettement définies entre Dor-nier et AEG (deux filiales de Daimler-Benz) et MBB, et il se prononce en faveur d'une coopération accrue avec l'Aérospatiale française.

En début de semaine, des ruments non confirmées avaient cir culé sur un départ prématuré de M. Arnt Vogels, décidé dans le cadre de la réorganisation du

Matra se désengage de Matra Datasystème

Le groupe Matra a annoacé jeudi 2 février qu'il allait cesser les acti-vités de sa filiale Matra Datasystème dans le cadre de la réorganisa-tion de ses activités informatiques. La maintenance et le support techni-ques des installations réalisées par cette firme seront assurés par Tho-mainfor, filiale de Thomson CSF.

Matra gardera ses activités de ter-minaux spécialisés de type PMU. Créé en 1984, Matra Datasystème a enregistré des pertes en 1988 pour un chiffre d'affaires en forte baisse à 320 millions de francs contre 500 millions de francs en 1987.

Etats-unis

Forte poussée des créations d'emplois...

Le chômage a atteint 5,4 % en janvier, contre 5,3 % le mois précé-dent, a annoncé, le 3 février, le département américain du travail. Plus que cette remontée marginale, due à un accroissement du nombre des demandeurs d'emploi, c'est le chiffre impressionnant des nouveaux postes qui a retenu l'attention : 440 000, soit nettement plus que la moyenne mensuelle de 250 000 enregistrés depuis l'été.

Nouvel aroument your ceux qui craignent une surchauffe et ses conséquences inflationnistes aux Etats-Unis, cette poussée s'explique largement par des températures clémentes et la création de 102 000 emplois dans la construction, un chiffre inhabituel.

Les services restent les plus dynamigues avec 260 000 nouveaux postes, soit 30 000 de plus qu'en novembre. Mais l'industrie n'est pas en reste avec 45 000 emplois nou-veaux en janvier, comme 44 000 le mois précédent.

... et des commandes industrielles

Les commandes à l'industrie américaine ont progressé, en données corrigées des variations saisonnières. de 4,1 % en décembre, annonce le département du commerce

Cette hausse retient d'autant plus l'attention que, en dehors des com-mandes militaires, toujours volatiles, elle représente 3,6 %, contre 1,6 % en novembre.

Les commandes de biens durables ont progressé de 6.4 %, contre 0,2 % le mois précédent.

Japon

Recul de l'excédent des comptes courants

L'excédent japonais de la balance des comptes courants a reculé de 8,7 % en 1988 pour s'inscrire à 79,49 milliards de dollars (500 milliards de francs), a annoncé, le 3 février, le ministère des finances. Libellées en dollars, les exportations ont augmenté de 15,6 % et les importations de 28,5 %, portant le surplus de la balance commerciale du Japon à 94,79 milliards de dollars, une diminution de 1,7 % par rapport

Ces chiffres encourageants sont contrebalancés par les résultats de décembre. Durant le demier mois de 1988, l'excédent commercial s'est inscrit, en données corrigée des variations seisonnières, à 8.46 milliards de dollars contre 8.16 milliards en novembre.

Les exportations ont augmenté de près de 2 milliards de dollars et les

Chômage au plus bas depuis six ans

portations de 1,7 milliard.

En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chô-mage s'est inscrit à 2,3 % en décembre au Japon, son niveau le plus bas depuis sout 1982, indiquent les autorités nipponnes.

En moyenne, le nombre des sansemploi a atteint 2.5 % de la population active en 1988, contre 2,8 % en 1987, la plus vive contraction

Union soviétique

Directives contre l'inflation

depuis 1983.

Le gouvernement soviétique a adopté un ensemble de directives.

rendues publiques vendredi 3 février par l'agence Tass, afin de tenter d enrayer la hausse des prix qui s'est accélérée avec la plus grande autonomie de gestion accordée aux entreprises. Les autorités locales se voient enjoindre de mettre fin aux augmentations ne correspondant pas à une meilleure qualité. Les relèvements de prix ne pourront excéder 15 % sur un ou deux ans pour toute une série de biens, de telles majora-tions étant exclues lorsqu'il s'agit de produits destinés aux enfants et aux personnes ágées. Des directives jugées bien vagues par les experts occidentaux s'il s'agit de freiner vraiment une inflation qu'ils évaluent entre 6 % et 8 %.

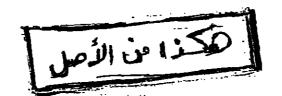
Allemagne fédérale Hausse de la production industrielle...

La production industrielle ouestallemande a progresse de 0,5 % en décembre en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé le ministère de l'économie. Compte tenu d'une révision en hausse des premières estimations de novembre, l'indice a progressé, en rythme annuel, de 4 % au cours des deux derniers mois de 1988. Cette évaluation sur deux mois fait apparaître une forte croissance de la production de biens de base et de produits demifinis de 8 %.

... et du chômage saisonnier

Pour des raisons saisonnières, le nombre de chômeurs officiellement enregistrés en Allemagne fédérale a augmenté de 6,5 % en janvier par rapport au mois précédent, pour atteinere 2,33 millions de personnes, annonce l'Office fédéral du travail de Nuremberg. En données brutes, le taux de chômage s'établit à 8,1 %, contre 7,6 % en décembre, mais 8,8 % en janvier 1988. Selon le président de l'Office, M. Heinrich Franke, la forte croissance en 1988. due en partie à des conditions climatiques très favorables à la construction, a, au total, permis de réduire de 7,3 % le nombre des chômeurs entre janvier 1988 et janvier 1989.





Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

USQU'A vendredi, rieu ne semblait pouvoir ternir l'éclat des lampions de la fête allumés depuis main-tenant sept semaines. Mais le feu d'artifice espéré par beaucoup lors de la dernière séance n'a pas été tiré : l'indice CAC n'a pas battu son niveau historique de 460,4 atteint le 26 mars 1987. Le frôlant de moins de 0,7%, il a clôturé le 3 février à 457.1. « Y a du record dans l'air» entendait-on derrière les colonnes du palais Brongniart au terme de cinq journées qui ont impressionné par leur bonne tenue. Même si en définitive la progression n'a été que de 0.35% (contre 3% la semaine précédente), le volume d'activité a été la plupart du temps souteau, atteignant jeudi les 3.3 milliards de francs sur le marché à règlement

Une performance plutôt encourageante dans une phase dite de consolidation qui doit permettre au marché de reprendre son souffle après la vigoureuse reprise de plus de 13% amorcée depuis la mi-décembre.

Durant une grande partie de la semaine, peu de phénomènes extérieurs ont pesé sur la tendance, que ce soit la perspective de la réunion du groupe des Sept à Washington ou les risques de tension à la hausse des taux d'intérêt. Seule, sendredi. la publication des statistiques américaines du chômage et des commandes industrielles a jeté momentanément un froid. Au travers de ces données, on entrevoit une possible résurgence de l'inflation et donc la mise en œuvre d'une politique de resserrement du crédit.

Sur le plan intérieur, la situation sociale, avec les grèves de lundi après-midi et de mercredi toute la journée, n'a pas trop affecté le moral des investisseurs. Elle les a incités toutefois à plus de prudence. Quant aux « affaires », elles ont été suivies avec plus d'intérêt que de crainte. Ainsi, l'action Pechiney a poursuivi son redressement spectaculaire alors que la COB se préparait à rendre publique, mardi, son enquête sur le rachat d'American Can. Les propos véhéments des dirigeants du producteur m mettant leur société en dehors de « toute magouille - ont porté leurs fruits. Quant à l'action Société générale, elle s'est un peu dépréciée jeudi après l'annouce du lancement d'une recherche, par les « gendarmes » de la tour Mirabeau, d'éventuels initiés. Mais le recui du titre restait modéré, en raison peut-être de la fermeté du marché observée en permanence.

Lundi, la pesanteur due aux arrêts de travail a ralenti l'activité des investisseurs étrangers, et l'indicateur instantané, après avoir perdu jusqu'à 0,7%, revenait à 0.58%. Même scénario le lendemain (- 0,64%) avec, pour consigne générale, « Wait and see ». Paradoxalement, la jour-née de mercredi, où un mot d'ordre de grève bloquait les cotations à la criée, mais pas celles effectuées par l'inter-médiaire des terminaux d'ordinateurs, fut le théâtre d'une

Ho! hisse!

légère reprise. Bénéficiant de la fermeté de Wall Street et malgré certaines perturbations dues aux arrêts de travail, la séance se soldait sur un gain de 0,36 %.

Jeudi restera la meilleure journée (+ 1,05%) avec un niveau record d'activité. Sur le MONEP (marché des options négociables sur actions de Paris), 34866 lots out optons negociaires sur actuals de Paris), 2000 lois dit été échangés, ce qui représente la meilleure performance depuis le 7 juin 1988 avec 26611 lots. Poursuivant sur son élan et stimulée par la possibilité de rejoindre son plus baut niveau historique, la Bourse s'appréciait de 0,8% vendredi en début d'après-midi. La publication des données écono-miques américaines cassait le mouvement, mais après un passage à vide, l'indice tombant en dessous de 0,2%, un regain d'activité permettait de terminer la journée sur une hausse de 0,4%.

La semaine aura essentiellement été dominée par deux secteurs d'activité : l'automobile et la communication, sans parier de la performance saisissante d'Eurotumei (voir

Vedettes: l'automobile et la communication

Une réunion d'analystes financiers, mercredi, aura suffi à créer l'événement autour de Peugeot, entraîment des révisions à la hausse des prévisions de bénéfice. L'effet positif sera quasi immédiat sur l'action. Cette progression fondée des cours ne s'applique pas pour les deux autres vedettes. Valeo et Michelia. La première profitera de rumeurs et l'autre de fausses statistiques... Des bruits persistants évoquaient un désengagement de CERUS, de l'équipementier automobile, entrainant une flambée de l'action jeudi. « Il ne rentre aucunement dans nos intentions de céder tout on partie de notre participation dans Valeo dont nous restous, conformément à ce qui a été déclaré en 1986, l'opérateur industriel», affirmait ven-dredi matin un des représentants de CERUS pour mettre un terme aux spéculations.

Plus surprenante, l'effervescence observée autour de Michelin. Elle serait due à une erreur. Vendredi, un comnuniqué laconique du service des statistiques de la Société des Bourses françaises (SFB) indiquait que le volume des échanges de titres de la firme de Clermont-Ferrand avait été gonflé de cinq millions d'actions pour chacune des journées du 30 et du 31 janvier... Or c'est justement sur

Diff.

8.90

+ 102

3-2-89

2 860

228

3 945 138,90

1 803 242

Cours 27-1-89

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

230,50 + 6,50 1035 + 40

Cours 3-2-89

80 600 80 400

461

аф. (F)

1 356 382 200

729 060 473

686 800 104 501 928 903

442 548 364 329 041 876

259 112 625 257 078 288 248 129 429

Matériel électrique

services publics

Alsthorn

CSEE (ex-Signaux) Générale des Eaux

IBM

Legrand (1) Leroy-Somer

Moulinex PM Labinal

(1) Compos de 19 F.

Or fin (kilo en barre) . — (kilo en lingot) . Vièce française (20 fr.)

uisse (20 fr.) rtine (20 fr.)

5 dellar

5 roubles

Pengent SA Gr. de la Cité

Elf-Aquitaine
Socz Finan
CGE
Lafary Coppfe
BSN

Alisthom Rhëne P. cert.

Ces pièces d'or ne sont cotées ence bébécmedaire sanciémentaire.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

8 463 510

11 343 824

753 241 803 887

488 100 412 264

Thomson-CSF

Leroy-Somer Lyonnaise des Eaux .

Semaine du 30 janvier au 3 février

cette augmentation anormale des transactions en début de semaine que de nombreux investisseurs s'étaient portés acquéreurs de Bibendum, espérant une information impor-

La communication était également à l'honneur, dopée par l'accord signé par l'allemand Bertelsmann et Canal Plus pour la création d'une chaîne privée cryptée en RFA. La firme de M. Rousselet entraînait dans son sillage Havas et Eurocon

Pour une fois, les OPA n'out pas tenn le haut du pavé. Toutefois, la forte progression des cours d'Olipar a fait surgir les hypothèses les plus diverses. Cette firme, plus connue sous son ancienne appellation Olida Caby. envisagerait-elle de céder une partie de son parc immobi lier hu permettant d'engranger de notables plus-vaines, ou ferait-elle l'objet d'un raid boursier ? Cette dernière question, le président des Grands Moulins de Paris, M. Jean-Louis Vilgrain, se la pose vraiment, mais pour sa société. L'évolution brutale des cours de sa firme, cotée sur le marché au comptant, l'a poussé à rencontrer, vendredi après-midi, des responsables de la COB. Le titre ferait l'objet d'un ramassage en Bourse depuis plusieurs semaines par une « main non identifiée ».

A l'image de l'évolution de la semaine, le conflit social semble s'être détendu. Jendi, une réunion a permis de débloquer un peu les différends portant sur la révision des salaires du personnel de la Bourse et les suppressions d'emplois. L'organisation patronale a donné une répouse favorable sur la responsabilité financière de la Société des Bourses françaises dans le financement des indemnités de licenciement. Les syndicats out accueilli avec satisfaction cette proposition, et les discussions devraient reprendre jeudi 9 février. D'ici là, une assemblée générale du personnel sera réunie.

Même si les discussions se débioquent, les séquelles des res successives sout importantes. Suivies par environ 20 % des six mille salariés travaillant en Bourse, ces grèves rendent encore difficile l'obtention de données statistiques indispensables aux opérateurs, comme le détail des échanges sur les valeurs cotées, ou encore la position de place... Les erreurs risquent d'être nombreuses, entraînant une nouvelle augmentation des suspens, ces l'ameuses tran-sactions effectuées et dont on ne commaît ni l'acquéreur ni le vendeur, fante de traces. Déjà, depuis plusieurs mois, les sociétés de Bourse et les banques déploient d'importants efforts pour rédaire leurs suspens révélés par le krach. A peine sur le point d'aboutir, il leur faut se plonger dans un ouveau casse-tête chinois... et onéreux.

DOMINIQUE GALLOIS.

Filatures, textiles, magasins			Bâtiment, travaux publics				
	3-2-89	Diff.		3-2-89	Diff.		
Agache (Fin.) BHV CFAO Damart-Serviposte DMC Galeries Lafayette La Redoute Nouvelles Galeries Printemps Roudier SCOA	1 600 540 2 025 3 235 539 1 315 3 410 608 627 200 64	- 51 - 26 - 97 - 85 + 10 - 25 - 35 - 17 - 20 + 6	Auxil. d'entr. Bouygues Ciments Français Dunnez GTM J. Lefebvre Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson SCREG SGE-SB	955 632 1 350 887 1 221 1 205 1 588 89 650 735 211,30	- 11 - 50 - 50 - 63 + 63 + 2 + 58 - 10 - 5 + 19,20		

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 3 février 1989

COURS	ÉCHÉANCES							
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	D&c. 89				
Premier	-	-						
+ haut	107,16	106,68	106,80	106,38				
+ bas	106,88	196,42	106,72	106,38				
Dernier	107,08	106,56	106,74	106,38				
Compensation	107,08	106,58	106,74	106,38				

Comparaisons internationales mensuelles des principales places boursières

Pays	1988 E	/E 1989 E	Rendement 1988	ladice an 24/1	Var. indice depais le 27/12
			%		%
FRANCE	15,6	14	2,7	440 (CAC)	+ 6,6
ETATS-UNIS	12,5	11.8	3,5	2 256 (Dow Jones)	+ 4,3
JAPON	71	67	9,5	31 512 (Nikkel)	+4,9
GRANDE-BRETAGNE	11,6	16,5	ZI	1 581 (FT-SE)	+9,3
RFA	16	14.7	2,7	557 (FAZ)	+8,6
PAYS-BAS	11,3	10,2	6,5	384 (ANP-CBS)	+61
SUISSE	14,7	13,3	1,4	627 (Swise Bank)	+49
ITALIE	11,3	8,6	3,2	694 (Comit)	+2,2
ESPAGNE	14,7	11,9	3,6	278 (Madrid SE)	+1,6
EUROPE	14,2	13,1	3,3		6 I

Les cours des actions correspondent à la date de la derpière liquidation de la Bourse de Paris. - P/E : cours de l'action au 22/11/88 sur bénéfice par action 1988 et 1989 estimé.

ent 1988 E : rendement moyen sur le dividende 1988. Europe : moyenne des différentes places européennes.

Sources: Euro Equities fournit les données historiques et les prévisions sur l'Europe. Detroyat Associés fournit les données historiques et les prévisions sur la France, les États-Unis et le Japon.

_ {	30 janv.	31 janv.	_	l≃ fév.	١.	2 fév:	1	3 fév.
INDICE	S QUOTI	DIENS (IN	Sign	base 10	6, 3	I décem	bro	1987)
Françaises.	107,8	107	ı	107,2	Ì	108,6	ļ	
Étrangères.	nc	108,2	1	grève	ì	109	Ì	_
	SOCIÉTÍ	DES BO	URS	ES FR	AN	CAISES	•	
_	(ba	ise 100, 31	déc	embre 1	987	י		
Tendance .	106,9	106,1	1	107,6	Į	107,6	1	108,1
	(b	ase 100, 31	déc	embre 19	781)	+		
Indice gén. !	453	1 448,7	1	449	ĺ	451,7	ŧ	457,1
		se 1000, 3						
Indice CAC 40.	1 677,32	1 654,99	1	657,69	1	683,26	Į	1 693,25
	OMF	(base 100,	31 6	lécembr	e 19	981)		
Indice OMF 50.	464,36	460,50	1	462,02	1	471,43	1	473,82

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Pause

La tendance a évolué en dents de scie dans un marché demeuré ferme et actif. L'indice Dow Jones a fluctué étroite-ment à la hausse et à la baisse pour ter-ment a la hausse et à la baisse pour terminer la semaine sur un gain de 8,39 points par rapport au vendredi 27 janvier. Selon les analystes, la résistance du marché a été en grande partie aidée par les abondames liquidités dont disposent les investisseurs institutionnels qui profitent de toute correction pour regarnir leurs porteseuilles. La sermeté du dollar continue par ailleurs à attirer du dollar commue par ameurs à atmet les investisseurs étrangers vers Wall Street. Après quelques tassements lundi, le marché est reparti de l'avant mardi, les investisseurs ignorant une nouvelle mise en garde du président de la Réserve fédérale sur les risques d'une la Reserve recerate sur les inspects de la relance de l'inflation. Les prises de bénéfices ont ensuite freiné la progres-sion de l'indice jusqu'à la fin de la semaine dans l'attente de la publication semame cans l'attente de la publication des chiffres du chômage. Vendredi, après avoir fluctué dans une fourchette de 7 points de hansse et 10 points de hansse, l'indice Dow Jones clôturait sur propiet de 7 capitale 3 222 266. un repli de 2,5 points à 2331,25.

	Conts 27 janv.	Cours 3 fév.
Alcoa ATT Bozing	63 1/2 31 1/2 63 1/8	63 1/2 32 63 5/8
Chase Man. Bank Du Pont de Nemours Eastman Kodak	31 3/8 190 1/2 48 5/8	31 1/2 101 1/8 48 1/8
Exxon Ford General Electric	46 52 1/2 47 7/8	457/8 545/8 473/4
General Motors Goodycar	91 3/8 49	89 1/4 50 5/8
TRM	127 54 7/8 48 3/8	127 1/2 54 3/8 47 3/8
Prizer	57 1/4 35 1/2 54 1/2	58 36 3/4 49 5/8
UAL Corp. (ex-Allegis) . Union Carbide USX	117 1/2 27 7/8 32	123 5/8 27 7/8 31 3/4
Westinghouse Xerox Corp	55 5/8 62 3/4	567/8 653/8

· 1970年出上的基础

LONDRES

An-dessus du « lundi poir »

La Bourse a poursuivi sur sa lancée cette semaine, tant et si bien que, ven-dredi, l'indice Foorsie à la clôture atteignuit les 2069,9 points dépassant de 17,6 points le niveau arteint au soir du terrible lundi 19 octobre 1987. Ce jourlà, le krach faisait chuter le baromètre londonien de 249,6 points. Il tombait ainsi de 2 301, 9 à 2 052,3... Le mouvement de hausse depuis le début de fait de la City la place la plus perfor-mante actuellement. Le marché aura de dominé cette semaine par le feu vert du gouvernement à l'OPA record de 2,9 milliards de livres (31 milliards de francs) de Minorco sur Consolidated

Indices < FI > du 3 février :
100 valeurs, 2 069,9 (contre 2 005,9);
30 valeurs 1 689 (contre 1 641,1);
fonds d'Etat, 88,92 (contre 88,78);
mines d'or, 166,9 (contre 173,9).

	Cours 27 janv.	Cours 3 fév.
Beecham Bowater BP Charter Countanids De Beers (*) Free Gold (*) Glaxo GUS KCI Renters Shell Unilever Vickers War Loan	533 453 272 1/2 477 302 1/2 12 1/8 7 11/16 11 47/64 16 5/38 618 366 1/2 536 178 48	566 461 276 495 318 11 7/8 7 8/16 12 35/64 16 5/32 11 63/64 619 377 538 186 1/2 40 1/8
(°) Endolls	YS.	

FRANCFORT

La tendance s'est assombrie cette semaine suite à une série de facteurs négatifs dont principalement les incerti-tudes concernant l'évolution monétaire. Indice de la Commerzbank du février: 1670.7 (contre l 686.4).

Assombrissement

3 1641 ter . 1 010,7 (C	MITC I 40	U,T).
	Cours 27 janv.	Cours 3 fév.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Maunesman Siemens Volkswagen	198,20 291,90 397,29 252,89 537 307,90 445 215,50 538,40 323,50	195 288 302,70 245,50 527,50 302,50 440,50 214,50 524,50 321

TOKYO Nouveaux records

La semaine s'est achevée sur un nou-veau record, vendredi, au Kabato-Cho et l'activité a encore augmenté avec plus de 1,5 miliard de titres échangés. Dans le cadre des mesures prises par le gou-vernement japonais pour réduire le temps de travail, il a été décidé que tous les ministères, les humenrs mblies et le les ministères, les bureaux publics et la Bourse semut dorénavant fermés tous

Indices du 3 février : Nikket, 31685,78 (contre 31679,07) ; Général, 2478,12 (contre 2465,62).

	27 janv.	Coms 3 fév.
Alai	727	726
Bridgestone	1 450	1 440
Canon	1 500	1 510
Fuji Bank	3 790	3 590
Honda Motors	2 150	2 160
Matsashita Electric	2 430	2 480
Minubishi Heavy	1 180	1 170
Sony Corp.	7 240	7 060
Toyota Motors	2 600	2 579

Banques, assurances sociétés d'investissement

	3-2-89	Diff		
Henin (La) Imm. PtMonecau Locafrance Locindus Midi Midland Bank O F P Paris. de récse Prétabail Schneider Société générale	314 551 655 932 1 312 1 750 1 359 465 820 1 660 224_58 1 460 442 1 040 691 483	Diff. + 4 - 15 + 70 + 12 - 10 - 4 + 5 - 45 - 45 - 45 - 45 - 45 - 10 - 4 + 5 - 31 + 4 + 4 + 5 - 10 - 4 + 16 - 10 - 4 - 10 -	F F S S S S V	
Suez (Cie Fin.) UCB Mines, caoutch	338 195 10UC.	+ 16	A	
manes, cuoncinone,				

outre-mer

	3-2-89	Diff.
Géophysique	585	- 35
Imétal	363	+ 34
Michelin	209,20	+ 12,20
Métaleurop	141,80	+ 16,80
RTZ	58,40	+ 4,55
ZC1	2,64	- 0,93

Produits chimiques

	3-2-89	Diff.
Inst. Mérieux		+ 250
Labo. Bell		+ 39
Roussel Uc	1715	+ 135
BASF	991	+ 8
Bayer	1 047	+ 19
Hoechst		– 18
Imp. Chemic	133.50	+ 8.60
Norsk Hydro		- 2

Métallurgie construction mécanique

Ł.	3-2-89	Diff.
FACOM	358,90 720 1 685 1 320 288 430 412,50 1 575 1 580 306 979 669 353	- 5,10 + 73 - 0,15 - 68 + 23 - 12 - 5,40 + 138 - 6 - 10 + 27 - 71

Mines d'or, diamants

	3-2-89	Diff.
Anglo-American Amgold Buf. Gold M. De Beers Drief. Cons. Gencor Gold Field Harmony Randfortein Saint-Helena Western Deep	113,60 424,50 87 74,70 56,50 112,50 157,50 37,05 381,04 46,80 173,50	- 17,50 - 3,10 - 2,30 - 2,30 - 2,60 + 16,20 - 2,70

(1) Coupon de 8,96 F.

Pétroles

	3-2-89	Diff.
Elf-Aquitaine Esso Exton Petrofina B. P. France Primagaz Raffinage Royal Dutch	423 349 292 2 250 89,90 717 112,59	- 18,50 - 11,20 + 4,50 - 26 + 0,90 + 2 + 2 + 3
Sogerap	365 413	- 10 - 10

L'Eurotunnel s'envole

Après avoir refait surface vers la fin de l'année demière, le cours de l'action Eurotunnel vient de s'envoler littéralement, progressant de plus de 30 % en neuf séances, dont 10 % pour celle du vendredi 3 février, le tout avec un volume quotidien de transactions de l'ordre de 2 millions de titres. Emise à 35 F en novembre 1987, l'action Eurotunnel avait commencé par chuter à 22 F et ne retrouvait son cours nominal qu'à l'automne 1988, après une pointe fugitive en juillet de la même année, avant de s'engager sur une pente haussière qui le porta à 47 F début décembre, puis à 64 F le 20 janvier 1989, avant la poussée de ces derniers

Plusieurs rumeurs ont circulé. notamment celle selon laquelle les « Anglais achetaient ». C'est bien vrai, car ils commencent à croire à l'Eurotunnel après l'avoir « snobé » au départ. Mais, plus sûrement, les achats (3 % à 4 % du capital) ont trouvé un aliment dans la point sur l'avancement du forage, diffusé le 1ª février par la société Eurotunnel. Apparemment, les choses vont mieux qu'au mois de décembre lorsque les présidents des cinq entreprises de travaux publics qui forent le tunnel se défendaient d'être responsables du retard de

e cinq à six mois » accumulé dans tant qu'ils « feraient tout pour rattraper leur retard ».

A l'heure actuelle, ce retard est précisément en passe d'être rattrapé, le tunnelier britannique qui fore le tunnel de service sous la mer ayant dépassé le cinquième kilomètre en direction de la France, et le tunnelier français étant entré dans des terrains moins difficiles : un sixième des trente-huit kilomètres du tunnel de service sous la mer se trouve déià percé.

Du coup, la société Eurotunnel qui, au dernier trimestre 1988, infligeait des pénalités pour retard aux constructeurs, tient maintenant à les « féliciter », essurant que « les progrès les plus récents dans les cadences de forage nous rendent plus confiants dans le respect du calendrier de la première jonction tranco-anglaise dans le tunnel de

service, à la fin de 1990. » Pour le moment, donc, l'hartenaires, et la capitalistion bour-sière d'Eurotunnel atteint 28 milliards de francs, déjà au dixieme rang français, en atten-

F. R.

(*) Du 27 janvier au 2 février inches. LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valours	Hausse K	Valeurs	Baisse %
anotunnel detalomop IV Dassault TIM Entrep Lebon Cie pine Batignolles EB romodes Listion metal engeot SA VMH-M Vair. tossUsaf Ord idli Bank SA	+ 15.1 + 12.5 + 12.2 + 11.1 + 10.6 + 10.3 + 10.3 + 9.9 + 9.9 + 8.3 + 7.9	Herviller D.H.F. Et. part. Etyade lawest. Metrol. Inter StHonoré Mat. Locassie. Biscains Poult. GEP-Gr. Pasq. Fabr. de sance Goerbet. SA. Int. Métasi Serv. Edit. Belfond Frésence Assur. SECAP	- 11.9 - 9.0 - 2.5 - 5.8 - 5.8 - 4.8 - 4.7 - 4.5

Crédits, changes, grands marchés

BOURSES ETRANGÈRES

The state of the s

44 14 7 ...

49. P. F.

Kilom 11. Na katalia

M. . .

A Special Co.

يعيرون وفوالها

m (~

44

Bur bertatte in and me

Control Services

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

المراجع المراجع المستقل المراجع المراجع المستقل المستقل المراجع المراجع المستقل المراجع المستقل المراجع الم

Coup d'arrêt aux emprunts espagnols à l'étranger

Les promesses de la semaine précédente ont été tenues dans le compartiment des euro-émissions en dollars où une activité primaire intense a fait apparaître deux grandes catégories d'émissions. Celles d'une durée ferme, connue d'avance, dont le placement s'effectue sur une base très large, et celles dont les emprunteurs se sont ménagé une possibilité de sortie et qui ne trouvent preneurs qu'auprès d'un réseau de prêteurs bien délimité au Japon.

Ces derniers sont apparemme prêts à n'accepter qu'une faible compensation pour la faculté laissée à l'emprunteur de rembourser ses titres par anticipation. Il leur suffit que le coupon nominal soit élevé, qu'il ait deux chiffres (en général 10 % tout rond). Pour que des investisseurs européens prennent de semblables obligations dans leurs portefeuilles, il faudrait leur proposer un rendement supérieur d'au moins 25 centimes. Mais on ne trouverait plus de débiteurs à ces conditions, ceux-ci se voyant alors privés de ces swaps alléchants qui ramènent le coût de leurs transactions bien au-

dessus du Libor. Parmi les opérations de type classique remboursabless in fine, le comportement de deux d'entre elles a été suivi à la loupe par tous les spécialistes. La première, de 300 millions de dollars, sortie hindi sous la direction d'une euro-

banque japonaise, LCTB International, est pour le compte du Crédit foncier de France et elle bénéficie de la garantie de la République française. La seconde, de 250 millions de dollars, a été montée un jour plus tard par Nomura International, l'eurobanque de la plus importante maison de titres japonaise, pour le compte d'un organisme japonais du commerce extérieur, Japon Eximbank, dont les emprants à l'étranger bénésicient de la garantie du gouvernement du Japon.

Comme les deux opérations sont de même durée (dix ans), que leur tanx de rendement facial est le même (9,50 %), elles se sont trouvées sur tous les plans en pleine concurrence. Elles out toutes deux été bien accneillies mais l'avantage est apparemment allé à l'emprunt japonais dont la marge qui sépare son rapport de celui que procurent les fonds d'Etat américains comparables s'est plus resserrée. Cette marge n'était plus mercredi soir que de 31 centimes contre 40 au moment du lancement de l'opération, alors que celle de l'emprunt français se situait encore à 35 contre 39 à sa sortie. La mesure de ces performances étant faite avec des serupules d'apothicaire, il convient de préciser que les rendements sont calculés sur une base semestrielle.

Une réserve minimale

Les deux opérations font l'objet de transactions de swap qui fournissent probablement aux débinissent propagoioureus a taux teurs des fonds en dollars à taux variable. Si les niveaux obtenus sont aussi bas qu'on le prétend (on parle de 45 et 41 centimes audessous du Libor), il est vraisemblable que l'un on l'autre des olapie que l'une emprunteurs ait bénéficié d'une subvention car le marché inimême ne permettait au début de la semaine dernière que des niveaux de l'ordre, au mieux, d'une trentaine de centimes aue dessous du Libor.

Le compartiment des obligations internationales en yens paraît atteint au premier chef par les mesures d'encadrement du les mesures de madrid. La Ban-crédit décidées à Madrid. La Banque d'Espagne vient en effet d'instaurer un système de réserve minimale obligeant tout emprunteur qui solliciterait un marché étranger à déposer jusqu'à 30% des fonds recueillis, le dépôt n'étant pas rémunéré. En dissuadant de la sorte les débiteurs espa-

nols de lever des capitaux à l'étranger, les autorités madri-lènes entendent parfaire un plan mis en œuvre à l'intérieur du pays et qui devrait, en retirant à l'économie quelque 400 milliards de pesetas de liquidités, favoriser une montée générale du niveau de l'intérêt. Cela devrait leur permettre de reprendre en main une situation qui risquait de leur échapper depuis les mouvements sociaux du 14 décembre dernier, la première grève générale qu'ait connue l'Espagne depuis 1974.

Nombreux étaient en effet les débiteurs espagnols qui s'apprêtaient à lancer à Tokyo des obligations en yens de type «samou-ral». En plus de la collecte de fonds, lears transactions prévues avaient souvent un autre objectif, publicitaire. Barcelone avait montré la voie en lançant des obligations «olympiques» en yens dont le produit est destiné au financement des Jeux de 1992. Plusieurs autres entités régionales s'apprêtaient à suivre son exemple. Si un emprunt est bien présenté et bien

organisé, il peut contribuer à la promotion d'une région et inciter des entreprises étrangères à y investir directement. Séville ou l'Andalousie auraient été des candidates de choix dans la perspective de la prochaine exposition universelle. Mais l'emprunt attendu ne se concrétisera pas prochainement. De même seront abandonnés les projets d'emprunts de plusieurs sociétés espagnoles du secteur de l'éner-

Privé ainsi d'une importante catégorie d'emprunteurs, le compartiment international du marché des capitaux japonais risque donc de s'assécher davantage. Les débiteurs y sont rares car les possibilités de swaps y demeurent peu engageantes. Cela n'empêche évidemment pas de grands emprunteurs mondiaux de faire figurer leur nom sur la liste officielle des candidats à une émission samoural. Electricité de France et la Banque française du commerce extérieur sont au nombre des établissements français qui ont pris cette précaution.

Parmi les autres développements d'une semaine particulièrement riche en événements, le plus digne d'attention est certainement le fait qu'une banque étrangère ait été chargée d'un emprunt d'Etat. C'est ce qui s'est passé jeudi en Suisse où la trésorerie de la Confédération a confié à Citicorp Investment Bank (Switzerland) le soin d'un emprunt de 80 millions de francs suisses dont les conditions sont les suivantes durée de huit ans, taux d'intérêt de 4,625 % et prix d'émission du pair pour des commissions totales de 0,50%. Le coup est particulièrement habile de la part d'un pays dont on ne saurait plus mettre en doute le libéralisme on l'ouverture en matière financière. Le contraste est impressionnant avec ce qui se passe dans certains pays de la Communauté, où l'on assiste plutôt à un repli frileux sur des positions acquises. Peut-on imaginer une banque espagnole diriger un emprunt d'Etat néerlandais ou une banque française diriger un emprunt allemand? Les banques suisses disposent maintenant d'un atout formidable dans leurs négociations avec les autorités politiques étrangères qui leur permettra de revendiquer une juste réciprocité. C'est en faisant valoir des arguments de ce genre qu'elles pourraient renforcer encore leurs positions à travers le

· CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le dollar comme un ballon

C'est reparti! A la veille du weekend, un coup d'accélérateur a fait bondir les cours du dollar, qui dépassait 6,40 F à Paris, obligeant les banques centrales à intervenir vigoureusement, y compris la Banque de France, mais assez peu la Banque du Japon, semble-t-il.

Pendant presque toute la semaine, les opérateurs étaient restés « sages », attendant un hypothétique communiqué du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde réunis à Washington à la veille du week-end. Mais ils attendaient aussi la publication des chiffres du chomage américain pour le mois de janvier. Si ces chiffres laissaient apparaître une progression plus sensible que prévu du nombre des créations d'emplois, le dollar devait monter, tatant la barre des 1,90 DM.

Leurs propostics se sont vérifiés. Vendredi en début d'après-midi heure européenne, on apprenait que si le tanx global de chômage remontait de 5,3 % à 5,4 %, les créations d'emplois non agricoles passaient de 221 000 en décembre à 408 000 en janvier, contre 291 000 prévus.

Du coup le dollar s'envolait, frôlant 1,89 DM et dépassant 6,40 F, avant que les interventions des ban-

1,8795 DM en fin de journée à New-York. En outre, on apprenait un peu plus tard que les commandes à l'industrie américaine avaient progressé de 4,1 % en décembre. défense comprise, et de 3,6 % pour le seul secteur civil, contre respectivement 0,5 % et 1,6 % en novembre. La hausse était portée à 6,4 % pour les biens durables en décembre, contre 0,2 % le mois précédent.

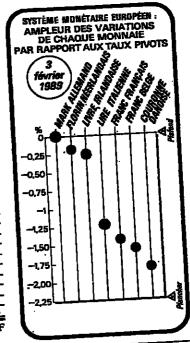
Pour les milieux financiers internationaux, ces nouvelles signifient que la Réserve fédérale des Etats-Unis ne pourra abaisser sa garde, c'est-à-dire qu'il ne lui sera guère possible de faire diminuer les taux outre-Atlantique. Comme aujourd'hui les opérateurs recherchent d'abord la meilleure rémunération pour leurs disponibilités, le dollar va rester attractif, d'autant qu'ils espèrent toujours que le président Bush parviendra à un compromis avec le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire sans impôts nouveaux, la quadrature du cercle, estiment les pessimistes. Par ailleurs, on a noté de très gros ordres d'achats de dollars en provenance d'Asie et du Moyen-Orient.

Tout cela laisse prévoir une belle bataille de taux d'intérêt si le

ques centrales ne le ramènent à deutschemark continuait à faiblir, la Bundesbank ripostant par un relèvement supplémentaire de ses taux directeurs. Sans doute, à Washington, M. Pierre Bérégovoy, au lendemain du dîner qui réunissait les ministres des finances du groupe des Sept, a-t-il déclaré que, selon ledit groupe, les taux d'intérêt pourraient se stabiliser si les Etats membres parvenaient à maintenir les taux de change au niveau souhaité, objectif final. Mais comme les taux de change se déterminent en fonction des taux d'intérêt, on n'en sort plus, à moins de réduire l'écart entre ces taux d'intérêt, ce qui implique un nouveau renchérissement en Allemagne, à défaut d'une diminution aux Etats-Unis.

A Paris, le cours du deutschemark, après une brève incursion audessous de 3,40 F, se retrouvait légèrement au-dessus à 3,4020 F.

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 JANVIER AU 3 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semulae prediction)								
() 	A LIGHT		Franc	Franc	D. stark	Franc belge	Florin	Lica Italianna
PLACE	Livre	SEU.	français			2.5361	47,0588	9,0728
	1,7428		15,6213	62,5391	53,1288	2,5849	41,2921	0.0740
West-York			15,8932	(3572)	54,0540	16,2351	301.25	4,6624
101 · · ·	1,7680	6,4915		480,34	340,05	16,2583	301.34	4,653
Paris	11,1514 11,1242	6.2920		408	349,10	4,0552	75,2470	1,164
729	2,7855	1.5990	245/87		84,9402	4,0646	75,3352	
Zurich	2,7818	1,5730	25,500	<u> </u>	85,878	47142		
	32793	1,8875	29,4874	117,72	 -	4,7804		
Francist	32798	1,8580	29,4031	117,61			18,555	2,871
	68,6878	39,43	6,1595			╫┈┋┈	18,5344	
Bronalist	68,4216	38,70	6,1507	24,6826	289,19	5,3892		1,547
	3,7017		33,1950		112.88	5.3953		1,544
Ametericis.	3,6916				112.86	34.8212		1 E
A		1373	214,48	858,66	729,34		647,51	T-
Miss	2398,34	1352	214,88	859,50	738,81			1 0,09
	225.41	129.40	202,14	88,925			******	
Tokyo		128,78	284,55	81,818	1 69,567			السنوا
100,000	227,54	1 22 27 14			4: 2 févri	cr. 4,947() F contr	4,8888

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 3 février, 4,9470 F contre 4,8888 F le vendredi 27 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dans la glu

Rien ne va plus sur le marché obligataire de Paris, où les dernières émissions se trouvent engluées dans une « colle » épaisse, en raison de la remontée des rendements. Selon les spécialistes, 5 milliards de francs de papier - seraient restés sur les bras des syndicats de placement, avec des décotes de 2 % et plus sur les ons de la semaine dernière. Ainsi, le milliard de francs de l'emprunt Finansder vaut 2,5 % de moins sur le « marché gris », le milliard et demi de la Compagnie bancaire est décoté de 2,3 %, et celui du Crédit national, également un milliard et demi, n'est même pas coté, le rabais implicite atteignant 2,5 %.

La raison? Tout simplement les rendements très bas affichés à l'émission, face à une hausse des taux longs consacrée par l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT), jeudi 2 février 8,74 % sur dix ans, contre 8,59 % il y a un mois, ce qui correspond en ce moment à près de 9 % pour les émissions de première catégorie citées précédemment. En regard, Finans-der offre 8,55 % de rendement récl, la Compagnie bancaire 8,57 % et le Crédit national... 8,47 %.

Notons que le Crédit national se moque bien de la « glu » ambiante, la Société générale et Indosuez, les chefs de file du syndicat de placement, se retrouvant avec le bébé sur les bras; comme disait, cynique-ment, un spécialiste : il faut bien que les commissions de garantie versées par l'emprunteur servent, de temps en temps, à quelque chose. Seul l'emprunt de la BNP,

1,3 milliard de francs à 8,73 %, a échappé au marasme, pour la bonne raison qu'il a été placé dans le réseau de la banque. Quant à l'adjudication d'OAT, pour un peu plus de 10 milliards de francs, elle s'est plutôt correctement effectuée, grâce à une diminution des sommes appe-lées (la fourchette était de 9 à 11 milliards de francs), à un relèvement des rendements offerts, comme on l'a vu, et à une bonne demande des investisseurs: français pour la tranche à dix ans et étrangers sur la tranche à quinze ans.

De plus, les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) ont fait leur devoir. Pour la semaine prochaine, on attendait un emprunt de la RATP et une grosse s'em d'EDF, mais l'état du marché rend les émetteurs songeurs, d'autant que les investisseurs institutionnels

réclament, maintenant, un bon 9 % de rendement.

La morale de l'histoire est double. Le premier phénomène, la hausse des taux à court terme, engagée depuis deux bons mois, à l'imitation de la Banque sédérale d'Allemagne et, quasi simultanément, de la Banque de France, a fini par gagner les taux à long terme, mettant fin, en France tout an I mène d'inversion noté précédemment (taux courts dépassant les taux longs dans l'attente d'une hypothétique baisse des taux). On connaît l'adage : lorsque l'écart entre taux courts et longs s'amenuise on disparaît, la situation devient instable et . il faut que cela craque, les courts vers le bas et les longs vers le haut », pour rétablir l'écart normal qui, en Allemagne par exemple, est encore de 1,5 point environ.

Avertissement allemand

Jusqu'à présent, le marché espé-rait, un peu follement, que l'antici-pation d'une future diminution des endements serait suffisante pour maintenir les taux longs à leur niveau antérieur. Il tablait, plus fol lement cette fois-ci, sur une « déconnexion » entre une France « sage » et une Allemagne en pleine hausse, pour des raisons d'ordre interne. C'était se bercer d'illusions, surtout après les déclarations faites le 26 janvier, à Hambourg, par le pré-sident de la Banque fédérale d'Allemagne, Karl Otto Pochi : « Priorité à la lutte contre l'inflation, pour une politique plus restrictive des laux d'intéret et un soutien du mark, même aux dépens de l'expansion économique. >

L'avertissement est suffisamment clair : la Bundesbank va continuer à «serrer la vis» pendant des mois et elle maintient au-dessus de 5 % le loyer de l'argent au jour le jour, en épongeant les liquidités s'il le faut. On voit mal, dans ces conditions, comment les taux à court terme pourraient baisser unilatéralement en France, où l'Institut d'émission s'aligne rigoureusement sur la Bun-desbank, afin de maintenir la parité franc-deutschemark et éviter l' e inflation importée ».

Sur le MATIF, qui, il y a trois semaines, «révait» encore en portant à près de 109 le cours de l'échéance mars, les opérateurs ont sance des agrégats larges.

commencé à réaliser que leurs anticipations à la baisse des taux étaient bien audacieuses, du moins dans l'immédiat. Le cours de l'échéance mars, après avoir glissé un moment en dessous de 107, terminait la semaine légèrement au-dessus et, il faut le dire, encaissait » très bien l'annonce de la poursuite d'une forte activité aux Etats-Unis, peu propice à une détente des taux d'intérêt. Tras los montes», la Banque d'Espagne manie, elle aussi, le tour de vis.

Pour freiner la surchauffe de l'économie, elle a porté de 12,40 % à 13,40 % son tank d'intervention, après avoir haussé de 16,50% à 18% les réserves obligatoires des banques et caisses d'épargne et instauré un dépôt préalable de 30% pour les emprunts en devises, mesure de nature à freiner les entrées de capitaux étrangers et les importations. La croissance de l'économie espagnole dépasse 5% l'an, avec une inflation de 5,8 % en 1988, presque le double des prévisions initiales. Banques centrales de tous les pays, unissez-vous pour lutter contre l'inflation...

FRANÇOIS RENARD.

Masse monétaire

Croissance moins vive que prévu en 1988

La Banque de France, qui avait fixé une fourchette de croissance de 4% à 6% pour la masse monétaire française, a finalement annoncé que l'agrégat M2 (billets, dépôts à vue et sur livret) avait augmenté l'an dernier de 3,8% seulement, contre 4% en 1987. De même, l'agrégat M3 (M2, plus les bons de caisse et les certificats de dépôt négocia-bles) a progressé à un rythme plus lent que l'année précédente (6,8% contre 9,1%). Cependant, l'agrégat «crédit intérieur total», qui comp-tabilise l'ensemble des crédits aux entreprises et aux particuliers, a progressé au cours des onze premiers mois de l'amée de 11,6%, contre 10,7% en 1987. Pour l'année en cours, la four-

chette d'augmentation de M2 a été maintenue à 4-6%, et les autorités monétaires ont affirmé leur volonté de surveiller étroitement la crois-

MATIÈRES PREMIÈRES

Redistribution des quotas sur le marché du café

Le robusta a comu ces jours der-niers quelques séances de baisse, les cours perdant 31 livres le 1º février pour s'établir à 1 132 livres la some. Vendredi, le marché remontait cependant autour de 1 168 livres sur l'échéance de mars. Cette irrégularité des cours sanctionne l'échec des travaux de l'Organisation internationale du café visant à préparer les conditions d'un renouvellement de l'accord de stabilisation des prix, le mécanisme actuel expirant en septembre prochain. Après plusieurs jours de discussions, les négociateurs de l'OlC se sont séparés mercredi soir sur un différend concernant le futur accord.

Administré selon un système de quotas d'exportation (58 millions de sacs de 60 kilos actuellement), le marché du café donne lieu à des pratiques irrégulières : certains pays exportateurs écoulent du café

1	PRODUITS	COURS DU 3-92
٠	Cuivre h. g. (Louist) Trois mois	1 744 (- 35) Livres/touns
	Alembrican (London) Trois mois	2 193 (- 107) Livros/tenne
	Nickel (Leebes) Trois mois	17 750 (- 250) Dollars/tonne
	Sucre (Pais) Mars	1 775 (+ 45) Francs/tosse
	Cadé (Louises) Mars	1 168 (+ 43) Livret/tonne
	Cacae (Ner-York) Mars	1 587 (+ 21) Dollars/tonno
•	Bat (Chicago) Mars	439 (- 10) Cents/boisscan
•	Mails (Chicago) Mars	271 (=) Cents/boisses
٠.	Sois (Cicago)	246,58 (=) Dollars/L cour
•	Mars	Total and the second

auprès des pays non-membres de l'accord international à des prix cassés», inférieurs de 40 % aux tarifs défendus par l'OIC. Ces ventes de café dit . touriste » affaiblissent l'action de l'OIC en pesant sur les cours mondianx. Pour en finir avec ce marché double, des représentants de pays consommateurs ont suggéré d'établir un quota d'exportation global, incluant les ventes aux pays non-membres. Une proposition que les représentants des producteurs ont jugé irrecevable, craignant qu'une telle mesure ne se traduise par un abaissement du prix garanti par l'Organisation du café.

Si elle n'a pris aucune décision sur l'avenir de l'accord, l'OIC a, en revanche, mis de l'ordre dans la distribution des quotas allonés aux pays membres. La Côte-d'Ivoire s'est ainsi vu amputer de, 100 000 sacs son quota annuel, au regard des 905 500 sacs prévus à l'origine pour la campagne 1988-1989. Motif de la sanction : en septembre 1988, an moment de la fixation des quotas, les stocks ivoiriens avaient été estimés à 3,2 millions de sacs. Un volume considérable qui donnait à Abidjan un argument de poids pour réclamer un contingent élevé.

Mais en début de semaine, le bureau exécutif de l'OIC a ramené à 1,24 million de sacs seulement l'estimation du stock ivoirien! En surévahuant ses réserves, la Côte-d'Ivoire l'est rendue un manyais service. La décision de réduire son quota devrait prendre effet immédiatement. Pour des raisons comparables, le quota de l'Inde a été réduit de 5 000 sacs.

D'autres pays en revanche ont bénéficié d'une augmentation de leurs droits à exporter. Le Costa-Rica, Saint-Domingue, l'Equateur, le Salvador, le Mexique, l'Indonésie

et le Cameroun vont bénéficier d'une «rallonge» de 5 212 sacs chacun. Le Zaïre et l'Ouganda pourront exporter 15 635 sacs supplémen-taires, et l'Ethiopie 20 847. Le Kenya (+ 10 423 sacs), la Colombie (+ 5 282 sacs) figurent aussi parmi la liste des bénéficiaires de cette redistribution.

Les statistiques de l'OIC font

apparaître que les exportateurs ont eu tendance, au premier trimestre de la campagne 1988-1989, à pratiquer le « sous-embarquement ». Leurs ventes ont en effet été inférieures de 31 % au quota de 16,27 millions de sacs fixé pour la période octobre-décembre. Elles out porté sur 11,15 millions de sacs seuement. Le Kenya, le Salvador, le Brésil, l'Indonésie et les pays de l'organisation africaine et malgache du café sont à l'origine de ces méventes. Les 5,12 millions de sacs restant à écouler au titre du premier trimestre pourront être vendus an second trimestre pour s'ajouter au quota prévu de 14 millions de sacs. Mais un tel report risque d'entraîner une forte baisse des prix entre février et mars, compte tenu de l'offre potentielle de café dépassant le niveau de consommation artendu.

L'incertitude plane en outre sur le maintien à 58 millions de tonnes du quota global d'exportation. Si le prix site du café devait baisser en deçà de 120 cents par livre pendant une période de 15 jours, l'OIC déciderait automatiquement de réduire de 1 million de sacs le conting d'exportation. Un bras de fer est déjà engagé entre les torréfacteurs. hostiles à une telle réduction qui raffermirait les prix, et les prod qui voient là une chance de tirer du café un revenu meilleur...

ERIC FOTTORINO.

ÉTRANGER

- 3 Afghanistan : le retrait des troupes soviétiques. La fin de la visite de M. Mitterrand en Inde. 4 Le voyage de M. Dumas en
- 5 Touristes ranconnes au camaval de Rio.
- Inculpation de lourna-

POLITIQUE

- 6 Municipales : l'accord entre le PC et le PS reste 7 Livres politiques », par
- André Laurens. Les « affaires » : M. Giscard d'Estaing estime qu'il faut changer de cep.

SOCIÉTÉ

8 Les manœuvres francoaméricaines en Corse. Le smog à Paris.

DATES

2 il v a dix ans. Khomeinv rentrait à Téhéran.

10 La mort de John Cassa-- Carmelo Bene et Luca Ronconi à Milan. 7 Communication :

ÉCONOMIE

13 La fin du congrès de FO. La réunion du groupe des Sept à Washington. - Le Venezuela change sa

politique pétrolière. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands

SERVICES

Abonnements			•	-						2
Carnet				-				•		5
Météorologie .	•	•	•	•	-	•	•	-		٤
Mots croisés . Radio-télévision	•	•	•	•	•	•	•	•		•
Spectacles		:	:	:	:	ì	:		1	1
•										

TÉLÉMATIQUE

- Le Monde vous aide à remolir votre déclaration
- Calculez le montant de vos impôts sur miniteIMPOTS

3615 tapez LM

Après le passage

du cyclone Siringa

La Réunion est déclarée

zone sinistrée

Le ministre des DOM-TOM.

M. Louis Le Pensec, a annoncé, ven-dredi 3 février à Saint-Denis, que la

Réunion sera déclarée zone sinistrée

à la suite du passage du cyclone Siringa. Selon les premières estima-tions de la préfecture, le cyclone a

provoqué pour i milliard de francs

de dégâts. Le ministre a annoncé

une serie de mesures pour aider les

personnes, les entreprises et les com-

munes les plus touchées par le

s'est déclaré prêt à « bousculer les

procédures administratives - pour

faire avancer auprès des ministères

cyclone à la Réunion. M. Le Pensec

souhaite notamment que la ioi da

13 juillet 1982 relative aux catastro-

phes naturelles, applicable en métro-

pole uniquement, soit étendue rapi-

dement à l'outre-mer. Sur place, la

situation redevient pen à pen nor-

male. Cependant, pour éviter tout risque d'épidémies, le préfet a inter-

dit, vendredi, les baignades dans

tous les points d'eau et les rivières de l'île.

Devant les élus, M. Le Pensec

SAINT-DENIS

de notre correspondant

La COB sur tous les fronts

Parmi les trente-huit enquêtes qu'a lancées la COB depuis l'été domier, quatre dossiers ressortent particulièrement. Ils concerment : Béghin-Say à propos d'une moins-value de 860 millions de francs lors d'une cession de titres Montedison. la constitution d'un pacte secret d'actionnaires à la CGE, un eventuel délit d'initiés avant l'annonce des résultats de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) et une possible manipulation des cours de

Dans le cas de Béghin-Say, la date d'ouverture de l'enquête remonte au mois de juillet 1988. La COB s'intéresse aux conditions dans lesquelles le groupe sucrier que préside M. Jean-Marc Vernes a enregistré une moins-value de 860 millions de francs lors de la cession d'actions du groupe chimique italien Montedison. En décembre 1987, Béghin-Say (groupe Ferruzzi) revend la participation de 7 % qu'il détient dans Montedison à European Sugar, autre filiale du groupe Ferruzzi. L'investissement réalisé par la firme française pour acquérir ces actions Montedison s'était élevé à 1,910 milliard de francs, et cette participation a été cédée pour 1,05 milliard. Cette opération comprensit toutefois un échange de participations, European Sugar apportant à Béghin-Say les 12 % du capital qu'elle détenait dans le groupe agroalimentaire Saint-Louis ainsi que le versement d'une soulte.

Le second dossier a été ouvert à la même époque par la Commission des opérations de Bourse. Il porte sur les conditions de cession par l'État de ses parts tion et surtout sur l'existence d'un « pacte secret » entre certains membras. Six d'entre eux (Société générale, UAP, Compa-gnie générale des eaux, Société de banque suisse. Société générale de Belgique et Dumez) sont liés par un « pacte » destiné à protéger une partie du capital de ce groupe présidé par M. Pierre Suard et qui n'avait pas été doté d'un « noyau dur » au moment

enquête, qui est terminée, devrait conduire le groupe socialiste à demander la constitution d'une enquête parlementaire.

Plus récente, ayant été lancée le 16 ianvier 1989, une enquête vise le groupe de luxe LVMH (Moet-Hennessy-Louis Vuitton) et un éventuel délit d'initiés qui aurait été réalisé oeu avant l'annonce d'une hausse des néfices de 50 %.

Le 5 janvier, le groupe LVMH annoncait, après la cióture de la Bourse, une forte progression de ses bénéfices 1988. Auparavant, durant la séance, des transactions extrêmement importantes (240 000 échanges) avaient eu lieu. Le lendemain, plus de 700 000 titres changeaient encore de mains. A l'issue de ces deux jours, le président de la Financière Agache, M. Bernard Amault, assurait avoir acquis à lui seul 800 000 actions.

Si l'enquête porte « essentiellement » sur les journées des 5 et 6 janvier, elle s'intéresse rieures et ne se limiterait pas ainsi aux seuls éventuels initiés. La commission pourrait au hasard de ses recherches vérifier si, durant la bataille boursière des premiers jours de janvier, M. Bernard Amault n'aurait pas acquis un « bloc » de titres qui lui aurait permis de prendre le

Enfin. vendredi 3 février. la COB affirmait « regarder attentivernent » le dossier De Dietrich et les mouvements importants d'octobre 1988. A cette époque, près de 30 % du capital de ce groupe spécialisé dans l'équit ment ménager avaient changé de mains en quelques séances. Des rumeurs d'OPA avaient circulé, vite démenties par Bosh et Siemens, les acquéreurs les plus souvent cités. L'hypothèse d'une manipulation de cours était évoquée ensuite, qui aurait permis aux initiateurs d'engranger rapidement de belles plus-values.

DOMINIQUE GALLOIS.

L'enquête sur les huissiers de Lyon

Un commissaire de police entendu par le juge d'instruction

M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, chargé de l'enquête sur les activités de trois huissiers, MM. Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitjean, inculpés de vol. destruction d'indices et faux en écritures publiques, et écroués le 28 janvier (le Monde du 31 janvier), a entendu, jeudi 2 février. M.Roland Prat, commissaire principal de police du premier arrondissement de Lyon. L'information a été donnée par M. Georges Bastelica, préfet, délégué pour la police.

de notre bureau régional

Tout en livrant cet épisode. attendu dans le cadre de l'information judiciaire, M. Bastelica s'est empressé de prendre la défense de son subordonné. • M. Prat a toute ma confiance. Il a agi conformé-ment à l'article 587 de l'ancien code civil aussi bien pour la saisie-gagerie effectuée le 10 juin 1986 que pour la saisie exécution réalisée le 21 août suivant. Dans ces deux cas, il attestait, par sa présence, de la régularité des actes civils auxquels les huissiers procédaient. Mais il n'était pas là pour perquisi-tionner. - M. Bastelica a affirmé qu'un seul commissaire - M. Prat en l'occurrence - avait signé les deux procès-verbaux correspondant à ces phases de la procédure, mais que, en revanche, le fonctionnaire é. fin août 1986. la « reprise » de l'appartement de la rue Pierre-Robin. C'est an cours de cette opération que de nombreux documents appartenant à la branche lyonnaise d'Action directe, une machine à écrire et un récepteur radio sophistiqué - ainsi que, selon des informations niées par les inculpés, des armes et une somme d'argent - auraient été emportés par les huissiers, aidés par un serru-rier M. Georges Beaudet, lui aussi

inculpé et écroué, pour être détruits

Apportant le démenti le plus formel à des informations publiées par différents organes de presse, le préfet de police a répété à plusieurs reprises qu'a aucun commissaire. aucun fonctionnaire, aucun témoin - n'avait été entendu. » jusqu'à ce jour et à cette heure » par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). Mais il n'a pas exclu l'hypothèse de recourir aux services de cette police des polices dans les prochains jours. Quels éléments nouveaux pourraient donc inciter brusquement - - peut-être demain - - ce haut fonctionnaire de la police à changer d'attitude? M. Bastelica a fourni lui-même la réponse en désignant un récepteur radio à balayage par scanner. Cet appareil, a-t-il expliqué avec embarras, a été « remis il y a plusieurs mois », et en tout état de cause à une date postérieure au « nettoyage » de l'appartement des terroristes, à des fonctionnaires de la

ae cet appareil n'est pas, aujourd'hui, prouvée. S'il en était autrement (...) j'agirais alors en fonction... A la question :

"Le récepteur radio en question peut-il provenir de l'appartement des terroristes?". M. Bastelica a opposé le secret de l'instruction en cours . A ce stade de l'enquête cours. . A ce stade de l'enquête, j'assirme que cet appareil n'est pas melé à l'assaire », a-t-il dit et redit.

sûreté urbaine de Lyon. Par qui? Par l'employeur da serrurrier aujourd'hui inculpé! M. Bastelica a justifié ce - prét - ou ce - don - fait par un tiers connu des policiers, en expliquant, en substance, qu'il y avait des zones d'ombre dans le plan de modernisation de la police et que « certains engins très utiles, comme un scanner, exclus de l'enveloppe budgétaire - pouvaient ainsi rejoin-dre la dotation du service. Cet appareil, « très usagé - selon M. Baste-lica, a été accepté « en toute bonne foi · par les policiers. · En l'état actuel de l'enquête, a insisté le préfet de police, l'origine frauduleuse; de cet appareil n'est pas,

BERNARD ÉLIE.

Après vingt-huit mois d'occupation à Villeurbanne

La police a expulsé le piquet de grève de la société Gendron

de notre bureau régional

A la demande du préfet de police de Lyon, M. Georges Bastelica, les forces de l'ordre ont expulsé dans le -matin, les trois militants CGT qui tenzient encore leur tour de rôle dans l'occupation symbolique des locaux de l'entreprise de machinesoutils Gendron, de Villenrbanne (Rhône).

L'occupation se poursuivait sans discontinuer depuis le 30 septembre 1986, après que l'entreprise eut été placée en règlement judiciaire. Gendron comptait alors deux cent-vingt sept salariés. La société de construc-

tion de rectifieuses de pièces cylindriques destinées aux industries de l'automobile et de l'armement avant été renflouée par l'Etat en 1984, au titre du « plan machine-outil » : elle a cessé ses paiements deux ans plus tard, faute du versement d'une tran-

Nul ne put établir quel gouvernement - celui de M. Fabius, ou celui de M. Chirac - a résolu de « fermer le robinet » des aides. Toujours est-il que ces aides n'ont jamais repris. Alors ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir avait affirmé: « Gendron ne sera pas Manufrance .. Au moins deux proiets de reprise ont tourné court dans les mois suivant le dépôt de bilan.

Le syndic-liquidateur, Me Ignace Gatt, résolut enfin de disperser les actifs de l'entreprise, afin de désintéresser les créanciers. Les terrains et locaux sont allés au promoteur Giorgi S.A., qui prévoit de créer, avec l'appui de la municipalité socialiste, un parc d'activités pour une quinzaine d'entreprises, offrant trois cents emplois.

Ces derniers mois, la CGT avait tenté de proposer une reprise d'acti-vités de maintenance de machinesoutils sur le site, sens pouvoir réunir un « tour de table ». Elle avait combattu, y compris devant le tribunal de commerce de Lyon, un projet concurrent, déposé par la société RDC, dirigée par l'un des anciens responsables techniques de Gen-dron. Ce dernier s'est refusé in extremis à reprendre les seize salariés encore présents dans l'entre

C'est l'échec récent de la négocia-tion menée sur ce point avec la CGT du Rhône qui a été suivi de l'intervention de la police. Une ordon-nance de référé avait été rendue dès le 11 septembre 1987, mettant en demeure les syndicalistes de quitter les lieux. Si elle ne pouvait donc être considérée comme inattendue, l'expulsion n'a vraisemblablement pu être décidée sans consultation du gouvernement et information au maire (PS) de la ville, M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, qui avait beaucoup agi, en 1984, pour réunir un actionnariat. Depuis l'arrêt de l'activité de

Gendron, M. Hernu a souvent été incriminé par le PCF villeurbannais d'avoir marchandé son soutien aux grévistes. L'expulsion de leur « der-nier carré » ne semble cependant pas susceptible de compromettre l'accord PCF-PS conchi à Villeurbanne, quelques jours apparavant, en vue des élections municipales. La fédération du Rhône du Parti communiste français a estimé malgré tout que « le gouvernement actuel de Rocard et son ministre du travail, un homme de droite, portent la responsabilité de cette atteinte aux droits de l'homme . Le secrétaire général de l'union départementale CGT du Rhône, M. Bernard Vivant, a considéré l'expulsion des grévistes comme « une provocation ».

GÉRARD BUÉTAS. ABCDEFG

Trafic de drogue Un avocat et un animateur de radio écroués

Me Jean-Augustin Terrin, trente Paris, et M. Bernard Schu. quarante-deux aus, animateur à la station de radio Europe 2, ont été écroués vendredi 3 février par M= Catherine Courcol, juge d'instruction au tribunal de grande ins-tance de Paris, après avoir été inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants.

Ancien secrétaire de la conférence du stage, inscrit au barreau de Paris depuis 1981, Mª Terrin, qui est président de l'association SOS bavures policières, est soupçouné d'avoir cédé à M. Schu 9 grammes d'héroine pour une valeur de 18 000 francs. Lors du débat contradictoire organisé avant toute mise en détention provisoire, Me Terrin était assisté par Me Germain-Latour et M. Schu par Me Maxime Delhomme.

. BIRMANIE : un avion s'écrase, vingt-neut morts. – Un Fokker F-27 des Burma Airways s'est écrasé, vendredi 3 février, immédiatement après avoir décollé de l'aéroport de Rangoun, faisant vingt-neuf morts, dont trois personnes qui se trouvaient au soi. Il s'agit du quatrième accident d'un Fokker des Burma Airways en vingt mois. Ces accidents ont fait cent vingt-deux morts. – (AFP, Reuter).

20 Tel 1880

 $\Phi(p_{k,p_{k}})$

4.

• ÉCHECS : les quarts de finele du chempionnat du monde. Après huit parties réglementaires et deux de prolongation, Spragett et Youssoupov sont toujours à égalité. lls commencent, samedi 4 février, la série de « parties-suicide, » (le premier qui gagne est qualifié) avec une heure de temps par joueur, puis, si la partie est nulle, trente minutes, puis quinze, jusqu'à ce qu'il y ait un gagnant. Dans les deux autres matches en cours, Karpov mène 2,5-0,5 contre Hjartason après trois parties, et Portisch, face à Timman, a non seulement annulé la partie ajournée où il était donné perdant mais a remporté la troisième partie menent 2 à 1.

- (Publicité) -CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEUDI

LA SELECTION IMMOBILIÈRE du *Monde*

C'est + de choix d'affaires en vente et en location

C'est une exclusivité du Monde: La Sélection des Institution

Le munéro du « Monde » daté 4 février 1989 a été tiré à 515 299 exemplaires

SKI ALPIN: les championnats du monde

Schmidt dans les schuss

Le Luxembourgeois Marc Girardelli a remporté, vendredi 3 février, à Vail (Colorado), la médaille d'or du combiné, première épreuve des championnats du monde de ski alpin. En se classant deuxième de la descente, derrière l'Italien Michael Mair, il a acquis assez de points pour triompher d'une épreuve comportant des

VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

Les flocous se sont mis à tomber

sur les montagnes Rocheuses. La vague de froid qui paralyse une grande partie des États-Unis semble contourner les sommets, mais la neige, elle, est bien présente. D'abord légers, les cristaux se sont fait épais au fil des heures. Face à ce mur blanc, de plus en plus compact, les organisateurs ont décidé, vendredi matin, de reporter la descente

« Je déteste ces minutes qui n'en finissent pas », laisse échapper Didier Schmidt, le seul Français

Il ne possède pas encore la tranquille assurance des grands. Petit nouveau dans l'équipe de France. l'enfant de Colmar n'est pas un des cendeus. - C'est pourtant en pratiquant cette discipline que j'ai pu me glisser parmi les espoirs, il y a trois ans, reconnaît l'Alsacien, mais depuis je me suis spécialisé en sla-lom. Premier d'une Coupe d'Europe, onzième de l'épreuve de Coupe du monde de Madonna-di-Campiglio en décembre dernier, Didier Schmidt possède la technique pour souetter les piquets. La preuve il l'a sournie, lundi 30 janrier, en se classant dixième des deux épreuves de sialom comptant pour le

Markus Wasmeier, l'angoisse le

Alors que Paul Accola s'élance, Didier se prépare. Il serre la fixation de ses chaussures et... casse son cro-chet droit. Agitation, intervention d'un technicien qui bricole une réparation, alors que les entraîneurs s'énervent. Finalement le jeune garcon peut occuper à temps sa place dans la cabine de départ.

A ce moment il doit fixer ses lunettes sur son casque. Nouveau drame. Un bruit sec, et alors que le eune garçon commence à glisser sur la piste la moitié du verre de son casque tombe à terre. « La vitesse m'a rapidement aveuglé et je me suis

de mercredi, termine quatrième. lien Michael Mair ou l'Allemand dévaler la piste mais doit se contenter du vingt-troisième temps.

courses de technique (sialom) et de vitesse.

Médaille d'argent, le Suisse Paul Accola,

auteur d'une descente acrobatique toujours à la

limite de la chute, améliore sa performance des

derniers Jeux olympiques. Son camarade Pirmin

Zurbriggen, encore mal rétabli de son envolée

Grâce aux points acquis en slalom, Didier Schmidt occupe quand même la onzième place du combiné. Mais ce résultat ne satisfait pas l'Alsacien, qui essuie de nouvelles larmes de désespoir. « C'est trop rageant toutes ces catastrophes », murmure le jeune garçon. Les anciens qui l'entourent le consolent en lui prédisant qu'à l'avenir il ne fera plus - de telles bétises ». Didier rêve d'être champion olympique. A Vail, il a constaté que le chemin n'est pas aisé et que, comme le souligne Florence Steurer, deuxième du combiné de Val-Gardena en 1972.

A court de compétition, Yannick Noah a peiné lors des deux pre-mières manches contre Gilad Bloom (213° au classement ATP) avant de s'imposer en quatre sets (7-6, 4-6, 6-3, 6-3). Imprécis en fond de court et souvent passé lors de ses montées épreuves de sialom comptant pour le combiné.

Mais là, sur cette zone de départ, au milieu des athlètes que sont l'Ita
Amos Mansdorf. Plus agressif et

En cas de qualification pour le deuxième tour, les Français rencon-treraient probablement les Améri-cains, qui mênent également 2-0 contre le Paraguay, après les deux premiers simples. Michael Chang et André Agassi se sont imposés respectivement contre Victor Pecci (6-7, 6-3, 6-4, 6-2) et Hugo Cha-pacu (6-2, 6-1, 6-1), vendredi 3 février, à Fort-Myers (Floride).

L'écrivain Daniel Anselme est mort

L'écrivain Daniel Anselme est mort à Paris le vendredi 3 février. C'était un personnage mythologi-

que que l'on pouvait rencontrer naguère à Saint-Germain-des-Prés ou à Montparnasse. Il frappait par sa corpulence qui le faisait ressem-bler à Balzac.

Sa jeunesse avait coîncidé avec la Libération. Il s'était engagé très tôt dans la politique. Militant du Parti communiste durant les années 50. il collabora aux Lettres françaises et se trouva parmi les intellectuels de gauche qui dénonçaient la guerre d'Algérie. A cette époque, il écrivit deux romans, la Permission (Julliard, 1957) et les Relations (Laf-

font, 1964). Après avoir quitté le Parti communiste, Anselme revint à la politi-que en mai 1968. Il anima, notamment, les Cahiers de mai. Par la suite, il devait participer aux luttes ouvrières, celles de Lip en particu-lier. Après vingt ans de silence, il allait publier un nouveau roman en 1984 : le Compagnon secret (Laffont).

Décès de M. Jacques Carcassonne

M. Jacques Carcassonne, ancien président du tribunal de commerce de Paris, est décédé, le mercredi 1º février, à l'âge de cinquante-neuf

[Né en juin 1929, à Marseille, Bouches-du-Rhône, licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut des hautes de Paris et de l'Institut des hautes études internationales, Jacques Carcassonne fut depuis 1961 président-directeur général de la société Jacques Carcassonne SA (négoce de diamants et de pierres précieuses). Expert près le tribunal d'instance et la cour d'appel de Paris (1970-1975), président de chambre au tribunal de commerce de Paris, il devint en 1982 président de ce même tribunal. En désaccord avec certains des aspects de la politique suivie par M. Bobert Badinter, garde des sceaux de l'époque, il devait démissionner au mois de juillet 1983 de cette présidence. Administrateur du groupe Publicis SA, Jacques Carcassonne devait assurer la présidence de la filiale Régie Presse jusqu'au mois de décembre 1984.]

